



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- **Le G20 de novembre 2022 à Bali ou le début de la fin de l'occident (page 4)**
- **Discours de Vladimir Poutine au Club Valdaï, 27 octobre 2022 (page 11)**
- **Une société capitaliste désabusée sombrant dans les abus consommateurs (page 23)**
- **Une tribune de libéraux-atlantistes dans Le Monde pour sauver la puissance française au sein de l'OTAN (page 64)**
- **Comment la superpuissance américaine a réussi à torpiller l'économie capitaliste européenne : la situation désastreuse du capitalisme en Europe à la fin 2022 et l'aggravation prévue pour 2023 (page 68)**
- **Revue nationale stratégique 2022 : l'État français se prépare à la guerre mondiale pour le repartage du monde dans le cadre de l'Otan (page 77)**
- **«L'Arménie» de la bourgeoisie française est un piège pour les Arméniens (page 81)**
- **Liste classée des articles de Crise (page 87)**

Novembre 2022

N°22



Éditorial

Ce 22e numéro de la revue Crise s'inscrit dans le contexte occidental d'une période de suspension historique. Nous pensons avoir réussi à exprimer la substance de ce phénomène, en nous appuyant sur une étude approfondie des mentalités dans la société capitaliste de ce début 21e siècle, avec tout son immense poids dans la vie quotidienne.

Ce numéro fait le point sur le pourrissement de la société capitaliste, notamment en Belgique et en France. Pourrissement altérant de manière visible et nette les métropoles capitalistes et l'Humanité décadente que la bourgeoisie se montre toujours plus incapable de diriger et encore moins de civiliser.

C'est ce qui explique également le délai de parution par rapport au précédent numéro. Il faut toujours saisir l'esprit des temps, et nous vivons un phénomène de maturation historique, plus rien ne reste en place, alors qu'en apparence tout est comme avant, le lendemain semblant similaire à la veille.

Il faut des outils puissants pour saisir l'époque en théorie et en pratique, dans une telle situation paradoxale, que seule une équipe de révolutionnaires armés de la boussole invincible du matérialisme dialectique est en mesure de comprendre et de traverser de manière productive.

Alors qu'autour du conflit en Ukraine se dessine toujours plus clairement le grand affrontement direct entre l'OTAN et la Russie, et au-delà de lui des États-Unis et de la Chine, emportant dans le sillage de la course à l'abîme les puissances du capitalisme déclassées et en panique, dont la France se trouve en être un exemple, nous scrutons les voies que se cherche l'impérialisme français pour affirmer son existence.

Mais plus largement même que cette perspective de lutte contre la tendance à la guerre alors que se développe le spectre de la troisième guerre mondiale à mesure que le mode de production capitaliste s'enfonce dans sa Crise, nous levons le drapeau de la Culture et de la lutte totale et complète face à la bourgeoisie et à son ordre, face au Capitalisme et à l'Humanité décadente et meurtrière qu'il produit.

Nous levons le drapeau de la lutte des classes afin de nous préparer au soulèvement qui se dressera contre le crépuscule de la bourgeoisie et de la barbarie dans laquelle elle entraîne le monde, en lui opposant l'esprit prolétarien, seul en mesure de constituer une alternative civilisée et démocratique, ramenant l'Humanité dans l'Ordre naturel de notre Biosphère.

Ce numéro aborde ainsi frontalement la question de «tordre le bâton dans l'autre sens» pour résister à la morosité passive et à la sidération qui a saisi les masses belges et françaises face aux gigantesques contradictions auxquelles la société de ces pays se heurtent et face à la barbarie qui emporte leurs illusions, leur aveuglement et il faut bien leur dire, parfois leurs lâchetés.

Crise est l'organe de la confrontation, de la compréhension et de la lutte, et donc de l'enthousiasme et de la camaraderie que forge la lutte collective. Le chemin est sinueux, l'avenir est lumineux ! ■

Nous conseillons les sites suivants :

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com



LE G20 DE NOVEMBRE 2022 À BALI OU LE DÉBUT DE LA FIN DE L'OCCIDENT



La tenue du G20 à la mi-novembre en Indonésie marque un tournant historique, de par la déchirure qui parcourt l'ensemble des pays du monde. La vieille division du monde se termine ; les puissances dominantes de la seconde moitié du 20e siècle s'essouffent et font face à la montée en gamme de toute une série de pays s'arrachant, de manière non linéaire et partielle, à leur nature de pays du tiers-monde.

Le G20, qui rassemble les principaux pays industrialisés du monde, a officiellement maintenu son caractère unitaire, mais dans les faits le conflit s'est posé, dans sa nature irréductible. Il suffit d'ailleurs pour saisir cela de porter un regard sur la composition du G20 lui-même, puisqu'on y trouve :

- des pays capitalistes occidentaux européens, avec l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, ainsi que l'Union européenne comme institution et l'Espagne par contre simplement comme invité ;
- des pays capitalistes occidentaux non européens avec bien sûr les États-Unis, superpuissance dominante au niveau mondial, mais également l'Australie, le Canada et le Japon ;
- des pays relevant du bloc des BRICS : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud ;
- de pays ayant connu un développement particulier malgré leur arriération économique et financière : l'Arabie Saoudite, l'Argentine, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Mexique, la Turquie.

Les pays d'Europe de l'Ouest sont en perte de vitesse. Ils relèvent du second monde, qui était soumis à la bataille pour l'hégémonie des superpuissances américaine et soviétique dans les années 1960-1990, et désormais ils sont satellisés de manière toujours plus marquée par la superpuissance américaine en train de décrocher et exerçant une pression terrible pour maintenir sa position hégémonique.



Il en va de même pour l'Australie, le Canada et le Japon, alors qu'inversement les BRICS profitent de leur nature particulière – la population, la superficie, etc. – pour s'arracher à l'ordre mondial et parvenir à un développement qui ne soit pas dans l'ombre de l'occident. C'est le sens de la guerre menée à l'Ukraine par la Russie, et si l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde sont loin du compte pour parvenir à une réelle indépendance, la Chine se fonde pour cela sur le révisionnisme ayant arraché le pouvoir à la ligne rouge en 1976, transformant la Chine socialiste et indépendante en Chine capitaliste et indépendante visant désormais la suprématie mondiale.

Cet élan chinois entraîne dans son sillage toute une série de pays du tiers-monde qui, sans être indépendants, connaissent de fortes tendances monopolistes bureaucratiques pour forcer le développement. L'armée joue ici un rôle majeur et le caractère central de l'armée dans ce processus pour le Brésil, le Mexique et la Turquie restent à étudier. L'armée brésilienne a acquis un poids considérable et elle est bien finie l'époque où la France pouvait, comme en 1961-1963, envoyer des navires de guerre le long des côtes brésiliennes pour protéger les navires français pêchant la langouste. Le fonds de pension de l'armée turque, OYAK, est l'un des grands monopoles dans le pays, possédant des parts dans des entreprises de sidérurgie, de chimie, de finance, d'automobiles, etc. Et l'armée mexicaine se charge elle-même de la construction d'un aéroport à Mexico City et de la mise en place du « train Maya » avec tout le tourisme qui va avec.

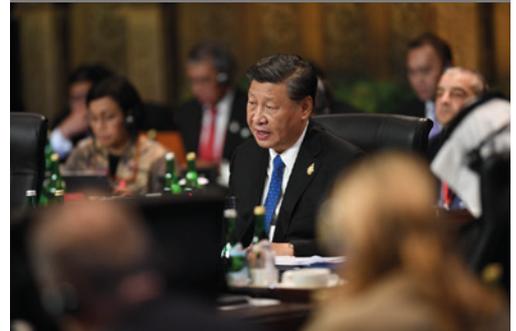
C'est un processus monopoliste bureaucratique qui va de soi de toutes façons quand on pense à l'Arabie Saoudite, aux Émirats Arabes Unis, à l'Azerbaïdjan etc., avec en général des pays du tiers-monde qui, pour des raisons diverses, se retrouvent avec une manne financière utilisée selon les bons et surtout mauvais vouloirs de la clique bureaucratique au pouvoir.

Cette tendance historique, qui a accompagné l'énorme accumulation capitaliste de la période 1990-2020, atteint désormais le G20. Mais il va de soi qu'une cassure directe n'était nullement possible. Les pays qui en font partie représentent en effet 80 % du PIB mondial, 60 % de la population de la planète et 75 % du commerce à l'échelle internationale.

En ce sens, le G20 est une institution qui vise la stabilité mondiale sur le plan économique, dans le sillage du développement économique central des pays capitalistes occidentaux.

Même pour la Chine, la tendance est à profiter au maximum de cela, tout en sachant que cela aura une fin. Il s'agit de grappiller autant que possible de cette croissance, avant qu'elle ne disparaisse.

Un tel processus n'existait pas lors de la première crise générale du capitalisme. Dans les années 1930, le tiers-monde était dans une situation lamentable, et les pays du second monde ne pouvaient que tenter de se replier sur eux-mêmes de manière la plus agressive qui soit, avec le fascisme et son militarisme.



Désormais, le capitalisme a une contre-tendance mondiale elle-même capitaliste, avec un développement général mais un concurrent œuvrant à un nouvel ordre mondial. Cette situation n'est en soi pas nouvelle : telle était la situation déjà pour la période 1960-1990 avec l'alliance et la compétition entre la superpuissance américaine et la superpuissance social-impérialiste soviétique.

Elle prend des traits accélérés toutefois avec l'immense accumulation de marchandises réalisée et la crise générale ouverte en 2020. Tout va très vite... Tout va trop vite, pour tout le monde. La Russie est ici dans une position très particulière, car elle a compris la situation avant tout le monde et a décidé de tirer son épingle du jeu en prévision du grand chaos à venir, mais cela a pris de court le tiers-monde « avancé ».

Le G20 à Bali a reflété ce moment où l'on est déjà plus comme avant, mais pas encore réellement dans l'après. D'un côté, l'hégémonie occidentale est désormais fissurée avec la crise générale ouverte en 2020. De l'autre, la rupture n'est pas encore consommée.

Cela ne veut pas dire bien entendu qu'elle n'émerge déjà pas. Ainsi, dans son compte-rendu de la déclaration du G20, l'agence de presse Reuters a été obligé de modifier son communiqué. La modification est présentée comme suit :

« (Corrige le titre et corrige le premier paragraphe pour préciser que la référence de la déclaration du G20 à l'agression de la Russie cite une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies et n'est pas une déclaration des dirigeants du G20) »

Il s'avère en effet que la déclaration du G20 aborde la guerre en Ukraine et que cela a été prétexte à une vague médiatique massive dans les pays occidentaux pour expliquer que la Russie était isolée, que la déclaration finale était très claire à ce sujet.

En réalité, la déclaration aborde la guerre en Ukraine au point 3 seulement, pour plus d'une cinquantaine de points. Il n'y a pas du tout de déclaration du G20 pour condamner la Russie. Le texte exact est le suivant (et naturellement on ne le trouve nulle part dans les médias) :

« 3. Cette année, nous sommes également les témoins de la guerre en Ukraine qui a un impact contrariant de plus sur l'économie mondiale. Il y a une discussions à ce sujet.

Nous avons réitéré nos positions nationales comme exprimées dans d'autres forums, y compris le conseil de sécurité des Nations-Unies et l'Assemblée Générale des Nations-Unies, qui dans la résolution n°ES-11/1 du 2 mars 2022, comme adoptée à la majorité des votes (141 voix pour, 5 contre, 35 abstentions, 12 absents) déplore dans les termes les plus forts l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exige son retrait complet et inconditionnel du territoire de l'Ukraine.

La plupart des membres condamnent fermement la guerre en Ukraine et soulignent qu'elle cause une immense souffrance humaine et exacerbe les fragilités existantes dans l'économie mondiale – restreignant la croissance, augmentant l'inflation, perturbant les chaînes d'approvisionnement, élevant l'insécurité énergétique et alimentaire, et élevant les risques concernant la stabilité financière.

Il y a eu d'autres points de vue et différentes estimations de la situation et des sanctions. Reconnaisant que le G20 n'est pas le forum pour résoudre les questions de sécurité, nous reconnaissons que celles-ci peuvent avoir des conséquences pour l'économie mondiale. »



Il n'y a pas de dénonciation de la Russie par le G20, mais une reconnaissance que la majorité des pays, qui sont des pays capitalistes occidentaux ou qui leur sont étroitement liés comme le Japon, sont contre la Russie, accusée de promouvoir l'instabilité mondiale avec son initiative militaire contre l'Ukraine.

Ce point numéro trois de la déclaration témoigne de l'hégémonie occidentale, les phrases sont tournées de telle manière que cela semble même totalement dominant, mais qui lit ces lignes de manière réelle, sans œillère occidentale, voit bien que l'occident joue à quitte ou double.

Car que se passe-t-il ? La Chine a profité du G20 pour affirmer que l'Union africaine devrait en être membre. Elle promet une entité BRICS+, avec le Kazakhstan, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, le Nigeria, le Sénégal, les Émirats arabes unis, la Thaïlande... Alors que frappent déjà à la porte des BRICS l'Algérie, le Venezuela, l'Iran, et que même deux pays du continent américain, l'Argentine et le Mexique, sont très intéressés, tout comme la Turquie d'ailleurs.

Quand on sait à quel point le Mexique et la Turquie sont historiquement inféodés à la superpuissance américaine, on comprend le glissement en cours. La guerre en Ukraine est littéralement le terrain glissant employé par la Chine pour affirmer sa position de challenger pour l'hégémonie mondiale.

La déclaration du G20 peut bien constater les troubles : la question est de savoir comment les résoudre, et là la réponse chinoise est celle du « multilatéralisme » où, bien entendu, elle prend une position centrale.

D'ailleurs, le président chinois Xi Jinping et le premier ministre britannique Rishi Sunak qui devaient discuter ensemble lors du G20 ont tout annulé pour des « problèmes d'agenda ». C'est très révélateur, alors que les dirigeants chinois et britannique ne se sont pas rencontrés depuis cinq ans et que Rishi Sunak expliquait il y a peu que la Chine était la « menace principale » pour la sécurité mondiale.

Voici justement le communiqué de l'agence de presse chinoise Xinhua quant au G20 :

Les dirigeants du G20 réaffirment leur engagement de coopération pour relever les défis économiques mondiaux.

Les dirigeants présents au 17e sommet du G20 ont réaffirmé, mercredi à Bali en Indonésie, leur engagement en faveur de la coopération pour relever les grands défis économiques mondiaux.

Dans une déclaration adoptée à l'issue de ce sommet de deux jours à Bali, les dirigeants du G20 ont déclaré qu'ils assument collectivement les responsabilités et que leur coopération est nécessaire pour la reprise économique mondiale, relever les défis mondiaux et jeter les bases d'une croissance forte, durable, équilibrée et inclusive.

Il est essentiel de défendre le droit international et le système multilatéral qui préserve la paix et la stabilité, ont-ils affirmé, soulignant que la résolution pacifique des conflits, les efforts destinés à répondre aux crises, la diplomatie et le dialogue étaient cruciaux.



Le groupe s'est engagé à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, à relever les défis mondiaux et à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Les dirigeants ont promis qu'ils se coordonneraient pour parvenir à une reprise mondiale robuste, inclusive et résiliente et à un développement durable qui génère des emplois et de la croissance.

Ils ont réaffirmé leur engagement constant à lutter contre le changement climatique en renforçant la mise en œuvre pleine et réelle de l'Accord de Paris et de son objectif de limitation de la hausse des températures, qui reflètent l'équité et le principe de responsabilités communes mais différenciées selon les capacités de chacun, en fonction de leurs différentes conditions nationales.

Les dirigeants du G20 ont reconnu la nécessité urgente de renforcer les politiques et de mobiliser les financements pour répondre au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la dégradation environnementale, y compris en augmentant considérablement le soutien apporté aux pays en développement. Ils ont réitéré le fait que le système commercial multilatéral basé sur des règles, non discriminatoire, libre, juste, ouvert, inclusif, équitable, durable et transparent, avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en son cœur, est indispensable pour faire avancer leurs objectifs partagés.

S'exprimant lors de la cérémonie de clôture du sommet, le président indonésien Joko Widodo a déclaré que son pays avait pris la présidence du G20 «avec l'espoir d'unir notre volonté d'atteindre une reprise mondiale inclusive après la pandémie».

Les résultats et les projets collaboratifs conclus pendant le sommet rapprochent les travaux du G20 à la population et peuvent bénéficier non seulement à ses membres mais au monde entier, en particulier aux pays en développement, s'est-il félicité.

«Relevons-nous ensemble, relevons-nous plus forts», a lancé M. Widodo avant de remettre la présidence du G20 à l'Inde, ajoutant que «le G20 continuera d'avancer».

Le sommet s'est tenu sous le thème «la reprise conjointe, la reprise forte».

Fondé en 1999, le G20 est un forum central de la coopération internationale sur les questions financières et économiques. Il est composé de 19 pays plus l'Union européenne.

Ces pays sont l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Russie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, la République de Corée, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

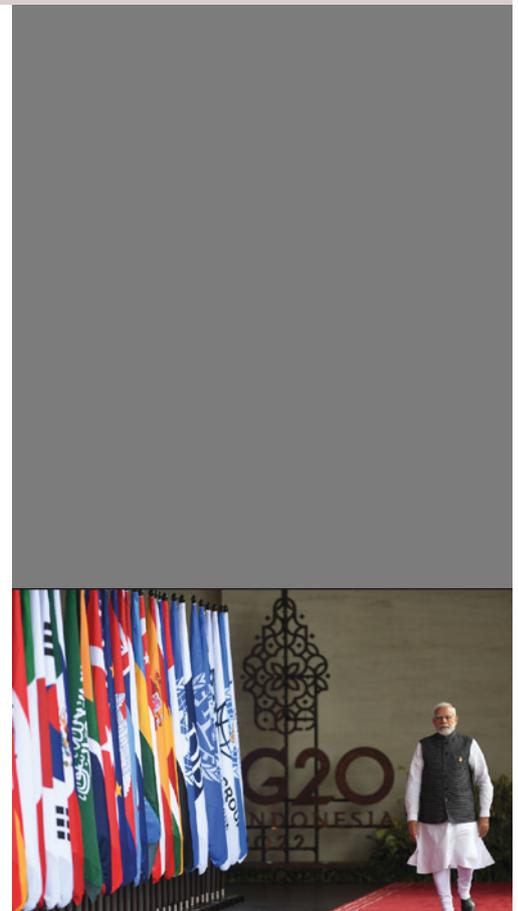
Tout ce discours est totalement propagandiste. Mais il faut toutefois le connaître pour lire à travers et pour connaître les modalités de ce qui se met en place.

Il faut à ce titre se tourner vers le Rapport au XXe Congrès du Parti « communiste » chinois du 16 octobre 2022 du dirigeant chinois Xi Jinping, intitulé dans le même verbiage révisionniste-impérialiste « Porter haut levé le grand drapeau du socialisme à la chinoise et lutter ensemble pour l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne ».

À ce XXe congrès, Xi Jiping a centralisé encore davantage les forces dirigeantes, afin d'asseoir son emprise.

Et s'il est particulièrement indigeste, le 14e point des plus de 70 pages du rapport sont à connaître pour saisir la stratégie chinoise, tout comme il faut connaître le discours de Vladimir Poutine au « club Valdai », le think tank russe qu'il a lui-même mis en place.

Il faut à la fois constater et cerner la constitution de deux blocs impérialistes se faisant face – et précipitant le monde dans la troisième guerre mondiale. ■



DOCUMENT POUR ARCHIVE

« XIV. PROMOUVOIR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE, AINSI QUE LA CONSTRUCTION D'UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN POUR L'HUMANITÉ

Aujourd'hui, le monde, l'époque et l'histoire connaissent des changements sans précédent. D'un côté, le courant de l'histoire marqué par la paix, le développement, la coopération et le principe gagnant-gagnant est irrésistible. Cette aspiration commune de tous et cette grande tendance annoncent l'avenir radieux de l'humanité.

De l'autre, la recherche d'une domination hégémonique, la volonté d'imposer la politique du plus fort et les tentatives d'intimidation au moyen de l'abus de puissance, de brutalités exercées sur les pays faibles, de l'accaparement de richesses, du pillage et du jeu à somme nulle ont de graves et profonds impacts ; les déficits en matière de paix, de développement, de sécurité et de gouvernance continuent de se creuser ; et la société humaine est confrontée à des défis inédits. Le monde se trouve de nouveau à un carrefour de l'histoire et son avenir dépend du choix de tous les peuples.

La Chine poursuit depuis toujours une politique extérieure ayant pour but la préservation de la paix mondiale et la promotion du développement commun, et s'engage dans la construction d'une communauté de destin pour l'humanité.

En poursuivant résolument sa politique extérieure d'indépendance et de paix, la Chine déterminera toujours sa position et ses politiques en faisant, dans le cours des événements, la distinction entre ce qui est juste et ce qui est erroné, et continuera à défendre les normes fondamentales régissant les relations internationales ainsi que l'équité et la justice internationales. Elle respectera la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États, ainsi que les voies de développement et les systèmes sociaux choisis en toute indépendance par leurs peuples ; promouvra l'égalité entre les pays, quelles que soient leur taille, leur puissance et leur richesse ; s'opposera fermement à l'hégémonisme et à la politique du plus fort sous toutes leurs formes ; et rejettera la mentalité de guerre froide, les ingérences dans les affaires intérieures d'autres pays et le « deux poids, deux mesures ». La Chine appliquera la politique de défense nationale à caractère défensif, et son développement permettra aux forces en faveur de la paix dans le monde de gagner du terrain. Elle ne prétendra jamais à l'hégémonie ni à l'expansion, quel que soit son niveau de développement.

La Chine développera des liens d'amitié et de coopération avec les autres pays sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique, et continuera d'œuvrer à l'établissement d'un nouveau type de relations internationales, à l'approfondissement de partenariats d'égal à égal, ouverts et coopératifs dans le monde, et à la recherche d'une plus grande convergence d'intérêts avec les autres pays.

Elle promouvra des relations entre grands pays caractérisées par la coexistence pacifique, une stabilité générale et un développement équilibré, en encourageant la coordination et l'interaction constructive entre eux. Sur la base de l'amitié, la sincérité, la réciprocité et l'inclusion et du principe diplomatique de bon voisinage et de partenariat avec ses voisins, la Chine cherchera à approfondir la confiance mutuelle et les relations amicales avec les pays voisins, de même qu'à faire mieux converger ses intérêts avec les leurs.

Attachée à une juste conception de l'équilibre entre l'équité et l'intérêt propre ainsi qu'au principe de « sincérité, pragmatisme, amitié et franchise », elle renforcera la solidarité et la coopération avec les autres pays en voie de développement (PVD) et défendra les intérêts communs qu'elle partage avec eux.

Le PCC entend intensifier, sur la base des principes d'indépendance, d'égalité totale, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, les échanges et la coopération avec les partis et organisations politiques étrangers, et encourager les assemblées populaires, les conférences consultatives politiques, l'armée, les autorités locales et les organisations non gouvernementales à multiplier leurs échanges avec l'extérieur.

En appliquant sa politique fondamentale d'ouverture sur l'extérieur et en poursuivant une stratégie d'ouverture mutuellement bénéfique, la Chine offrira sans cesse de nouvelles opportunités au monde par son nouveau développement et œuvrera à la construction d'une économie mondiale ouverte, de manière à apporter plus de bénéfices aux autres peuples. Elle continuera de promouvoir la mondialisation économique qui est la bonne direction à suivre ; de favoriser la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement ; d'encourager la coopération bilatérale, régionale et multilatérale ; de favoriser une meilleure coordination internationale en matière de politiques macroéconomiques ; de créer avec les autres pays un environnement international favorable au développement ; et de former de nouvelles forces motrices du développement mondial.

Elle s'opposera au protectionnisme, à la « construction de murs et de barrières », au « découplage » et à la « rupture des chaînes industrielles et d'approvisionnement », ainsi qu'aux sanctions unilatérales et à l'exercice des pressions extrêmes. La Chine est disposée à investir davantage de ressources pour promouvoir la coopération en matière de développement global, s'engage à réduire l'écart Nord-Sud, et à accorder un soutien et une aide solides aux PVD pour accélérer leur développement. La Chine prendra une part active au développement et à la réforme du système de gouvernance mondiale, appliquera la conception de gouvernance mondiale dite « concertation, synergie et partage », défendra un véritable multilatéralisme, favorisera la démocratisation des relations internationales et fera évoluer la gouvernance mondiale dans un sens plus juste et plus raisonnable.

Elle défendra fermement le système international centré sur les Nations Unies, l'ordre international fondé sur le droit international et les normes fondamentales régissant les relations internationales basées sur les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Elle s'opposera à l'unilatéralisme sous toutes ses formes, à la création de blocs prenant pour cible des pays particuliers, et à la formation de clans cherchant à isoler d'autres pays. Elle travaillera à faire mieux jouer leur rôle aux mécanismes multilatéraux comme l'OMC et l'APEC, à accroître l'influence des mécanismes de coopération comme les BRICS et l'OCS, et à renforcer la représentation et le droit à la parole des marchés émergents et des PVD dans les affaires internationales. Elle participera activement à l'élaboration des règles sécuritaires globales, renforcera la coopération sécuritaire internationale, et prendra une part active aux opérations onusiennes de maintien de la paix, afin de jouer un rôle plus constructif dans la préservation de la paix mondiale et de la stabilité régionale.

La construction d'une communauté de destin pour l'humanité est le chemin qui offre une perspective d'avenir à tous les peuples du monde. « Les choses du monde se développent sans rivalité, et les quatre saisons alternent sans contradiction. » Ce n'est que lorsque les pays du monde empruntent la bonne voie, coexistent pacifiquement et coopèrent de manière mutuellement bénéfique que l'on peut jouir d'une prospérité durable et assurer la sécurité dans le monde. La Chine a avancé l'initiative pour le Développement mondial et l'initiative pour la Sécurité mondiale, et elle est prête à travailler avec la communauté internationale pour les mettre en œuvre.

Attachée au dialogue et à la consultation, elle travaillera à construire un monde où la paix est durable ; attachée à la co-édification et au partage, elle travaillera à construire un monde où la sécurité est universelle ; attachée à la coopération gagnant-gagnant, elle travaillera à construire un monde où la prospérité est commune ; attachée aux échanges et à l'inspiration mutuelle, elle travaillera à construire un monde ouvert et inclusif ; enfin, attachée au développement vert et bas carbone, elle travaillera à construire un monde propre et beau. Nous invitons sincèrement tous les pays du monde à faire rayonner les valeurs communes à toute l'humanité que sont la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté ; à favoriser la compréhension mutuelle et le rapprochement des peuples ; à respecter la diversité des civilisations en dissipant les malentendus grâce aux échanges entre civilisations, en prévenant les conflits grâce à l'apprentissage mutuel et en rejetant l'idée de supériorité d'une civilisation sur les autres grâce à la coexistence de toutes. Tout cela doit nous permettre de surmonter ensemble des défis planétaires de toutes sortes.

Nous vivons dans une époque pleine de défis, mais aussi pleine d'espoir. Le peuple chinois souhaite travailler main dans la main avec tous les peuples du monde pour ouvrir un avenir plus radieux à l'humanité. »

DISCOURS DE VLADIMIR POUTINE AU CLUB VALDAÏ SUR LE RESPECT DES CULTURES, 27 OCTOBRE 2022



Le club de discussion Valdaï est un think tank basé à Moscou, qui a été fondé à l'instigation de Vladimir Poutine lui-même, en 2004. Le nom vient simplement du lac Valdaï près du premier lieu de la réunion du club ; on est ici dans un laboratoire d'idées servant à faire se renforcer les orientations de la Russie.

L'efficacité de la démarche ressort ici particulièrement, puisque la discussion pour la séquence du 24-27 octobre 2022 avait comme thématique « Un monde post-hégémonique : justice et sécurité pour tous ».

C'est là tout en fait en phase avec l'idéologie du régime russe pour le conflit militaire en Ukraine et, naturellement, Vladimir Poutine a tenu un long discours à cette occasion, répondant par la suite à de nombreuses questions, pour une séquence de pratiquement quatre heures.

Le discours de Vladimir Poutine mérite d'être documenté, car il montre comment il y a un appel du pied à des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Mexique... en disant : vous avez tout intérêt à nous renforcer, car nous faisons contre-poids à l'hégémonie américaine.

C'est là une proposition d'alliance tactique, voire stratégique... Et à l'arrière-plan, on a bien sûr la superpuissance chinoise prête à peser pour « aider » à la lutte contre l'hégémonie américaine – afin de réaliser la sienne. ■

Chers participants à la session plénière !

Mesdames et Messieurs !

Mes amis !

J'ai eu un petit aperçu des discussions qui ont eu lieu ici les jours précédents – très intéressantes et instructives. J'espère que vous n'avez pas regretté de venir en Russie et de communiquer entre vous.

Je suis heureux de vous voir tous ici.

Au Club Valdaï, nous avons parlé à plusieurs reprises des changements – des changements sérieux et importants – qui se sont déjà produits et qui se produisent dans le monde, des risques associés à la dégradation des institutions mondiales, à l'érosion des principes de sécurité collective, à la substitution du droit international par de soi-disant règles – je veux dire, on comprend qui les a établies, mais ce n'est peut-être pas précis – dont on ne sait généralement pas qui les a établies, quels sont les fondements de ces règles, et ce qu'elles contiennent.

Apparemment, il y a seulement une tentative d'établir une règle afin que ceux qui sont au pouvoir – nous avons parlé aujourd'hui des autorités, je parle du pouvoir mondial – puissent vivre sans aucune règle et être autorisés à faire ce qu'ils veulent, à s'en tirer comme ils veulent. Ce sont, en fait, ces règles que l'on nous répète sans cesse, comme on dit, dont on parle sans cesse.

La valeur des discussions de Valdaï réside dans le fait qu'une variété d'évaluations et de prévisions ont été faites. La vie elle-même, l'examineur le plus strict et le plus objectif – la vie – montre à quel point elles étaient exactes. Cela montre à quel point nos discussions préparatoires étaient précises les années précédentes.

Hélas, les événements ont jusqu'à présent continué à suivre le scénario négatif dont nous avons parlé de nombreuses fois lors des réunions précédentes. En outre, ces événements se sont transformés en une crise systémique de grande ampleur, non seulement dans la sphère politico-militaire, mais aussi dans les sphères économique et humanitaire.

Ce qu'on appelle l'Occident – conventionnellement, bien sûr, il n'y a pas d'unité là-dedans – il est clair que c'est un conglomérat très complexe, néanmoins disons que cet Occident a fait un certain nombre de pas vers l'aggravation ces dernières années et surtout ces derniers mois. En fait, ils jouent toujours pour aggraver la situation, il n'y a rien de nouveau ici non plus. Il s'agit notamment de l'incitation à la guerre en Ukraine, des provocations autour de Taïwan et de la déstabilisation des marchés alimentaires et énergétiques mondiaux. Ce dernier point, bien sûr, n'a pas été fait exprès, il n'y a aucun doute là-dessus, mais en raison d'un certain nombre d'erreurs systémiques commises précisément par les autorités occidentales que j'ai déjà mentionnées. Et comme nous pouvons le voir maintenant, la destruction des gazoducs paneuropéens s'est également ajoutée à cela. C'est la chose la plus scandaleuse qui soit, mais nous sommes néanmoins témoins de ces tristes événements.

Le pouvoir sur le monde est précisément ce sur quoi l'Occident sus-mentionné a parié. Mais ce jeu est assurément un jeu dangereux, sanglant et, je dirais, sale. Il nie la souveraineté des pays et des peuples, leur identité et leur singularité, et n'accorde aucune valeur aux intérêts des autres États. Du moins si cela n'est pas explicitement déclaré comme un déni, c'est néanmoins ce qui est fait dans la pratique. Personne, à l'exception de ceux qui formulent les règles que j'ai mentionnées, n'a le droit de développer sa propre identité : tous les autres doivent être « passés au peigne fin » en fonction de ces mêmes règles.

Dans ce contexte, je rappelle les propositions de la Russie aux partenaires occidentaux sur l'instauration de la confiance et la construction d'un système de sécurité collective. En décembre de l'année dernière, elles ont une fois de plus été simplement écartées. Mais dans le monde d'aujourd'hui, rester assis n'est pas une option. Ceux qui sèment le vent récolteront, comme on dit, la tempête. La crise est vraiment devenue mondiale, elle touche tout le monde. Il ne faut pas se faire d'illusions.



L'humanité a maintenant essentiellement deux choix : soit continuer à accumuler les problèmes qui nous anéantiront inévitablement, soit essayer de trouver ensemble des solutions, certes imparfaites, mais réalisables et susceptibles de rendre notre monde plus stable et plus sûr.

Vous savez, j'ai toujours cru et je continue de croire au pouvoir du bon sens. Je suis donc convaincu que, tôt ou tard, les nouveaux centres de l'ordre mondial multipolaire et l'Occident devront commencer à parler d'un avenir commun pour nous, sur un pied d'égalité, et le plus tôt sera le mieux. Dans ce contexte, je voudrais souligner quelques points importants pour nous tous.

Les événements actuels ont éclipsé les questions environnementales – curieusement, c'est par là que je voudrais commencer. Les questions relatives au changement climatique ne sont plus en tête des priorités. Mais ces défis fondamentaux n'ont pas disparu, ils ne vont nulle part, ils ne font que croître.

L'une des conséquences les plus dangereuses du dérèglement écologique est la réduction de la biodiversité dans la nature. Et j'en viens maintenant au sujet principal pour lequel nous sommes tous réunis : l'autre diversité – culturelle, sociale, politique, civilisationnelle – est-elle moins importante ?

Dans le même temps, la réduction, l'effacement de toutes les différences est devenu presque l'essence de l'Occident moderne. Qu'est-ce qui se cache derrière cette réduction ? C'est d'abord la disparition du potentiel créatif de l'Occident lui-même et la volonté de freiner, de bloquer le libre développement des autres civilisations. Bien sûr, il y a là aussi un intérêt mercantile direct : en imposant leurs valeurs, leurs stéréotypes de consommation, leur uniformisation, nos adversaires – je les appellerai ainsi sans ambages – tentent d'élargir les marchés de leurs produits. Tout est très primitif à la fin sur ce morceau. Ce n'est pas un hasard si l'Occident prétend que sa culture et sa vision du monde doivent être universelles. S'ils ne le disent pas directement – bien qu'ils le disent souvent aussi directement – mais s'ils ne le disent pas directement, ils se comportent et insistent sur le fait que, par le jeu de la vie, leurs politiciens insistent sur le fait que ces mêmes valeurs doivent être acceptées inconditionnellement par tous les autres participants aux interactions internationales.

Voici une citation du célèbre discours d'Alexandre Soljenitsyne à Harvard. En 1978, il notait que l'Occident était caractérisé par un "aveuglement persistant de supériorité" – qui perdure encore aujourd'hui – qui "soutient l'idée que toutes les vastes régions de notre planète devraient se développer et être dominées par les systèmes occidentaux actuels...". 1978. Rien n'a changé.

Au cours du dernier demi-siècle, cet aveuglement dont parlait Soljenitsyne – de nature ouvertement raciste et néocoloniale – est devenu tout simplement hideux, surtout depuis que le monde dit unipolaire a vu le jour. Que voulez-vous que je réponde à ça ? La confiance en son infailibilité est un état très dangereux : il n'y a qu'un pas à franchir pour que les « infaillibles » eux-mêmes puissent simplement détruire ceux qu'ils n'aiment pas. Comme on dit, « effacer » – réfléchissons au moins à la signification de ce mot.

Même au plus fort de la guerre froide, au plus fort de la confrontation des systèmes, des idéologies et des rivalités militaires, il n'est venu à l'idée de personne de nier l'existence même de la culture, de l'art et de la science de ses adversaires. Cela n'a effleuré personne ! Oui, certaines restrictions ont été imposées aux relations éducatives, scientifiques, culturelles et, malheureusement, également aux relations sportives. Néanmoins, les dirigeants soviétiques et américains de l'époque ont compris que la sphère humanitaire devait être traitée avec délicatesse, en étudiant et en respectant l'adversaire et en lui empruntant parfois quelque chose afin de préserver, au moins pour l'avenir, une base de relations raisonnables et fructueuses.

Et que se passe-t-il maintenant ? Les nazis en étaient venus à brûler des livres en leur temps, et maintenant, les « libéraux et progressistes » occidentaux en sont arrivés à interdire Dostoïevski et Tchaïkovski. La soi-disant culture de l'effacement, mais qui est en fait – nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises – une véritable suppression de la culture, prive de toute vie et de toute créativité et ne permet pas à la libre pensée de se développer dans aucun domaine : ni en économie, ni en politique, ni en culture.

L'idéologie libérale elle-même a changé au point d'être méconnaissable aujourd'hui. Alors que le libéralisme classique comprenait à l'origine la liberté de chacun comme la liberté de dire ce que l'on veut, de faire ce que l'on veut, dès le XXe siècle, les libéraux ont commencé à dire que la société dite ouverte avait des ennemis – il s'avère que la société ouverte a des ennemis – et que la liberté de ces ennemis peut et doit être restreinte, voire abolie. Ils ont maintenant atteint le point d'absurdité où tout point de vue alternatif est déclaré comme de la propagande subversive et une menace pour la démocratie.

Tout ce qui sort de Russie est un « complot du Kremlin ». Mais regardez-vous ! Sommes-nous vraiment si tout-puissants ? Toute critique de nos adversaires – toute ! – est perçue comme un « complot du Kremlin », « la main du Kremlin ». C'est absurde. Qu'est-ce qui vous est arrivé ? Utilisez votre cerveau, exprimez quelque chose de plus intéressant, présentez votre point de vue d'une manière plus conceptuelle. Vous ne pouvez pas tout mettre sur le compte des intrigues du Kremlin.

Tout ceci a été prophétiquement prédit par Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski au XIXe siècle. L'un des personnages de son roman *Les Possédés*, le nihiliste Chigaliou, a décrit l'avenir radieux qu'il imaginait : « Je quitte une liberté sans limites pour aboutir à un despotisme sans limites », ce qui, soit dit en passant, est ce à quoi nos adversaires occidentaux ont fini par adhérer. L'autre personnage du roman, Piotr Verkhovenski, lui fait écho en déclarant que la trahison, la délation et l'espionnage sont nécessaires partout, que la société n'a pas besoin de talents et de capacités supérieures : « Cicéron a la langue coupée, Copernic a les yeux crevés, Shakespeare est lapidé à mort ». Voilà où en sont nos adversaires occidentaux. Qu'est-ce que c'est, sinon une culture occidentale moderne de l'effacement ?

Les penseurs étaient grands, et je suis reconnaissant, je vais être honnête, à mes assistants qui ont trouvé ces citations.



Que pouvons-nous répondre à cela ? L'histoire remettra sûrement tout à sa place et annulera non pas les plus grandes œuvres des génies universellement reconnus de la culture mondiale, mais ceux qui, aujourd'hui, pour une raison quelconque, ont décidé qu'ils avaient le droit de disposer de cette culture mondiale à leur guise. La vanité de tels personnages est hors norme, comme on dit, mais dans quelques années, personne ne se souviendra de leur nom. Et Dostoïevski survivra, tout comme Tchaïkovski et Pouchkine, n'en déplaise à certains.

Le modèle occidental de mondialisation, néocolonial par essence, était également fondé sur l'unification, sur le monopole financier et technologique, sur l'effacement de toutes les différences. La tâche était claire : renforcer la domination inconditionnelle de l'Occident dans l'économie et la politique mondiales et, pour ce faire, mettre à son service les ressources naturelles et financières, les capacités intellectuelles, humaines et économiques de la planète entière, à la sauce de la soi-disant nouvelle interdépendance mondiale.

Je voudrais ici évoquer un autre philosophe russe – Alexandre Alexandrovitch Zinoviev, dont nous célébrerons le centenaire dans quelques jours à peine, le 29 octobre. Il y a plus de 20 ans, il a déclaré que pour la survie de la civilisation occidentale au niveau atteint par celle-ci, « la planète entière en tant qu'environnement d'existence est nécessaire, toutes les ressources de l'humanité sont nécessaires ». C'est ce à quoi ils prétendent, tout ce qu'il y a.

De plus, dans ce système, l'Occident a d'abord pris une énorme avance, car il a développé ses principes et ses mécanismes – comme aujourd'hui ces principes dont on parle sans cesse et qui sont un incompréhensible « trou noir » : ce qu'il est – personne ne le sait. Mais dès que non pas les pays occidentaux mais d'autres États ont commencé à bénéficier de la mondialisation, et nous parlons bien sûr en premier lieu des grands États asiatiques, l'Occident a immédiatement modifié ou annulé de nombreuses règles. Et les principes dits sacrés du libre-échange, de l'ouverture économique, de l'égalité de concurrence, voire du droit de propriété, ont été soudainement et complètement oubliés. Dès que quelque chose devenait rentable pour eux, ils changeaient les règles à la volée, au fur et à mesure de la partie.

Ou un autre exemple de la substitution de concepts et de significations. Pendant des années, les idéologues et les politiciens occidentaux ont répété au monde entier qu'il n'y avait pas d'alternative à la démocratie. Il est vrai qu'ils parlaient du modèle occidental, dit libéral, de démocratie. Ils ont rejeté toutes les autres variantes et formes de démocratie avec mépris et – je tiens à le noter – du bout des lèvres, avec arrogance. Cette façon de faire s'est structurée depuis longtemps, depuis l'époque coloniale : le reste du monde est considéré comme des personnes de seconde catégorie et seuls eux-mêmes sont exceptionnels. Il en a été ainsi pendant des siècles et cela continue encore aujourd'hui.

Mais aujourd'hui, la grande majorité de la communauté mondiale exige la démocratie dans les affaires internationales et n'accepte aucune forme de diktat autoritaire de pays individuels ou de groupes d'États. Qu'est-ce que c'est, sinon l'application directe des principes de la démocratie au niveau des relations internationales ?

Et quelle est la position de l'Occident "civilisé" – entre guillemets – ? Si vous êtes démocrates, vous devriez apparemment accueillir favorablement ce désir naturel de liberté pour des milliards de personnes – mais non ! L'Occident appelle cela la mise à mal de l'ordre libéral, fondé sur des règles, lance des guerres économiques et commerciales, des sanctions, des boycotts, des révolutions de couleur, prépare et mène toutes sortes de coups d'État. L'un d'eux a conduit aux conséquences tragiques en Ukraine en 2014 – ils l'ont soutenu, disant même combien d'argent a été dépensé pour le coup d'État. De manière générale, ils sont juste fous, ils n'ont honte de rien. Ils ont tué Soleimani, un général iranien. Vous pouvez traiter Soleimani comme vous voulez, mais c'était un représentant officiel d'un autre pays ! Ils l'ont tué sur le territoire d'un pays tiers et ont dit : oui, nous l'avons fait. De quoi s'agit-il ? Où vivons-nous ?

Washington, comme à son habitude, continue de qualifier l'ordre mondial actuel de libéral américain, mais en fait, chaque jour, ce fameux "ordre" amplifie le chaos et, j'ajouterais, devient de plus en plus intolérant envers les pays occidentaux eux-mêmes, envers leurs tentatives de faire preuve d'une quelconque indépendance. Tout est supprimé jusqu'à la racine, et des sanctions sont imposées à leurs propres alliés – sans honte ! Et ces derniers acceptent tout, la tête baissée.

Par exemple, les propositions des parlementaires hongrois en juillet visant à inscrire dans le traité de l'UE un engagement en faveur des valeurs et de la culture chrétiennes européennes n'ont même pas été perçues comme une fronde, mais comme un sabotage hostile direct. Qu'est-ce que c'est ? Comment le comprendre ? Oui, certains peuvent aimer ça, d'autres non. En Russie, une culture unique d'interaction entre toutes les religions du monde s'est développée depuis plus de mille ans. Il n'y a pas besoin d'effacer quoi que ce soit : ni les valeurs chrétiennes, ni les valeurs islamiques, ni les valeurs juives. D'autres religions du monde sont présentes dans notre pays. Nous devrions simplement nous traiter mutuellement avec respect. Dans de nombreuses régions de notre pays – je le sais de première main – les gens sortent ensemble, célèbrent les fêtes chrétiennes, islamiques, bouddhistes et juives, et le font avec enthousiasme, se félicitant et se congratulant les uns les autres.

Mais pas ici. Pourquoi pas ? Au moins, on en parlerait. Incroyable ! Tout ceci est sans exagération non pas même une crise systémique mais une crise doctrinale du modèle néo-libéral d'ordre mondial à l'américaine. Ils n'ont aucune idée de création et de développement positif, ils n'ont tout simplement rien à offrir au monde, si ce n'est la préservation de leur domination.

Je suis convaincu que la véritable démocratie dans un monde multipolaire présuppose avant tout la possibilité pour toute nation, je tiens à le souligner, toute société, toute civilisation de choisir sa propre voie, son propre système socio-politique. Si les États-Unis et l'Union européenne ont ce droit, les pays asiatiques, les États islamiques, les monarchies du golfe Persique et les États des autres continents l'ont aussi. Bien sûr, notre pays, la Russie, a également ce droit, et personne ne pourra jamais dicter à notre peuple quel type de société nous devons construire et sur quels principes.





La menace directe pour le monopole politique, économique et idéologique de l'Occident est que des modèles sociaux alternatifs peuvent émerger dans le monde – plus efficaces, je tiens à le souligner, plus efficaces dans le monde d'aujourd'hui, plus brillants, plus attrayants que ce que nous avons. Mais de tels modèles vont se développer – c'est inévitable. D'ailleurs, les politologues américains, les experts, ils écrivent précisément à ce sujet. Il est vrai que les autorités ne les écoutent pas encore beaucoup, même si elles ne peuvent s'empêcher de voir ces idées exprimées dans les pages des revues de sciences politiques et dans les débats.

Le développement doit se faire dans le cadre du dialogue des civilisations, sur la base de valeurs spirituelles et morales. Oui, les différentes civilisations ont une compréhension différente de l'homme, de sa nature – elle n'est souvent différente qu'en apparence, mais toutes reconnaissent la dignité suprême et l'essence spirituelle de l'homme. Et ce qui est extrêmement important, c'est le terrain commun, la base commune sur laquelle nous pouvons certainement construire, et devons construire, notre avenir.

Qu'est-ce que je veux souligner ici ? Les valeurs traditionnelles ne sont pas un ensemble fixe de postulats auxquels tout le monde devrait adhérer. Bien sûr que non. Elles se distinguent des valeurs dites néolibérales en ce qu'elles sont uniques dans chaque cas, car elles sont issues de la tradition d'une société particulière, de sa culture et de son expérience historique. Par conséquent, les valeurs traditionnelles ne peuvent être imposées à quiconque – elles doivent simplement être respectées, en chérissant ce que chaque nation a choisi depuis des siècles.

Telle est notre conception des valeurs traditionnelles, et cette approche est partagée et acceptée par la majorité de l'humanité. Les sociétés traditionnelles d'Orient, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Eurasie constituent la base de la civilisation mondiale.

Le respect des spécificités des peuples et des civilisations est dans l'intérêt de tous. En fait, c'est aussi dans l'intérêt de ce que l'on appelle l'Occident. Perdant sa suprématie, il devient rapidement une minorité sur la scène mondiale. Et bien sûr, le droit de cette minorité occidentale à sa propre identité culturelle, bien sûr, je tiens à le souligner, doit être garanti, il doit être traité avec respect, mais, je tiens à le souligner, sur un pied d'égalité avec les droits de tous les autres.

Si les élites occidentales croient qu'elles pourront introduire dans l'esprit de leurs peuples, de leurs sociétés, de nouvelles tendances étranges, à mon avis, comme des dizaines de genres et des défilés de la gay pride, alors qu'il en soit ainsi. Laissez-les faire ce qu'ils veulent ! Mais ce qu'ils n'ont pas le droit de faire, c'est d'exiger que les autres suivent la même direction.

Nous pouvons constater que les pays occidentaux connaissent des processus démographiques, politiques et sociaux complexes. Bien sûr, il s'agit d'une affaire interne pour eux. La Russie n'intervient pas dans ces affaires et n'a pas l'intention de le faire – contrairement à l'Occident, nous ne nous mêlons pas des affaires des autres. Mais nous espérons que le pragmatisme prévaudra et que le dialogue de la Russie avec l'Occident authentique et traditionnel, ainsi qu'avec d'autres centres de développement égalitaire, sera une contribution importante à la construction d'un ordre mondial multipolaire.

Le monde est intrinsèquement diversifié et les tentatives de l'Occident de faire entrer tout le monde dans un modèle unique sont objectivement vouées à l'échec.

L'aspiration arrogante au leadership mondial, ou en fait au diktat, ou au maintien du leadership par le diktat, entraîne en fait un déclin de l'autorité internationale des dirigeants du monde occidental, y compris les États-Unis, et un manque croissant de confiance dans leur capacité à négocier en général. Un jour ils disent une chose et le lendemain une autre ; ils signent des documents et le lendemain ils refusent de les signer ; ils font ce qu'ils veulent. Il n'y a aucune stabilité dans quoi que ce soit. On ne sait absolument pas comment les documents sont signés, ce qui a été dit, ce que l'on peut espérer.

Alors qu'autrefois seuls quelques pays se permettaient d'argumenter avec l'Amérique et que cela faisait presque sensation, il est désormais courant que divers pays refusent les exigences infondées de Washington, même si celle-ci tente toujours de bousculer tout le monde. Une politique absolument erronée, qui ne mène nulle part, tout simplement. Laissez-les faire, c'est aussi leur choix.

Je suis convaincu que les peuples du monde ne fermeront pas les yeux sur une politique de coercition qui s'est discréditée, et chaque fois que l'Occident tentera de maintenir son hégémonie, il devra payer un prix de plus en plus élevé. Si j'étais ces élites occidentales, je me pencherais sérieusement sur une telle perspective, tout comme certains politologues et politiciens aux États-Unis eux-mêmes l'envisagent, comme je l'ai déjà dit.

Dans le climat actuel de conflit violent, je vais dire certaines choses sans détour. La Russie, en tant que civilisation indépendante et distincte, n'a jamais considéré et ne se considère pas comme un ennemi de l'Occident. L'américanophobie, l'anglophobie, la francophobie, la germanophobie sont des formes de racisme au même titre que la russophobie et l'antisémitisme – de même que toutes les manifestations de xénophobie.

Il faut simplement bien comprendre qu'il y a, comme je l'ai déjà dit, deux Occidents, au moins deux, ou peut-être plus, mais au moins deux : l'Occident des valeurs traditionnelles, tout d'abord chrétiennes, de la liberté, du patriotisme, de la richesse culturelle, et maintenant aussi des valeurs islamiques, parce qu'une partie importante de la population de nombreux pays occidentaux professe l'islam. Cet Occident est proche de nous dans un certain sens, à bien des égards nous avons des racines communes, voire ancestrales. Mais il existe un autre Occident – agressif, cosmopolite, néocolonial, agissant comme un outil pour les élites néolibérales. Bien sûr, la Russie ne supportera jamais les diktats de cet Occident.

En 2000, après mon élection à la présidence, ce à quoi j'ai été confronté, je m'en souviendrai toujours – souvenez-vous du prix que nous avons payé pour détruire le nid de terroristes dans le Caucase du Nord, que l'Occident soutenait presque ouvertement à l'époque. Tous les adultes ici, la plupart d'entre vous présents dans cette salle comprennent ce dont je parle. Nous savons que c'est exactement ce qui s'est passé dans la pratique : soutien financier, politique et informationnel. Nous l'avons tous vécu.

En outre, [l'Occident] a non seulement soutenu activement les terroristes sur le territoire russe, mais a aussi, à bien des égards, entretenu cette menace. Nous le savons. Néanmoins, une fois que la situation s'est stabilisée et que les principales bandes terroristes ont été vaincues, notamment grâce au courage du peuple tchéchène, nous avons décidé de ne pas revenir en arrière, de ne pas jouer les offensés, d'aller de l'avant, de nouer des relations même avec ceux qui travaillaient réellement contre nous, d'établir et de développer des relations avec tous ceux qui le souhaitaient, sur la base d'un bénéfice mutuel et du respect de l'autre.

On pensait que c'était dans l'intérêt commun. La Russie, Dieu merci, a survécu à toutes les difficultés de cette époque, a résisté, s'est renforcée, a fait face au terrorisme interne et externe, a préservé son économie, a commencé à se développer et sa capacité de défense a commencé à s'améliorer. Nous avons essayé d'établir des relations avec les principaux pays occidentaux et avec l'OTAN. Le message était le même : cessons d'être des ennemis, vivons ensemble en tant qu'amis, engageons le dialogue, instaurons la confiance et, partant, construisons la paix. Nous étions absolument sincères, je tiens à le souligner, nous avons bien compris la complexité de ce rapprochement, mais nous nous dirigeons vers cela.

Et qu'avons-nous obtenu en réponse ? Nous avons, en somme, reçu un "non" dans tous les principaux domaines de coopération possible. Nous avons reçu une pression toujours plus forte sur nous et la création de foyers de tension près de nos frontières. Et quel est, si je puis me permettre, le but de cette pression ? Qu'est-ce que c'est ? C'est juste pour s'entraîner ? Bien sûr que non. L'objectif est de rendre la Russie plus vulnérable. L'objectif est de faire de la Russie un outil pour atteindre leurs propres objectifs géopolitiques. En fait, il s'agit d'une règle universelle : chacun est transformé en outil pour utiliser ces outils à ses propres fins. Et ceux qui ne se soumettent pas à cette pression, qui ne veulent pas être un tel outil – des sanctions sont introduites contre eux, toutes sortes de restrictions économiques leur sont imposées et contre eux, des coups d'État sont préparés ou, lorsque c'est possible, réalisés et ainsi de suite. Et au final, si rien ne peut être fait, l'objectif est le même : détruire, rayer de la carte politique. Mais il n'a pas été et ne sera jamais possible de déployer et de mettre en œuvre un tel scénario à l'égard de la Russie.

Que pourrais-je ajouter ? La Russie ne défie pas les élites de l'Occident – elle défend simplement son droit d'exister et de se développer librement. En même temps, nous ne deviendrons pas nous-mêmes un nouvel hégémon. La Russie ne propose pas de remplacer l'unipolarité par la bipolarité, la tripolarité et ainsi de suite, la domination occidentale par la domination de l'Est, du Nord ou du Sud. Cela conduirait inévitablement à une nouvelle impasse.

Et ici, je veux citer les paroles du grand philosophe russe Nikolaï Yakovlevitch Danilevski, qui croyait que le progrès ne consiste pas à aller dans une seule direction, comme certains de nos adversaires nous poussent à le faire – dans ce cas, le progrès cesserait rapidement, dit Danilevski – mais à « parcourir tout le champ, qui constitue le champ d'activité historique de l'humanité, dans toutes les directions ».



Et il ajoute qu'aucune civilisation ne peut se vanter de représenter le point le plus élevé du développement.

Je suis convaincu seul le libre développement des pays et des peuples, peut s'opposer à la dictature, que seul l'amour envers l'être humain comme envers le Créateur peut s'opposer à la dégradation des individus, et que seule la complexité épanouie des cultures et des traditions peut s'opposer à l'uniformisation et aux interdits primitifs.

La signification du moment historique d'aujourd'hui est précisément que devant toutes les civilisations, tous les États et leurs associations d'intégration, il existe effectivement des possibilités de développement propre, démocratique et original. Et surtout, nous croyons que le nouvel ordre mondial doit être fondé sur le droit et la loi, être libre, particulier et juste.

Ainsi, l'économie et le commerce mondiaux doivent devenir plus justes et plus ouverts. La Russie considère la formation de nouvelles plates-formes financières internationales comme inévitable, y compris pour les paiements internationaux. Ces plateformes devraient se situer en dehors des juridictions nationales, être sécurisées, dépolitisées, automatisées et ne dépendre d'aucun centre de contrôle unique. Est-ce possible ou non ? Bien sûr que c'est possible. Cela demandera beaucoup d'efforts, les efforts combinés de nombreux pays, mais c'est possible.

Cela éliminerait la possibilité d'abus de la nouvelle infrastructure financière mondiale et permettrait un traitement efficace, rentable et sûr des transactions internationales sans le dollar et les autres monnaies dites de réserve. D'autant plus qu'en utilisant le dollar comme une arme, les Etats-Unis et l'Occident en général ont discrédité l'institution des réserves financières internationales. Elles ont d'abord été dévaluées par l'inflation du dollar et de la zone euro, puis – d'un coup de patte – ils ont fait main basse sur nos réserves internationales.

Le passage aux monnaies nationales va activement gagner du terrain – inévitablement. Cela dépend, bien sûr, de l'état des émetteurs de ces monnaies, de l'état de leurs économies, mais elles vont se renforcer, et ces transactions vont certainement devenir progressivement dominantes. C'est la logique de la politique économique et financière souveraine dans un monde multipolaire.

En outre. Aujourd'hui, les nouveaux centres de développement mondial possèdent déjà des technologies et des développements scientifiques uniques dans toute une série de domaines et, dans de nombreux secteurs, peuvent concurrencer avec succès les entreprises multinationales occidentales.

Il est évident que nous avons un intérêt commun, tout à fait pragmatique, pour un échange scientifique et technologique équitable et ouvert. Ensemble, chacun en profitera davantage que séparément. Les bénéfices devraient revenir à la majorité, et non à des sociétés individuelles super riches.

Comment cela se passe-t-il aujourd'hui ? Si l'Occident vend des médicaments ou des semences de cultures vivrières à d'autres pays, il ordonne de tuer les produits pharmaceutiques et les élevages nationaux, en fait, dans la pratique, tout se résume à cela ; s'il fournit des machines et des équipements, il détruit l'industrie mécanique locale.

Lorsque j'étais Premier ministre, je l'ai compris : dès que vous ouvrez le marché pour un certain groupe de produits, c'est fini, le producteur local « coule », et il est presque impossible de relever la tête. C'est ainsi que se construisent les relations. C'est ainsi que les marchés et les ressources sont accaparés, que les pays sont privés de leur potentiel technologique et scientifique. Ce n'est pas un progrès, mais un asservissement, la réduction des économies à un niveau primitif.

Le développement technologique ne doit pas exacerber les inégalités mondiales, mais les réduire. C'est ainsi que la Russie a traditionnellement mis en œuvre sa politique technologique étrangère. Par exemple, en construisant des centrales nucléaires dans d'autres États, nous y créons simultanément des centres de compétence, nous formons du personnel national – nous créons une industrie, nous ne nous contentons pas de construire une entreprise, nous créons une industrie entière. En fait, nous donnons à d'autres pays la possibilité de réaliser une véritable percée dans leur développement scientifique et technologique, de réduire les inégalités et d'amener leur secteur énergétique à un nouveau niveau d'efficacité et de respect de l'environnement.

Permettez-moi de le souligner une fois de plus : la souveraineté, le développement autonome ne signifient en aucun cas l'isolement, l'autarcie, mais au contraire, cela implique une coopération active et mutuellement bénéfique sur des principes justes et équitables.

Si la mondialisation libérale est la dépersonnalisation, l'imposition du modèle occidental au monde entier, l'intégration, au contraire, est le déblocage du potentiel de chaque civilisation au profit de l'ensemble, au profit de tous. Si le mondialisme est un diktat, c'est à cela que tout se résume en fin de compte, l'intégration est le développement conjoint de stratégies communes bénéfiques pour tous.

Dans ce contexte, la Russie estime qu'il est important de lancer activement des mécanismes de création de grands espaces fondés sur l'interaction de pays voisins dont l'économie, le système social, la base de ressources et les infrastructures se complètent. Ces vastes espaces, par essence, constituent la base d'un ordre mondial multipolaire – une base économique. De leur dialogue naît la véritable unité de l'humanité, qui est beaucoup plus complexe, diverse et multidimensionnelle que dans les idées simplistes de certains idéologues occidentaux.

L'unité du genre humain ne se construit pas par le « fais comme moi », « sois comme nous ». Elle est formée en tenant compte et en se fondant sur les opinions de tous, dans le respect de l'identité de chaque société et nation. C'est le principe sur lequel une interaction à long terme dans un monde multipolaire peut se développer.

À cet égard, nous devrions peut-être aussi réfléchir à la manière dont la structure des Nations unies, y compris son Conseil de sécurité, pourrait refléter davantage la diversité des régions du monde. Après tout, le monde de demain dépendra beaucoup plus de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine qu'on ne le croit aujourd'hui, et une telle augmentation de leur influence est sans aucun doute positive.



Permettez-moi de vous rappeler que la civilisation occidentale n'est pas la seule, même dans notre espace eurasien commun. En outre, la majorité de la population est concentrée précisément à l'est de l'Eurasie – où sont apparus les foyers des plus anciennes civilisations de l'humanité.

La valeur et l'importance de l'Eurasie résident dans le fait que ce continent est un complexe autosuffisant qui possède des ressources gigantesques de toutes sortes et un potentiel énorme. Et plus nous nous efforçons d'accroître la connectivité de l'Eurasie, de créer de nouveaux moyens, de nouvelles formes de coopération, plus nous réalisons des progrès impressionnants.

Les activités réussies de l'Union économique eurasienne, la croissance rapide de l'autorité et de l'influence de l'Organisation de Coopération de Shanghai, les initiatives à grande échelle dans le cadre de l'initiative « Une ceinture, une route », les plans de coopération multilatérale pour la mise en œuvre du corridor de transport Nord-Sud et de nombreux autres projets dans cette partie du monde, j'en suis sûr, marquent le début d'une nouvelle ère, d'une nouvelle étape dans le développement de l'Eurasie. Les projets d'intégration ne se contredisent pas, mais se complètent, bien sûr, s'ils sont réalisés par les pays voisins dans leur propre intérêt, plutôt que d'être introduits par des forces extérieures pour diviser l'espace eurasien et le transformer en une zone de confrontation entre blocs.

Une partie intégrante de la Grande Eurasie pourrait être son extrémité occidentale, l'Europe. Cependant, nombre de ses dirigeants sont entravés par la conviction que les Européens sont meilleurs que les autres, qu'ils ne doivent pas participer à des entreprises sur un pied d'égalité avec les autres. Ils ne remarquent même pas qu'ils sont eux-mêmes devenus périphériques et qu'ils sont essentiellement devenus des vassaux, souvent sans droit de vote.

Chers collègues !

L'effondrement de l'Union soviétique a également détruit l'équilibre des forces géopolitiques. L'Occident s'est senti victorieux et a proclamé un ordre mondial unipolaire dans lequel seuls sa volonté, sa culture et ses intérêts avaient le droit d'exister.

La période historique de domination sans partage de l'Occident sur les affaires mondiales touche à sa fin, le monde unipolaire appartient au passé. Nous nous trouvons à un tournant historique. La décennie qui s'ouvre devant nous est peut-être la plus dangereuse, la plus imprévisible et la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Occident est incapable de diriger seul l'humanité, mais il tente désespérément de le faire, et la plupart des nations du monde ne sont plus disposées à le supporter. C'est la contradiction majeure de la nouvelle ère. La situation est quelque peu révolutionnaire : les classes supérieures ne peuvent plus et les classes inférieures ne veulent plus vivre ainsi, selon les termes du classique.

Cet état de fait est lourd de conflits mondiaux ou d'une chaîne de conflits, ce qui constitue une menace pour l'humanité, y compris l'Occident lui-même. Résoudre de manière constructive cette contradiction est la tâche historique principale aujourd'hui. Un changement de cap est un processus douloureux mais naturel et inévitable. Le futur ordre mondial prend forme sous nos yeux. Et dans cet ordre mondial, nous devons écouter tout le monde, tenir compte de tous les points de vue, de toutes les nations, de toutes les sociétés, de toutes les cultures, de tous les systèmes de visions du monde, d'idées et de croyances religieuses, sans imposer une seule vérité à quiconque, et seulement sur cette base, en comprenant notre responsabilité vis-à-vis du destin – le destin des peuples, de la planète – construire une symphonie de la civilisation humaine.

Je voudrais terminer ici en vous remerciant de la patience dont vous avez fait preuve en écoutant mon message.

Merci beaucoup.

UNE SOCIÉTÉ CAPITALISTE DÉTABUSÉE

SOMBRANT DANS LES ABUS CONSOMMATEURS

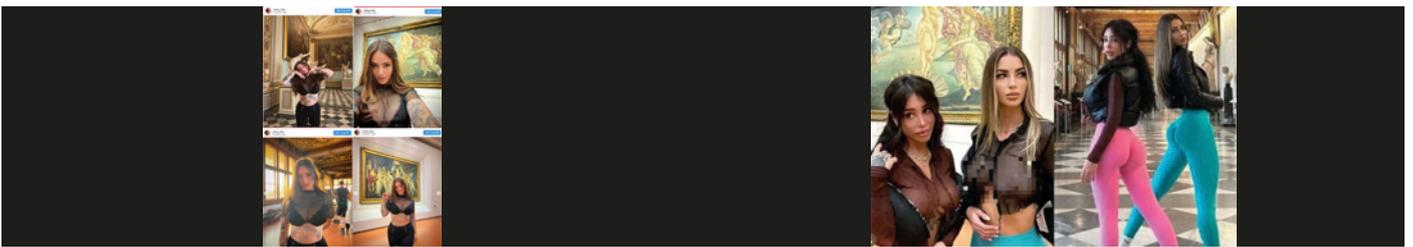
Ce qui caractérise la société capitaliste occidentale depuis la vague de pandémie et l'irruption de la guerre en Ukraine, c'est un état d'esprit profondément désabusé, avec un basculement dans des abus de consommation afin de chercher à meubler le vide profond de l'existence au quotidien.

Ce phénomène s'est systématisé à l'ensemble des domaines sociaux, économiques, politiques et idéologiques ; les gens sont tétanisés, incapables de faire un pas concret vers quelque chose de réel, par peur de voir littéralement le ciel leur tomber sur la tête. Les gens ne rêvent que d'une chose : que le mauvais rêve se dissipe, que tout redevienne comme avant, qu'ils n'aient surtout pas de responsabilités à prendre dans un monde ayant changé. Et pour ne pas paniquer... les gens font comme s'il n'y avait pas de panique ! Même la pandémie est censée avoir disparu.

Plus aucune question de fond ne peut se poser, tout est gelé, enterré. Le recul dans l'engagement – moral, affectif, psychologique, politique, économique, tout ce qu'on voudra – apparaît comme un besoin incontournable pour tenir, pour ne pas s'effondrer.

Naturellement, un tel refus du matérialisme provoque pourtant folie et désespoir, passivité et nihilisme. Et le capitalisme tente de profiter de ces expressions pour renforcer différents types de consommation, forcément frappés du sceau de la superficialité.

Le symbole de la vacuité de toute notre période est clair avec les « influenceuses » Alex Mucci et Eva Menta qui se font prendre en photo à prétention érotico-vulgaire dans le musée des Offices, avec la Naissance de Vénus de Botticelli à l'arrière-plan. Cette prétention esthétique totalement vaine de ces influenceuses aux millions d'abonnés sur les réseaux Instagram et TikTok a provoqué la colère du Musée des Offices, mais en réalité la démarche avait déjà été présente ailleurs et cela ne révèle qu'une chose : que la culture est impuissante à freiner la barbarie qui se génère à travers et par le capitalisme.



Comment en effet comprendre autrement que des femmes aux critères esthétiques relevant de la vulgarité, de la prostitution, de la mise en scène racoleuse de bas étage, puissent oser considérer qu'elles se rapprochent, d'une façon ou d'une autre, de la Vénus de Botticelli ?



En tout état de cause, elles ne devraient même pas oser tenter de se comparer ou d'utiliser la Vénus pour leur entreprise d'auto-promotion. La différence de fond devrait les écraser psychologiquement, les mettre à l'écart, les laisser à la marge. C'est pourtant l'inverse qui se produit, puisqu'elles s'imaginent en terrain conquis... Puisqu'elles sont effectivement en terrain conquis. C'est exemplaire de l'appropriation capitaliste, d'une société capitaliste où tout le monde est désabusé et où tout le monde occupe son temps dans une fuite en avant, par et pour le consommable.

L'incompréhension de ses propres émotions, la perte de complexité relationnelle, l'absence de pudeur sentimentale



Une telle situation n'a rien de surprenant pour qui a vu la marche du monde jusque là. La paralysie complète de la société capitaliste occidentale en 2022 a des fondements existentiels. Comment en effet ne pas être paralysé alors que dans la société, il n'est pas possible d'exposer sa fragilité, ou alors seulement dans une perspective consummatrice, de manière baroque, délirante, outrancière ?

On perd toute une génération de gens sensibles en raison de leur précipitation dans le gouffre le LGBTQ, illusions consummatrice où règne seulement le vide consommateur derrière l'apparence du sensible. Mais il est vrai que les gens confondent sensible et sensibilité ; ils n'assument pas la sensibilité, comme en témoignent le rejet de leur propre empathie pour les animaux. Ils en restent au sensible, qu'ils individualisent, qu'ils fétichisent, qu'ils consomment.

La preuve de cela est le rapport à l'émotion. Qu'on prenne la société française, la société belge, n'importe quelle société capitaliste occidentale, on a le même dédain pour les émotions. Il est considéré qu'à partir de l'âge adulte, les émotions doivent être maîtrisées, compartimentées, isolées. Il va de soi qu'en pratique c'est impossible et que cela n'empêche pas les gens d'écouter de la musique célébrant les émotions, avec notamment des groupes des années 1980 fameux pour leur exigence en ce sens : The Cure, New Order, The Smiths, mais de toutes façons une exigence en ce sens se retrouve chez des musiciens innombrables et dans tous les genres.

C'est considéré comme relevant cependant de l'intime et encore seulement en arrière-plan ; on trouvera de manière rarissime des gens faisant de leur vie intérieure l'alpha et l'oméga de leur existence. Le capitalisme ne permet pas le romantisme, au sens le plus strict du terme sur le plan de la vision du monde, c'est-à-dire comme considération qu'une vie n'a de sens qu'à travers la romance. Il faut le dire : la pudeur du coeur a disparu dans le capitalisme triomphant, tout est étalage subjectiviste des ressentis, et ce d'autant plus que par manque de culture, les émotions sont incomprises, que les efforts prolongés sont niés au nom de l'hyper-consommation.

Le 16 octobre 2022, le quotidien français Le Monde affirmait que « Alors que le mouvement #metoo est venu interroger le modèle du couple, des jeunes décident de donner davantage de place à l'amitié. Certains se paissent, veulent élever des enfants ou encore acheter une maison avec leurs amis. » La négation de la vie amoureuse y est présentée comme moderne, incontournable :

« Officialiser le soutien moral déjà au cœur de leur amitié et y ajouter une promesse d'assistance matérielle... Cette union s'est imposée comme une évidence pour les deux jeunes femmes, qui se sont rencontrées six ans plus tôt à Saint-Etienne, encore étudiantes et inscrites dans une même association. Elles qui s'éveillent au féminisme ensemble et fondent une partie de leur amitié sur d'intenses heures de réflexions tombent peu à peu d'accord : elles ne veulent plus faire des relations amoureuses le centre de leur existence. »

On a bien affaire à une idéologie de la destruction de la sensibilité humaine.

Il n'y a aucune raison de considérer que les choses étaient fondamentalement mieux avant 2020. Il n'y avait guère d'espace déjà pour qui ne voulait pas s'insérer dans la société de consommation, selon le triptyque : famille isolée socialement – propriété privée – reproduction des valeurs avec une légère modernisation. Déjà, il ne fallait pas être en mesure d'exprimer de la fragilité, d'accepter ouvertement des sentiments, d'assumer. Si l'on prend la société capitaliste occidentale depuis 1950, jusqu'à 2020, on peut y voir une continuité fondamentale, avec une place majeure pour la petite-bourgeoisie, les couches populaires rêvant d'en être et la bourgeoisie comme horizon.

Pour qui aime le peuple et porte un regard de colère et de haine contre la bourgeoisie, il est frappant de voir comment les psychologies du quotidien ont connues une transformation profonde à partir de 2020, dans le sens d'une paralysie et d'une souffrance inconnue, d'un vague à l'âme dramatique.

Le voyeurisme, le consumérisme débridé, le cynisme, l'égoïsme, l'esprit du lucre, l'envie de domination, la prétention à gérer les sentiments et les émotions et les autres personnes et sa propre vie, le dédain, le mépris... voilà qui forme l'essentiel des approches existantes au sein du capitalisme en crise générale, car tout cela reflète l'effondrement de tout un mode de production sur le plan historique.

Tout devient prétexte à la consommation voyeuriste comme le montrent les exemples de « dernière rénovation » ou des « écologistes » agressant des œuvres d'art.



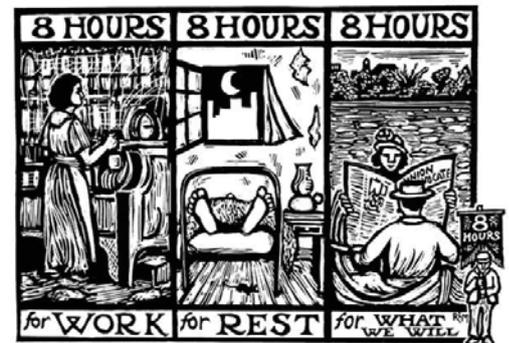
La tentative de fuite : l'absentéisme et la démission silencieuse

On se souvient que lors du début de la pandémie, il y avait beaucoup de gens qui ont apprécié que le capitalisme se ralentisse, qu'il n'y ait plus cette course effrénée emportant les individus dans la fournaise d'un travail aliénant, exploité, sans coeur, sans âme. Il n'est rien resté de cet épisode, malheureusement, dès que le capitalisme s'est relancé (à crédit il est vrai) les consciences qui se sont alors développées ont disparu.

A moins qu'elles réapparaissent justement, de manière tourmentée, avec l'immense vague de « démission silencieuse » (« quiet quitting ») frappant les sociétés capitalistes occidentales, ainsi que l'absentéisme et les démissions réelles (« big quit »).

C'est que du moment où le capitalisme provoque une fragilité généralisée, il est tout à fait cohérent que cela s'exprime également au travail. Bien entendu, il y aura toujours une minorité de cadres de haut niveau, obtenant une rémunération particulièrement élevée. On parle ici par exemple pour la France d'un peu plus d'une centaine de milliers de personnes touchant plus de 200 000 euros brut par an.

Cependant, pour tout le reste, le malaise peut intervenir à n'importe quel moment. Cela aboutit au présentéisme ou à la démission silencieuse, c'est-à-dire qu'on est présent sans réellement l'être, qu'on travaille sans s'impliquer. On devient tire-au-flanc ou on s'active de manière mécanique. Ce sont des moyens de se défendre contre la pression, même si en même temps cela ne protège pas en fait de celle-ci.



Durant le mois d'octobre 2022, les médias des pays capitalistes occidentaux ont largement abordé cette question de la démission silencieuse, devenu un phénomène de masse devenant si fort qu'il apparaissait au grand jour. En septembre 2022, l'institut de sondage Gallup constatait ainsi que 50 % des salariés américains à temps plein ou temps partiel relevaient de la démission silencieuse, parce qu'elles « ne se surpassent pas au travail et se contentent de répondre à la description de leur poste ».

Ce phénomène a d'autant plus marqué qu'en 2021, 50 millions de salariés américains ont démissionné de leur travail, afin le plus souvent d'en trouver un autre, le choc de la pandémie les amenant à tenter de réorganiser leur vie.

C'est naturellement illusoire, car on ne peut pas échapper au capitalisme de cette manière, ni y échapper tout court d'ailleurs.

Un sondage de l'IFOP en octobre 2022 considérait que pour la France 37% des Français interrogés se considèrent comme relevant de la démission silencieuse, avec 51% se disant être de gauche et 43% sont âgés de moins de 35 ans. 45% des salariés expliquent travailler exclusivement pour le salaire et 54% considèrent que le travail est avant tout une contrainte plutôt qu'une source d'épanouissement, 48% se voyant comme « perdant » par rapport à leur investissement professionnel.

C'est là que l'absentéisme est intéressant, car il y a quelque chose de plus prolétarien dans la démarche, même s'il ne s'agit bien entendu pas de faire un fétiche de cela à l'instar de l'anarchisme. Il y a ainsi dans toute une série de pays capitalistes occidentaux une pénurie de chauffeurs de bus. En région parisienne, la RATP cherche 1500 chauffeurs par exemple, en Belgique mais aussi en France ce sont les chauffeurs de bus scolaires qui manquent, mais ce phénomène est général, comme si le métier de chauffeur apparaissait en fait comme devenant insupportable de par la pression générée.

C'est un exemple flagrant de perte des illusions, d'une société capitaliste où les gens sont désabusés.



De l'épuisement à l'anxiété, l'angoisse et au suicide

L'effondrement psychologique conduit, par absence de capacité de rebond dialectique, à des pensées ou des conduites autodestructrices (comme l'automutilation), suicidaires. Ce phénomène est particulièrement fort chez les filles, adolescentes et jeunes femmes de 10 à 19 ans, dans de très nombreux pays, depuis la fin de l'année 2020. On parle ici d'une augmentation d'un tiers environ de ces comportements, les statistiques se noyant dans les considérations bourgeoises sur les définitions à adopter.

Les mentalités dépressives ont également augmenté d'environ 20 % chez les jeunes en général. Il est indéniable que la généralisation des revendications identitaires « transsexuelles » correspond précisément à cette entreprise de démolition psychologique. C'est en fait le désarroi général, avec une frange qui s'effondre littéralement, et non pas comme cherchent à le présenter la bourgeoisie, un problème à la marge.

Il est facile d'ailleurs de voir comment les institutions elles-mêmes sont obligées de reconnaître à moitié qu'on a affaire non pas à un problème secondaire, mais à une crise profonde.

On lit dans « L'état de santé de la population en France », publié en Septembre 2022 par une section de l'ISNEE, que :

« La crise sanitaire a eu un impact psychologique sur une part importante de la population : en mai 2020, les syndromes dépressifs concernaient 13 % des personnes de 15 ans ou plus : 16 % des femmes et 11 % des hommes. En novembre 2020, cette proportion revenait à 11 % (13 % des femmes et 9 % des hommes) soit un niveau global équivalent à celui de 2019.

Cependant, d'une part le taux de syndromes majeurs, touchant 5 % de la population, demeurait supérieur à celui de 2019 (4 %) ; d'autre part, les taux de syndromes dépressifs restaient encore très élevés chez les 15-24 ans (à 19 %), plus particulièrement chez les femmes dont presque une sur quatre était concernée par un syndrome dépressif et plus d'une sur dix par un syndrome majeur, soit respectivement une augmentation de +50 % et +270 % par rapport à 2019 (graphique 12).

En juillet 2021, ces prévalences restent globalement stables par rapport à novembre 2020 avec toutefois une amélioration substantielle de la situation chez les femmes âgées de 16 à 24 ans compensée par une augmentation des syndromes dépressifs majeurs chez celles âgées de 55 à 64 ans et chez les hommes âgés de 65 à 74 ans (Hazo, et al., juin 2022).

Les jeunes femmes demeurent cependant la population la plus concernée par les syndromes dépressifs tant mineurs que majeurs. Lors des trois volets de l'enquête EpiCov (mai 2020, novembre 2020 et juillet 2021), une personne sur quatre a été détectée avec un syndrome dépressif au moins une fois. Pour 17 %, cela est le cas lors d'un seul des trois volets, pour 6 % cela a concerné deux volets, et 2 % de la population a été détectée avec un syndrome dépressif lors des trois volets. Pour 11 % de la population (8 % des hommes et 13 % des femmes), un syndrome dépressif majeur a été détecté au moins une fois lors d'un des trois questionnaires.

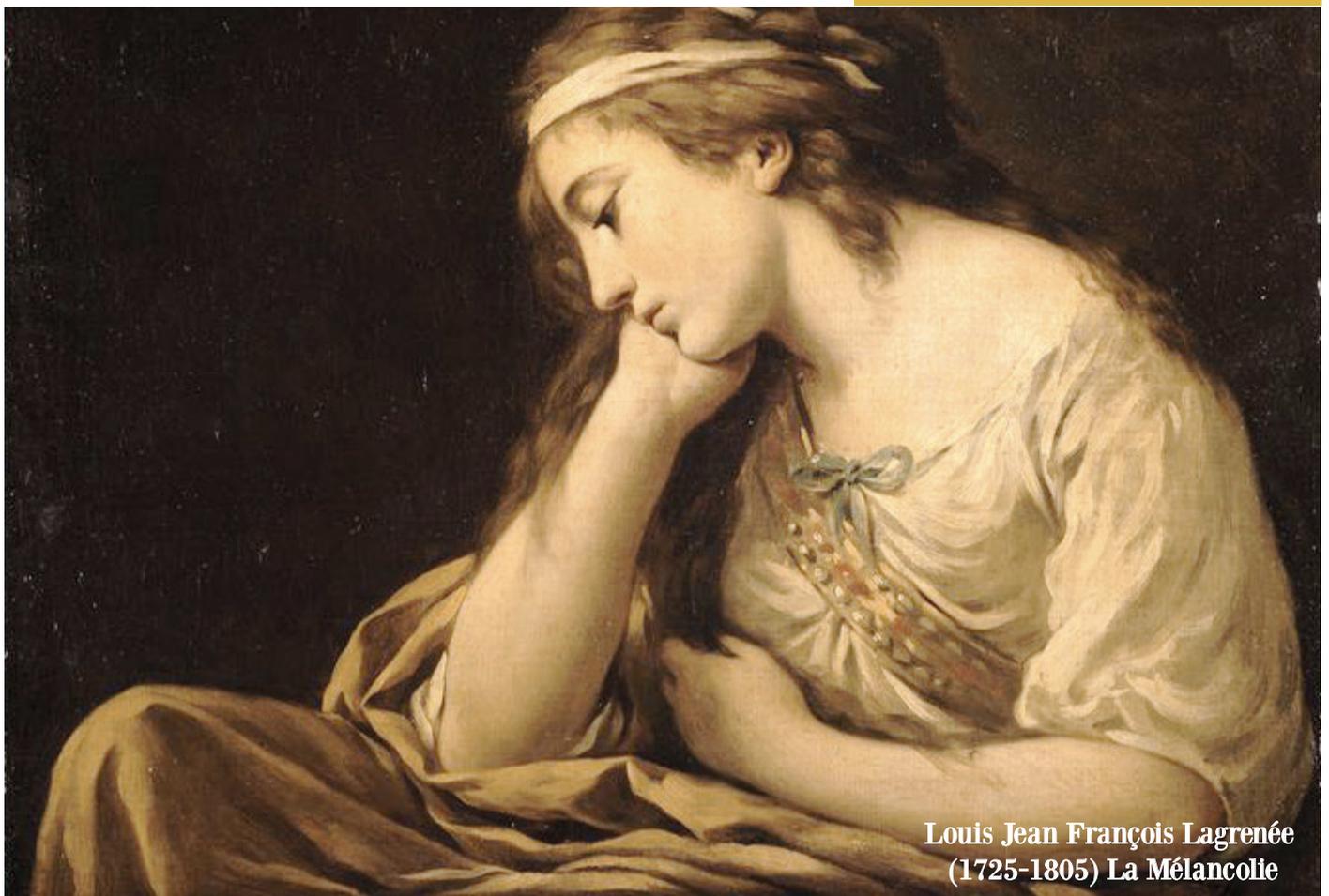
Parmi les femmes âgées de 15 à 24 ans, plus de 4 sur 10 a présenté un syndrome dépressif au moins une fois au cours des trois volets : 24 % lors d'un seul questionnaire, 12 % lors de deux temps de mesure, enfin 6 % des femmes de 15 à 24 ans sont détectées dépressives lors de chacun des trois questionnaires. Chez ces dernières, la moitié – 3 % des jeunes femmes – est concernée par un syndrome dépressif majeur qui persiste sur les trois volets de l'enquête, alors que moins de 1 % du restant de la population est dans ce cas (...).

Dans une moindre mesure, les consommations de médicaments antipsychotiques (utilisés dans le traitement des troubles mentaux sévères) et de ceux liés à la dépendance aux opiacées (héroïne, morphine, etc.) et à l'alcool, ont également progressé sur la période. Enfin, les consommations de psychotropes sont plus élevées début 2021 que l'attendu (sur la base de ce qu'elles étaient en 2018-2019 et au début 2020) chez toutes les classes d'âge, en particulier chez les moins de 19 ans (Weil, et al., 2021). »

Ce qui est vrai pour les jeunes notamment est vrai en fait pour tous ceux qui font face à la question de la sensibilité. Quiconque n'a pas les moyens culturels, idéologiques de cerner les enjeux de la sensibilité est condamné à subir un contre-coup terrible.

Les vétérinaires français se suicident ainsi trois à quatre fois plus que la population générale, deux fois plus que les professionnels exerçant dans la santé pour les êtres humains. Ils sont ici victimes de leur démarche capitaliste et de leur cynisme par rapport aux animaux, sans même s'en apercevoir, et sont rongés jusqu'à la catastrophe.

La seule réponse, en ce domaine, est le romantisme. Cela demande cependant de l'envergure et une culture de sa vie intérieure, ce qui est en opposition avec un capitalisme avec lequel personne pratiquement n'entend rompre.



Louis Jean François Lagrenée
(1725-1805) La Mélancolie

Les vaines fantaisies et l'engouement comme faux engagement

L'un des faits les plus graves du marasme de cette période, c'est la récupération subjectiviste de causes justes afin d'exprimer son propre désarroi. Le phénomène n'est pas nouveau et il y avait déjà en anticipation, il y a peu d'années de cela, un « antisépécisme » à vocation misanthrope dénaturant le véganisme et l'utilisant pour exprimer une angoisse petite-bourgeoise. De par le caractère petit-bourgeois de tels phénomènes, cela ne dure jamais, même si cela peut muter.

Et le manque d'envergure, typiquement petit-bourgeois, prend bien souvent le dessus. On a ainsi le mouvement « Dernière rénovation », dont un membre a grimpé sur le Panthéon à Paris le 31 octobre 2022, pour mettre en berne le drapeau français et s'y attacher lui-même. Eh bien ce mouvement vise à... obliger la société française à rénover dans le sens d'une meilleure efficacité énergétique toutes les habitations d'ici à 2040.

Le mot d'ordre du mouvement est d'ailleurs « Nous sommes la dernière génération capable d'empêcher un effondrement sociétal. » Ce qui revient à se poser ouvertement comme contre-révolutionnaire. C'est là une perspective littéralement au-delà des classes et visant à sauver le statut quo.

Le communiqué de « l'action » au Panthéon est un exemple de pleurnicherie visant à la négation de la lutte des classes.

« DERNIÈRE RÉNOVATION MET EN BERNE LE DRAPEAU FRANÇAIS SITUÉ SUR LE TOIT DU PANTHÉON

Sasha, 24 ans, citoyen soutenant Dernière Rénovation, a mis le drapeau français en berne sur le toit du Panthéon et s'est accroché à son mât. Ce puissant symbole a été choisi afin de souligner la gravité du danger qu'encourt la population française à l'heure où aucune mesure importante n'est prise par le gouvernement pour enrayer le réchauffement climatique. Le mouvement appelle la population à rejoindre la résistance civile climatique et exige des actions politiques à la hauteur de l'urgence.



Plus aucun doute scientifique ne subsiste quant au caractère funeste et inédit de ce qui nous attend si nous n'agissons pas. Catastrophes météorologiques à répétition, territoires familiers devenus inhabitables, manque d'eau et de nourriture ; nous parlons de véritables drames humains à venir.

“Je suis un citoyen ordinaire. J'aime mon pays, et je ne supporte plus de voir sa population et ses paysages sacrifiés par un gouvernement mensonger et criminel. Si je mets le drapeau en berne aujourd'hui, c'est parce qu'on devrait être en deuil pour tous les gens qui meurent déjà tous les ans d'inondations,

d'incendies, de famines, bref du dérèglement climatique. Et ce n'est rien face aux milliards de personnes qui seront sur les routes dans les décennies à venir.

Sur le Panthéon il est écrit "aux grands hommes, la patrie reconnaissante". On se rappelle souvent des grands noms, de ceux qui entrent dans les livres par la grande porte, mais l'Histoire est avant tout écrite par des citoyens et citoyennes ordinaires qui ont eu le courage de faire ce qui était juste plutôt que ce qui était confortable. Je suis fier de m'inscrire dans la vraie tradition française. Celle qui renverse un ordre établi corrompu et lutte pour un idéal juste et un futur acceptable. Nous devons être à la hauteur et prendre nos responsabilités, par dignité vis-à-vis des générations passées et par amour vis-à-vis de celles présentes et à venir."

Sasha, 24 ans, citoyen soutenant Dernière Rénovation »

La première action de ce mouvement né du magma spontanéiste petit-bourgeois avait été de bloquer la circulation du périphérique parisien pendant 30 minutes sur l'heure de pointe du midi le 1er avril 2022. Ils ont ensuite perturbé un match de tennis de Roland-Garros le 3 juin (une personne s'est attachée au filet lors d'un match), bloqué la circulation à Boulogne-Billancourt le 20 juin, à nouveau le périphérique parisien le 25 juin. Il y a ensuite eu le blocage du Tour de France le 12 juillet en Haute-Savoie puis l'interruption d'une représentation de La flûte enchantée de Mozart à Paris par une personne s'enchaînant au décor le 28 octobre, l'autoroute A6 étant bloqué le même jour près de l'aéroport d'Orly.

Le mode opératoire est anti-populaire et anti-démocratique, relevant d'une sorte de terrorisme light avec la prétention de réaliser une désobéissance civile.

Il en va de même pour les gens jetant ou tentant de jeter de la nourriture sur des tableaux dans des musées, en France, aux États-Unis, en Allemagne, en Angleterre. C'est du vandalisme, qui n'a pour seule motivation que de faire parler de soi, d'exister médiatiquement.

On ainsi eu en octobre 2022, pour citer les principaux actes, de la purée jetée sur la vitre de protection du tableau « Les Meules » de Claude Monet au musée Barberini de Potsdam en Allemagne, de la soupe à la tomate sur la vitre de protection du tableau « Tournesols » de Van Gogh à la National Gallery de Londres, de la sauce tomate sur la vitre de protection de « La Jeune Fille à la Perle » de Johannes Vermeer au musée Mauritshuis de La Haye aux Pays-Bas.

C'est là du nihilisme, revendiqué par des groupes différents (Just stop oil, Last generation, etc.) dont le mode d'expression est le même, car le fond est le même : c'est la panique de la petite-bourgeoisie et par conséquent, entre confusion et nihilisme, des actions allant dans le sens du fascisme finalement.

Lénine, dans son écrit classique « La maladie infantile (le gauchisme) », présente admirablement ce phénomène historique :

« On ne sait pas encore suffisamment à l'étranger que le bolchevisme a grandi, s'est constitué et s'est aguerri au cours d'une lutte de longues années contre l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois qui frise l'anarchisme ou lui fait quelque emprunt et qui, pour tout ce qui est essentiel, déroge aux conditions et aux nécessités d'une lutte de classe prolétarienne conséquente.

Il est un fait théoriquement bien établi pour les marxistes, et entièrement confirmé par l'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements révolutionnaires d'Europe, - c'est que le petit propriétaire, le petit patron (type social très largement représenté, formant une masse importante dans bien des pays d'Europe) qui, en régime capitaliste, subit une oppression continuelle et, très souvent, une aggravation terriblement forte et rapide de ses conditions d'existence et la ruine, passe facilement à un révolutionnarisme extrême, mais est incapable de faire preuve de fermeté, d'esprit d'organisation, de discipline et de constance.

Le petit bourgeois, «pris de rage» devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes.

L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en engouement «enragé» pour telle ou telle tendance bourgeoise «à la mode», tout cela est de notoriété publique.

Mais la reconnaissance théorique, abstraite de ces vérités ne préserve aucunement les partis révolutionnaires des vieilles erreurs qui reparaissent toujours à l'improviste sous une forme un peu nouvelle, sous un aspect ou dans un décor qu'on ne leur connaissait pas encore, dans une ambiance singulière, plus ou moins originale.

L'anarchisme a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier. Ces deux aberrations se complétaient mutuellement. »

DOCUMENT POUR ARCHIVE

Le manifeste petit-bourgeois larmoyant de « Dernière Rénovation », d'autant plus lyrique qu'il est vide, ne faisant même pas semblant de mentionner les animaux. On notera que le mouvement se présente comme une « communauté », ce qui en fait au moins un mouvement pré-fasciste.

« L'appel de Dernière Rénovation | Réseau A22 »

Nous sommes la Dernière Génération de l'ancien monde. Nous sommes ici aujourd'hui pour dire que nous créerons un nouveau monde – où l'humanité décide enfin de s'accepter, de se pardonner, de s'aimer, et de s'engager à continuer notre grande aventure. Nous sommes la Dernière Génération et nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger notre génération et toutes celles à venir. Tel est notre droit inaliénable. L'ancien monde se meurt. Nous vivons la dernière heure, l'heure la plus sombre. Ce monde est en train d'être décimé sous nos yeux. Nous sommes à la croisée des chemins. Ce que nous faisons maintenant déterminera à la fois le destin de ce monde et celui du prochain. Donc nous nous levons. Nous ne cédon plus à nos peurs, à notre désespoir, à nos ressentiments. Nous nous élevons à la hauteur de qui nous sommes Ensemble, en tant que communauté, nous nous relierons à plus grand que nous.

À cette source de ce qu'être humain signifie, qui nous appelle à travers les âges, et avec cette force nous mettrons à bas ceux qui tuent pour maintenir leurs régimes d'extraction. Ceci est l'ancien monde. Il ne peut plus durer. Nous sommes ici pour affirmer que l'humanité vaut mieux que de s'abandonner à son extinction. Nous sommes ici pour dire que la société ne s'est pas détournée de l'amour et de la vérité ; qu'elle n'a pas renoncé pas face à la mort et au mal le plus absolu. Le monde que nous désirons, celui que nous pouvons avoir, est déjà à portée de main. Mais nous devons nous lever pour le saisir. Nous ne sommes pas là pour sensibiliser, supplier ou divertir. Nous sommes là pour forcer le changement requis pour que ce monde advienne. Nous sommes là pour forcer les gouvernements à réduire drastiquement leurs émissions de CO2, rien de moins. Nous sommes là pour des actions, pas des mots. Nous avons un plan. Nous nous mobilisons à travers nos pays et nos cultures. Des groupes mèneront des campagnes. Ces campagnes feront des demandes aux gouvernements. Nous tendons la main à quiconque voudra bien la saisir pour créer ensemble ce nouveau monde. Si nous ne sommes pas entendus, nous perturberons, semaine après semaine, comme l'ont fait maintes fois celles et ceux qui nous ont précédés dans leur lutte pour les droits humains. Nous parlons directement au public, et recrutons dans des centaines de réunions ouvertes à tous. Nous nous engageons à désobéir. Telle est notre responsabilité solennelle. Des droits sacrés requièrent des devoirs sacrés pour les défendre. Et tant que personne ne sera libre, aucun d'entre nous ne le sera. Seulement alors justice sera faite. Nulle arme à la main et le coeur ouvert, nous ne tomberons pas dans le piège de la haine de l'autre – l'autre fait partie de chacun de nous. Nous sommes l'humanité croyant en l'humanité. Nous sommes la Démocratie. Nous sommes ouverts et non-violents. Nous sommes le Soins et la Liberté. Nous accepterons les conséquences de nos actions et regarderons notre destinée droit dans les yeux. Allez-y. Tant que nous respirons encore, nous ne nous arrêterons pas. Telle est notre vie désormais. Nous sommes la Dernière Génération. Mais nous sommes aussi la Première. Nous sommes partout. Nous arrivons. Tout va changer. L'ancien devient le nouveau. Et tout le monde peut changer. »



La quête de l'aspiration à l'argent facile

L'indifférence pour les animaux ne repose pas seulement sur le caractère insensible qu'exige la société dans la vie quotidienne ; le rythme quotidien du turbocapitalisme assèche en effet d'autant plus les capacités d'attention et d'empathie.

Inversement, cela profite à un phénomène particulièrement marquant depuis 2020, celui des systèmes des formations et des communautés relevant de la promesse d'argent facile.

Cet aspect de la société est évoqué par la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES), un organisme ministériel français.

Chaque année, un rapport très fourni est publié afin de donner un panorama en France de tout un tas de phénomènes déléteurs. Le rapport 2021, rendu public le 3 novembre 2022, est particulièrement instructif.

La partie « Les promesses d'un enrichissement rapide et exponentiel » du rapport décrit en particulier ce qui est appelé les ventes multi-niveaux. Il y a comme cibles des jeunes de 16 ans à 25 ans à qui l'on promet de bons conseils pour s'enrichir rapidement et facilement.

Cela peut concerner les paris sportifs, les pseudo-monnaies chiffrées (« cryptomonnaies »), ou même le boursicotage traditionnel. Il est fait la promesse de devenir un véritable « trader », grâce à une « éducation financière », qu'il faut bien entendu payer.

Les personnes sont alors rapidement encouragées à rompre avec leur cadre familial et à quitter leurs études ou leur travail au profit d'une activité présentant un haut risque de perte financière. Le rapport ministériel explique que ces systèmes « utilisent les ressorts de la manipulation mentale et de l'addiction au jeu » pour capter leur public durablement.

En arrière plan, il y a des individus et des entreprises qui s'enrichissent en mettant en place des systèmes pyramidaux.

Des sommes récoltées sont reversées en grande partie au départ de l'escroquerie, pour faire croire que ça marche ; cela produit un effet boule de neige, où une partie est reversée pour donner de l'huile au mécanisme, qui finit inévitablement par s'enrayer bien sûr.

Il y a toutefois une dimension sectaire dans la démarche, car désormais cela s'agence autour d'une idéologie proposant une marchandise particulière.

Les traits « fabuleux » de cette marchandise – un produit, une « connaissance » pour les paris sportifs ou la bourse, etc. - produisent un engouement fanatique.

Le rapport de la Mission interministérielle dit ainsi :

« La vente de produits ou prestations n'est qu'un prétexte pour déguiser un système pyramidal. L'essentiel des revenus des membres, leur permettant de vivre convenablement, ne provient pas tant de la vente de produits ou de prestations en ligne mais plutôt du développement de leur réseau. Leur source principale de collecte d'argent semble ainsi se faire par le biais de la récolte des droit d'entrée, des abonnements mensuels etc. Une partie de ces sommes sera reversée aux principaux promoteurs du réseau sous forme de commissions d'affiliation. »

Cela est d'autant plus vrai que la méthode est adaptée aux mentalités du numérique : tout est rapide, fourni clef en main, bref c'est du turbo-capitalisme pratiquement pur.

Les approches peuvent donc varier mais substantiellement c'est la même chose. Des personnes intègrent le cercle (en payant) et doivent parrainer d'autres personnes de manière extensive : la tête de la pyramide a des gains rapides et massifs, alors qu'ensuite le socle s'effrite.

En ce qui concerne les formations financières et de paris sportifs, il y a en arrière-plan un discours romantique à prétention anti-« système », ou comme le décrit le rapport :

« Ces jeunes peuvent également être convaincus de prendre part à un réseau élitiste, uniquement accessible à ceux qui seraient assez malins pour avoir décelé les failles d'un système économique décrit comme injuste et sans perspective d'avenir. »

Cela n'est pas évoqué dans le rapport, mais il y a par exemple dans le monde des paris sportifs un mouvement de contournement des plateformes traditionnelles. Celles-ci, notamment en France, sont extrêmement bridées par l'État principalement par des taxes, pour éviter justement les possibilités d'enrichissement personnel systématique. C'est comme avec la Française des Jeux : un individu par hasard peut obtenir un gros gain, mais il est impossible de s'assurer un revenu de manière organisée et régulière.

Il y a alors des « formations » incitant à parier non plus via ces plateformes légales, mais directement par du « trading » sur des marchés parallèles et totalement débridés.

L'appel d'air créé sur ces marchés par l'arrivée de nombreuses nouvelles personnes en quête d'enrichissement permet la mise en jeu de gros capitaux, qui sont rapidement captés par les personnes qui étaient présentes en premier et sont aguerries à ce « trading », puis la bulle s'effondrera rapidement pour la majorité. Et là où il y a une dérive sectaire, c'est que des gens en quête d'argent facile sont directement incités à tout plaquer, et à tout investir sur ce marché duquel elles deviennent prisonnières, victimes.



Le rapport, qui évoque plus en détail les incitations à l'investissement sur les marchés financiers traditionnels par des réseaux opaques, décrit cela ainsi :

« Au-delà du préjudice financier, ce phénomène est d'autant plus inquiétant qu'il encourage les membres du réseau à un engagement et un épuisement total. Ces systèmes semblent s'accompagner d'une forme de cyber-harcèlement à double visée : il s'agit à la fois d'une arme de séduction et d'une technique d'affaiblissement et de sujétion. »

Ce phénomène de la vente multi-niveaux est très connu et répandu en France depuis les années 2010, en ce qui concerne le business des compléments alimentaires ou des boissons à destinations des sportifs. Cela a perduré et la crise ouverte en 2020 a donné au phénomène une dimension ultra-agressive et toujours plus visible.

Enfin, le rapport décrit un phénomène en pleine croissance, et concernant majoritairement des femmes : les « mandala ».

Pour le concept, c'est un bric-à-brac superficiel prétendant relever de l'hindouisme, du bouddhisme et de communautés rurales africaines.

Cela est présenté d'après le rapport ministériel comme « une nouvelle façon d'être en relation avec chacun, une stratégie pour réaliser notre haut potentiel comme agents de changement de cette nouvelle ère ».

Mais la base de ces « mandala » est en fait le don d'argent, qui d'après le rapport ministériel, « semble être l'obsession des membres, la raison d'être », masquée par des prétentions à l'entre-aide et des « valeurs nobles d'économie solidaire ».

L'escroquerie est extrêmement bien rodée en ayant fait du don d'argent un moyen de « catalyser le travail de transformation de la confiance et du savoir inhérent que nous sommes toutes soutenues par quelque chose de plus grand ».

Tout cela paraît absurde, et marginal. Pourtant à notre époque de crise, qui consiste particulièrement en un délitement généralisé de la pensée, de la raison, du bon sens, il y a justement des armées entières de victimes prêtes à se faire arnaquer parce qu'elles sont attirées par la quête de l'argent facile et rapide, censé remplacer le travail et l'engagement durable.

C'est que l'irrationalisme a contaminé les masses. Si elles sont toujours autant passives, elles déraillent également dans de nombreux secteurs.

Les fantasmagories complotistes et sectaires : l'explosion de l'irrationalisme

Les bulles sectaires correspondent à une tendance : celle au repli sur soi, à la mise en avant de son propre subjectivisme de manière affirmée afin de tenir le « choc » dans un monde qu'on ne comprend plus. On comprend que la pandémie ait amené l'éclosion d'un vaste mouvement anti-vaccin particulièrement hystérique, composés de petits-bourgeois déphasés exprimant une décomposition sociale avancée.

La guerre en Ukraine a produit une tendance similaire, avec un « activisme » complotiste sur les réseaux sociaux de la part de gens qui « savent ». La Russie ayant d'ailleurs également travaillé au corps le mouvement « antivax » afin de tenter de renforcer les tendances « contestataires » dans les pays capitalistes occidentaux, principalement par l'intermédiaire du média Sputnik, que l'Union européenne a interdit à la suite de la guerre en Ukraine.

Le rapport de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires en France est ici encore très utile pour comprendre la signification de cette tendance historique nouvelle dans sa qualité née en 2020 ; le constat est terrible de la part de gens qui cherchent à maintenir les institutions à flot.

La Mission interministérielle n'a évidemment pas du tout une analyse matérialiste, son but est simplement d'empêcher que des comportements non conformes débordent la vie « classique » dans le capitalisme. Mais son inquiétude reflète justement une décomposition : le sol se dérobe sous les pieds de la société bourgeoise.

« La parution de ce rapport 2021 s'inscrit dans une nouvelle temporalité du champ des dérives sectaires en France. Contrairement à un certain nombre d'idées reçues, la vivacité du phénomène sectaire, son ampleur et sa dangerosité, attestent du franchissement d'un nouveau seuil.

La crise sanitaire a constitué un catalyseur à travers une prolifération de nouveaux acteurs, plus discrets, maîtrisant le web et ses codes, sachant contrôler les esprits, en exploitant les peurs, la perte de repères, la recherche de solutions simples face à des questionnements existentiels, par définition complexes.

Les délinquants experts en manipulation savent, pertinemment, instrumentaliser les vicissitudes de nos concitoyens. Les narrations – souvent teintées de conspirationnisme – ainsi que les modes opératoires et les secteurs concernés s'adaptent aux évolutions du contexte, en exploitant systématiquement les angoisses ou les failles de trajectoires personnelles pouvant concerner chacun d'entre nous. Rappelons que ces phénomènes d'emprise à caractère sectaire touchent l'ensemble des catégories sociales et du territoire national. »

En effet :

« En 2021, la MIVILUDES a ainsi reçu 4020 saisines, soit une augmentation du nombre de saisines de 33,6 % par rapport à 2020. »

Plus concrètement, ou justement de manière plus folle, car la mission ministérielle française est obligée de reconnaître qu'on a là un phénomène de portée sociale profonde, historique ; ce n'est pas dit ainsi, mais on voit bien que la nature du phénomène est insaisissable, « gazeux ».

« S'il est vrai qu'un grand nombre de victimes de ces dérives est parfaitement inséré dans la société et sans difficultés particulières, il est aussi indéniable que la crise engendrée par la COVID-19 a déstabilisé de nombreuses personnes en perte de repères dans une société complexe, interconnectée où l'information côtoie la désinformation.

La MIVILUDES s'est retrouvée confrontée à des saisines, reflet d'une véritable crise sociale teintée d'isolement, de questionnements, de colères et de craintes. Des manipulateurs isolés et parfaitement autonomes ont pu aisément exploiter ce contexte pour propager leur doctrine sur les réseaux sociaux.

En procédant ainsi, ces « gourous 2.0 » ont pu s'offrir, non seulement une véritable vitrine publicitaire pour leur activité, mais aussi un espace pour réunir et contrôler une communauté virtuelle dont la souffrance est – quant à elle – bien réelle. L'offre sectaire s'est largement accrue, chacun pouvant proposer son propre corpus de contre-vérités et sa panoplie de promesses miracles face aux maux des citoyens.

La MIVILUDES observe un phénomène sectaire « à l'état gazeux » : le groupe est bien là, mais il est mobile, changeant et impalpable. Ses membres y adhèrent ou se désolidarisent facilement en créant d'autres groupes, selon la lecture qu'ils font du contenu doctrinal. Certains pourront alors sans mal l'essaimer à l'identique ou avec des variantes.

La rhétorique utilisée par ces groupes et individus se veut en opposition à l'ordre établi : les institutions étatiques seraient corrompues, la société serait décadente, la médecine conventionnelle inefficace, etc.

Ces discours, caractéristiques des théories complotistes, se nourrissent les uns des autres et se renforcent mutuellement, rendant la mission de la MIVILUDES toujours plus difficile. Les liens de plus en plus complexes tissés et entretenus par ces communautés contribuent au développement d'une véritable « toile » sectaire.

En 2021, la MIVILUDES observe une continuité dans cette dynamique et compte ainsi 4 020 saisines, soit une augmentation de 86,1 % par rapport à 2015 et de 33,6 % par rapport à 2020. »



De manière extrêmement intéressante, la mission ministérielle française est d'ailleurs obligée de reconnaître que le complotisme ne prétend pas représenter la vérité, mais consiste en un subjectivisme assumé :

« La crise sanitaire, en déstabilisant de nombreux individus, a accentué les doutes et les peurs créant en réaction une intolérance à l'incertitude. Chacun veut détenir, non plus la vérité, mais sa vérité. C'est une manière de se réaffirmer comme individu dans un système globalisé. »

Ces propos sont tout à fait justes, mais si on les assume jusqu'au bout, alors on est obligé de passer dans le camp du prolétariat, car il est évident que le relativisme propre au capitalisme amène inévitablement à une négation de la vérité comme universelle, scientifique.

La mission ministérielle française est obligée de constater que tout l'irrationnel qu'elle constate a une portée de masse, mais toujours dans un sens purement individualiste :

« Sur YouTube, les vidéos et conseils en développement personnel enregistrent des millions de vues et le thème reste encore aujourd'hui au palmarès des meilleures ventes en librairie. Les entrepreneurs de bonheur se sont adaptés et une offre abondante de formation s'est développée sur les réseaux sociaux.

Les groupes sectaires ont su alimenter les peurs et exploiter les promesses d'un monde meilleur, d'une vie éternelle, ou à tout le moins heureuse, et d'une transformation de soi. De manière subtile et progressive, et ce parfois dans un espace-temps de quelques jours seulement, les participants se retrouveraient dans une situation de dépendance exclusive, de servitude volontaire et de soumission aux désirs croissants du meneur. »

C'est de l'irrationnel de masse, mais à portée individualiste. Il n'est pas possible de ne pas constater que c'est le capitalisme tournant en roue libre qui produit cela.

Comme la mission ministérielle est bien entendu incapable d'aller contre les intérêts de la bourgeoisie, elle est obligée alors de constater, tout en cherchant à minimiser, voire à nier les faits. Par exemple, elle dit que « la plupart des survivalistes ne présente pas un caractère de dangerosité », parce qu'elle est obligée de se plier de manière libérale à l'acceptation de choix « individuels », même si non conformes... alors qu'au contraire, le survivalisme est une expression agressive de nihilisme et constitue une véritable bombe à retardement.

La mission ministérielle est « obligée » de reconnaître une dignité à l'inquiétude survivaliste, alors qu'on parle ici d'une idéologie à la Nietzsche, patriarcale et dominatrice, paranoïaque et nihiliste. Tout comme d'ailleurs, la société capitaliste s'inquiète tout en encensant les innombrables délires de formation en « développement personnel ».

Si on regarde d'ailleurs les choses historiquement, cette tendance à l'irrationalisme correspond à une réémergence du mode de production esclavagiste. La mission ministérielle dit par exemple avec des mots très justes :

« Il arrive que certaines personnes poussent à l'extrême un régime très carencé, associé à un effort physique intensif, le tout sans contrôle médical, pour profiter d'un affaiblissement des capacités physiques et mentales de résistance des participants et inculquer un certain discours. »

C'est un très bon résumé de comment l'humanité asservie dans sa grande majorité acceptait les discours religieux et autocratiques à l'époque de l'esclavagisme. La décomposition du capitalisme produit des gens qui, à l'instar de l'État islamique qui entendait rétablir l'esclavage et l'a fait sur son territoire au Moyen-Orient, veulent revenir à des rapports d'exploitation pré-capitalistes et même pré-féodales.

On a pour ainsi dire les monopoles voulant organiser une autorité néo-féodale avec leurs gigantesques moyens, et des éléments opportunistes cherchant individuellement à tirer leur épingle du jeu en instaurant un rapport encore plus tyrannique, à petite échelle.

Mais on ne peut pas saisir ce panorama sans voir le rôle du numérique et de l'instantané, formes turbo-capitalistes d'une haute dangerosité pour les esprits et les mentalités, ainsi que la vie quotidienne et la forme même du travail.

La MIVILUDES définit les dérives sectaires comme « la mise en œuvre, par un groupe organisé ou par un individu isolé, quelle que soit sa nature ou son activité, de pressions ou de techniques ayant pour but de créer, de maintenir ou d'exploiter chez une personne un état de sujétion psychologique ou physique, la privant d'une partie de son libre arbitre, avec des conséquences dommageables pour cette personne, son entourage ou pour la société ».

Pour caractériser une telle dérive, la MIVILUDES s'appuie sur les critères de dangerosité établis par la Commission d'enquête parlementaire de 1995 : • l'emprise mentale ; • la rupture avec l'environnement ; • les exigences financières exorbitantes ; • l'existence d'atteintes à l'intégrité physique et psychique ; • l'embrigadement des enfants ; • l'existence et l'importance des démêlés judiciaires ; • le discours antisocial avec la diabolisation du monde extérieur ; • les troubles à l'ordre public ; • l'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels ; • les tentatives d'infiltrations des pouvoirs publics et des milieux économiques.



\\ Le numérique et l'instantané renforcent la pénétration du capitalisme et dérèglent la société

On assiste à la généralisation d'une nouvelle forme de consommation s'appuyant sur le numérique et l'instantanéité, soit par des délais ultra-courts, soit par la suppression des intermédiaires à la consommation.

Il ne s'agit pas tant d'innovation, car en général toutes ces nouvelles formes n'apportent rien concrètement, mais d'une pénétration toujours plus poussée du turbocapitalisme dans la vie des gens, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

L'irruption de la pandémie a précipité les choses, car si les gens ont moins consommé dans les sociétés capitalistes occidentales, ils se sont tout de même tournés vers le numérique de manière obsessionnelle, afin de fuir la réalité au maximum, tout en se tournant vers les livraisons, notamment de plats préparés.

En 2022, un quart des Belges a déjà commandé des repas en ligne, soit 65 % de plus qu'avant la pandémie ; il y a désormais 19 000 coursiers oeuvrant à ces livraisons. C'est une tendance de fond dans tous les pays capitalistes occidentaux. En France, Uber Eats est ainsi disponible dans 300 agglomérations et couvre plus de 60% de la population, et a vu le nombre total de commandes de repas passées via sa plateforme augmenter de 12 % au premier trimestre 2022.

La maison mère Uber, qui fait également circuler des auto-entrepreneurs VTC, là encore en ayant largement contourné toute un tas de règles, a récolté 2,52 milliards de dollars net au premier trimestre 2022, soit une hausse de 200 % par rapport à l'année dernière. Cela représente 1,71 milliard de trajets dans le monde commandés via sa plateforme.



En France cette entreprise est tellement généralisée chez les jeunes adultes urbains qu'elle est devenu un mot commun : on dit prendre un Uber, comme on dit prendre le bus. On notera au passage que cela est dit avec une façon tout à fait française de trafiquer la langue anglaise : le début du mot, « U », est prononcé à la française (en anglais cela se prononce « you »), tandis que la fin du mot est prononcé à l'anglaise (« beur »).

En dix ans d'implantation en France, Uber annonce 350 millions de trajets effectués (de décembre 2011 à décembre 2021), avec un record le 1er janvier 2020 de 301 337 de trajet sur toute la France. L'entreprise est présente dans les grandes villes françaises, mais aussi des villes moyennes comme Grenoble, Caen, Reims, Saint-Etienne, Tours, Rouen, Orléans, Metz et Nancy.

On a bien ici des chiffres gigantesques. Ces nouvelles entreprises turbocapitalistes sont devenues rapidement des géants. Une entreprise de livraison de repas comme Deliveroo, d'origine britannique, dépasse le milliard de dollars de chiffre d'affaires sur simplement le premier semestre 2022, avec un volume d'affaire en croissance de 7 % (à 3,55 milliards de dollars).

L'entreprise la plus marquante en ce domaine turbocapitaliste est bien sûr Amazon, dont l'objet est la livraison en 24h de livres et de tout un tas de choses plus ou moins utiles. C'est la première plateforme de commerce en ligne en France avec un 2021 en moyenne 152 millions de visiteurs chaque mois sur son site. C'est d'ailleurs le cinquième site le plus visité en France, derrière google (.fr et .com), YouTube et Facebook. Cela fait que 69 % des Français ont commandé au moins une fois sur Amazon en 2021... Et encore que cela ne représente qu'une petite proportion, comparé à d'autres pays. En Italie, c'est 90 %, aux États-Unis, 87 %, au Royaume-Uni, 85 %, en Allemagne, 83 %, etc.

En 2020, le chiffre d'affaires Amazon France s'élevait à 7,3 milliards d'euros, contre 5,9 milliards d'euros en 2019. A l'échelle mondiale, Amazon a réalisé 470 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2021. C'est équivalent aux recettes de l'État français la même année, s'élevant à 451 milliards (d'euros). Cela est possible au moyen de de 175 centres de distribution dans le monde, dont 8 en France, en plus des 33 établissements logistiques secondaires auxquels s'ajoutent énormément d'entreprises sous-traitantes pour la livraison, qui là encore perturbent largement le fonctionnement des villes en stationnant systématiquement n'importe où et en circulant n'importe comment, pour satisfaire aux exigences de rapidité d'Amazon.

Le plus grand centre de distribution français d'Amazon est celui d'Augny près de Metz avec une surface totale de 182 000 m² répartis sur 4 niveaux. C'est plus grand que La Part-Dieu à Lyon, qui avec 161 000 m² est le plus grand centre commercial de France.

Jusqu'à présent, les consommateurs belges devaient se tourner vers un autre Amazon, dans sa version française ou allemande notamment (la version allemande a une interface en flamand depuis 2016, Amazon.nl ayant ouvert en 2020 ensuite), mais en octobre 2022 il existe désormais une déclinaison belge d'Amazon, avec les mêmes objectifs d'expansion massive.

Depuis 2020, on assiste également au développement de ce qu'on appelle un « dark store », avec des petits entrepôts masqués (d'où le terme de « dark ») disséminés dans les centre-villes entends livrer les consommateurs flemmards directement chez eux en 15 min pour n'importe quelle course, du papier toilette au paquet de chips en passant par la pâté pour chat.

On a ici un phénomène qui va gagner en importance et qui est tout à fait une expression de la fuite en avant dans le turbocapitalisme, dans le prolongement d'une démarche de centralisation par le numérique, comme comme AirBnB a pu le faire pour la location de logement. L'entreprise a littéralement siphonné le secteur du tourisme et chamboulé les parcs d'habitation de nombreuses villes ou régions touristiques. C'est le cas au Pays-Basque notamment, où les municipalités ont tenté d'encadrer cela, mais c'est tout à fait marginal, et surtout à la traîne par rapport au mouvement du capitalisme lui-même qui cannibalise tout, avec des moyens gigantesques et surtout en bénéficiant d'un soutien total dans les esprits des consommateurs des pays capitalistes occidentaux biberonnés au turbocapitalisme.



Même une entreprise relevant historiquement du service public tel La Poste française s'y met. Elle propose désormais un service Digiposte, qui consiste en le fait de numériser sa boîte au lettre... et donc à payer la Poste pour qu'elle gère à sa place ses courriers administratifs et les stocke !

De surcroît, ce phénomène se développe de manière ultra-agressive, prenant littéralement d'assaut les cadres juridiques et les collectivités pour s'imposer. C'est très connu actuellement avec les sociétés de livraison rapide qui contournent le droit du travail en ayant recours à des auto-entrepreneurs plutôt que des salariés pour livrer, en général à scooter (ou encore à vélo), des repas. L'utilisation d'une main d'oeuvre sans papiers reflète l'utilisation d'un lumpenproletariat servant à huiler la chaîne productive du turbocapitalisme.

C'est bien entendu également le cas pour les « dark store » qui piétinent le droit de l'urbanisme, en installant illégalement des entrepôts dans les centres-villes. Ce business de la flemme s'accompagne de tout un tas de nuisances, notamment sonores, en plus d'être un modèle absolument détestable sur le plan culturel/civilisationnel.

Et ce n'est que le début, car le capitalisme a besoin de ce genre de nouvelles formes toujours plus immédiates et immersives, pour déverser les flots de marchandises qu'il produit et doit continuellement produire pour ce régénérer.

Les bulles psychologiques sont un outil ici essentiel pour cette « immersion » consommatrice et subjectiviste.



La généralisation nocive de l'usage des réseaux sociaux

On ne peut se pencher sur la seconde crise générale du mode de production capitaliste sans analyser la question des réseaux sociaux.

On parle ici des réseaux sociaux tels que Youtube, Facebook, Instagram, Twitter, Snapchat, LinkedIn, Twitter, Pinterest, TikTok, WeChat, Reddit, Discord, Messenger, WhatsApp, Tinder, etc.

En janvier 2012, il y avait 1 482 milliards utilisateurs de réseaux sociaux dans le monde, contre 4 623 milliards en janvier 2022.

En France, c'est 80 % de la population et en Belgique 81,7% de la population qui utilise un ou plusieurs réseaux sociaux, avec d'ailleurs une écrasante majorité des visites sur internet qui se dirigent vers une de ces plateformes.

Cette expansion des réseaux sociaux ces dix dernières années ne peut qu'être lue comme une expression de l'accompagnement psychologique de la seconde crise générale du mode de production capitaliste.

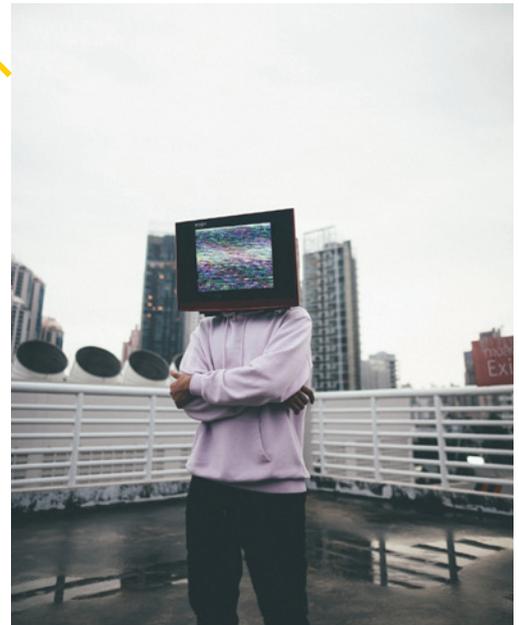
L'expansion phénoménale des réseaux sociaux montre bien qu'ils sont un accompagnement psychologique de la seconde crise générale du mode de production capitaliste.

La télévision comme base

En 2004, le président de la chaîne de télévision française TF1 Patrick Le Lay, en parlant des publicitaires qui achetaient des parts d'audiences sur sa chaîne, avait déclaré « vendre du temps de cerveau disponible ». À cette époque se déployait déjà la mode du « zapping », soit le fait de rester très peu concentré sur un sujet ou une émission et de passer de chaîne en chaîne sans s'y attarder. Cet abrutissement des esprits par la télévision, longtemps dénoncé par la critique sociale, trouve un point d'aboutissement en les réseaux sociaux. On ne peut manquer de citer ici le fameux poème de Gil Scott Heron, « The Revolution will not be televised » mis en chanson en 1971.

Pour cause, cette chanson-poème a été un point d'orgue dans l'état d'esprit révolutionnaire des années 1960-1970, s'attaquant de plein fouet à la société de consommation et son versant audiovisuel amenant à toujours plus de passivité, de léthargie, dans le but de concentrer les esprits dans la consommation individuelle : La révolution ne sera pas télévisée, elle ne vous sera pas amenée sur un plateau. Dans le cadre de la seconde crise générale ouverte en 2020, si la télévision et les médias de masse en général jouent toujours ce rôle, un seuil a été franchi avec la généralisation des réseaux sociaux qui, plus que du traditionnel rôle de pacification sociale, est aussi et surtout le cœur du 24 heures sur 24 capitaliste.

La naissance des chaînes d'informations en continue avec l'idée de tourner en boucle sur des informations parfois anodines mais montées en épingle expriment bien la domination du modèle du réseau social dans sa capacité à s'appropriier le « temps de cerveau disponible ». On estime que la population mondiale consacre en moyenne par jour 2h27 de son temps à aller sur les réseaux sociaux, pour 1h 46 en France, 1h 45 en Belgique.



THE REVOLUTION WILL
NOT BE TELEVISED

THE REVOLUTION WILL
NOT BE BROUGHT TO YOU

La subsomption réelle du consommateur

Alors que passer à la télévision exigeait quelques conditions d'accès, la généralisation du smartphone incluant donc les réseaux sociaux permet à tout un chacun de mettre en scène sa propre vie, et ainsi de la monétiser (pas au sens seulement monétaire). Les réseaux sociaux prêt-en-main sur smartphone, c'est la massification de la starification à l'américaine, véhiculant un état d'esprit ego-centré.

Il faut donc les voir comme un saut qualitatif dans ce qu'il y a de plus négatif dans la consommation audiovisuelle, tout en étant apparu justement comme une opposition à l'abrutissement de la télévision : l'idéal voulait qu'avec le smartphone et les réseaux sociaux, l'individu ne serait plus passif, il choisirait son propre contenu, développerait ses opinions au gré d'informations plurielles, etc.

Pourtant, les réseaux sociaux plutôt que d'être un support à la résolution de la contradiction intellectuel/manuel, s'est révélé être un moment d'enfermement sur son propre ego. Pire, pour reprendre la thèse de Marx à propos des formes du développement du procès d'exploitation capitaliste, on passe de la subsomption formelle à la subsomption réelle du consommateur : l'esprit subjectif est totalement impliqué dans sa propre détérioration. Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que l'aliénation ne provient plus seulement d'un spectacle extérieur à soi, mais d'une implication banale et quotidienne de sa propre subjectivité dans un spectacle marchand permanent.

On a le même passage de l'ouvrier dominé par le marchand, mais encore maître de ses outils, où le capitaliste est extérieur, à l'ouvrier salarié dans une grande industrie taylorisée, où le capitalisme a façonné la subjectivité même du travailleur.

Un des éléments qui atteste de ce phénomène de subsomption réelle, c'est le fait que l'utilisation des réseaux sociaux génère de la dopamine, cette hormone produite par le cerveau pour récompenser un individu, notamment via le renouvellement des notifications avec le « rafraîchissement » du fil d'actualité ou encore le compteur des « likes ».

On est là dans le cœur du réacteur du 24h/24 turbo-capitaliste. On peut remarquer d'ailleurs que selon la mesure d'audience par le site Similarweb, on retrouve dans les 20 premiers « sites » consultés entre janvier et décembre 2021 google, youtube, facebook, twitter, instagram, puis en dixième, douzième, et quatorzième positions des sites pornographiques, avec au milieu, en onzième place, Amazon.



Cela en dit long sur le fait que les réseaux sociaux forment un tissu cognitif central dans l'aliénation des subjectivités dans les formes de la consommation capitaliste. D'ailleurs, à l'instar de Patrick Le Lay et son « temps de cerveau disponible », la dopamine est très bien étudiée par les développeurs des applications numériques pour favoriser au maximum le retour et l'allongement du temps passé sur le réseau social, et ainsi offrir toujours plus de publicités commerciales.

En 2022, 602,25 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde en dépenses publicitaires dans le numérique, soit 15,6 % de plus que l'année précédente. Ce chiffre représente les 2/3 des dépenses mondiales dans la publicité. En 2026, les 3/4 des publicités dans le monde seront numériques.

On retrouve dans ces réseaux tous les attributs les plus détestables du consumérisme. Tout d'abord, le contenu à la fois court et éphémère des informations, toujours plus réduites à du « Snack content ». Ensuite, l'existence de bulles de filtrage pousse les gens à ne se tourner que vers les recommandations faites par les réseaux sociaux.

D'ailleurs les entreprises comme YouTube, Facebook, Twitter, Instagram, TikTok... reprennent directement la substance d'entreprises comme McDonald's, avec une consommation répétitive et superficielle, se fondant sur un arrière-plan sordide dans la forme et décérébrée sur le plan du contenu.

On ne peut pas comprendre le caractère désabusé des sociétés capitalistes occidentales sans cerner cet aspect, d'autant plus qu'on assiste au grand tournant, celui de la prévalence du numérique dans la société.


**Au-delà de l'aliénation,
la subjectivation humaine dans la forme marchandise :
l'exemple de l'oppression des femmes**


On ne pourrait finir l'argumentation à propos de la subsumption réelle du consommateur sans mentionner le rôle pris par Snapchat dans le renouvellement du patriarcat dans le cadre de la société de consommation. On veut évidemment parler ici de l'exploitation sexuelle et l'oppression spécifique des femmes, surtout des jeunes femmes.

On assiste avec ce réseau social, bien qu'il y en ait plusieurs autres, celui-ci revêtant un caractère de masse prononcé, à l'apogée de l'oppression des femmes dans le cadre d'une société de consommation qui a su renouvelé le patriarcat dans les termes de la « libération sexuelle » post-68.

C'est ainsi que se niche alors dans les interstices de la société de consommation les pires traits du patriarcat où la femme est réduite à n'être qu'un objet marchand de convoitise masculine.

Et certaines jeunes femmes, prises comme élément particulier d'une généralité humaine qui est subsumée par et dans le réseau social-marchandise, ne se considèrent plus que comme un objet sexuel à marchander. Le mot d'ordre féministe bourgeois « mon corps, mon choix » qui pouvait avoir une valeur démocratique face au patriarcat ancien, de type paternaliste, s'est transformé sur les réseaux sociaux en la seule possibilité de vendre son corps comme bon leur semble.

Jamais des choses comme les « nues », ces photos dénudées que les jeunes filles envoient à leur petit copain, ou le « revenge porn », cette utilisation par les jeunes hommes des « nues » à des fins de vengeance, n'eut été possible sans l'irruption du smartphone, puis d'un réseau connectant formellement tout le monde à tout le monde mais dans des relations réellement consommables.

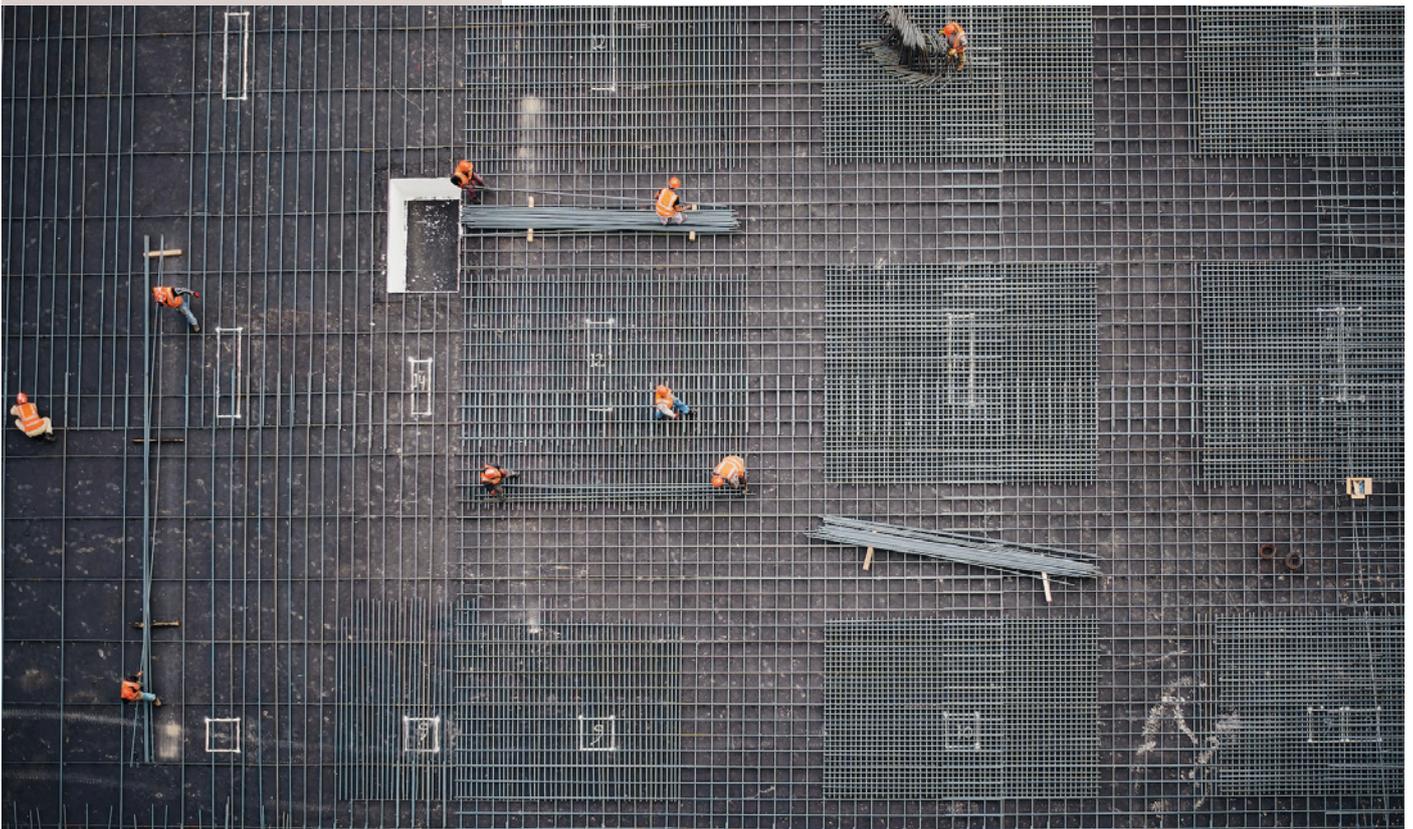
Il n'est pas question de dire ici que la technologie serait en soi la « cause du problème », mais de signifier qu'il y a un vecteur pour la mise en forme des personnalités sous l'empreinte de la marchandise elle-même. Ce qui saute aux yeux avec le réseau social sur smartphone, c'est la barrière du réel lui-même. Disons pour faire simple que cette technologie est calibré sur mesure pour déployer la société de consommation jusqu'aux plus profond de la psyché des individus, et forcément ce sont les femmes qui en paient le prix fort.

Car il y a aussi l'exploitation des nouvelles formes de prostitution de jeunes filles qui sont exploitées parfois par leurs petits copains eux-mêmes grâce à la facilité que permet le réseau social pour marchandiser ce type d'asservissement. Il a été à juste titre remarqué que les confinements pendant la pandémie de Covid-19 avaient été un accélérateur de cette figure du petit proxénète.

On retrouve ici tout le cycle de la subsumption propre aux réseaux sociaux : des femmes issues de milieu populaire devenues des « nouvelles riches » grâce à leur exploitation par des milieux bourgeois décadents, passant le plus souvent par des formes de prostitution, deviennent « influenceuses » sur Instagram. En cela, elles deviennent des agents personnifiés du corps-marchandise, renforçant le phénomène. Les filles adolescentes tombent alors très vite dans ce cycle dans l'espoir d'accéder rapidement à un mode et style de vie bourgeois...cela alimentant un cycle sans fin.

On touche ici au cœur névralgique de la subsumption puisque lorsque les jeunes femmes et leurs copains-proxénètes se retrouvent devant un tribunal, ni l'une, ni l'autre ne perçoivent véritablement le fait que cela soit répréhensible moralement (et judiciairement).

Mais c'est la même chose pour les « nudes » pour lesquelles les jeunes filles ne voient bien souvent pas le souci, mais contestent seulement l'utilisation oppressive par les hommes comme si un contrat avait été rompu.



À ce titre, les féministes bourgeoises ne voient pas non plus le problème et continuent de promouvoir le «mon corps mon choix» dans un tel cadre, contribuant à alimenter l'oppression.

On voit ici toute la charge nécessaire d'un féminisme prolétarien qui ne doit pas s'attaquer seulement à l'aliénation mais aussi, au-delà à cette subsumption réelle qui n'est plus seulement le fait que l'opprimée adopte les intérêts du dominant, mais qu'il y a un processus de subjectivation complète de l'être dans une forme marchande.



Les abandons massifs d'animaux de l'été 2022

La pandémie aurait dû faire comprendre que la contradiction villes – campagnes avait atteint un tel point qu'au niveau mondial des déséquilibres massifs étaient inévitables. La destruction de la Nature est la cause première de l'émergence du covid-19. Toute considération écologique a toutefois très rapidement disparu et c'est sans scandale aucun, à part administratif sur la légalité de la mesure, que le Danemark a procédé en 2020 à la mise à mort de 15 millions de visons dans les élevages en raison d'un risque lié à une mutation du Covid-19.

On a la preuve de cet échec lamentable de la conscience sociale humaine avec l'été 2022 qui a connu dans les pays capitalistes occidentaux une vague sans précédent d'animaux de compagnie achetés à l'occasion des confinements provoqués par l'émergence de la pandémie. Les gens ont acheté des êtres vivants tels des jouets pour meubler leur vie quotidienne alors qu'ils étaient enfermés chez eux, puis s'en sont débarrassés lorsque l'occasion de partir en vacances longtemps a été de nouveau possible. Un animal de compagnie – rien que l'expression est toutefois scandaleuse – nécessite en effet qu'on s'en occupe, c'est un compagnon ou plus exactement un membre de la famille.

Dans une société individualiste où on trahit toutefois son compagnon et où la notion de famille est une abstraction, où on se débarrasse de tout ce qui est gênant en consommant, où on multiplie de ce fait les cadavres dans le placard, l'abandon d'un animal se produit tout à fait aisément.

C'est d'autant plus vrai à un moment de pression extrême dans la société. Les gens abandonnent les animaux, afin d'être « libres » dans leur mouvement, de « profiter » au maximum alors que l'avenir apparaît plein d'inquiétude. S'il y avait une réelle conscience de classe, c'est le contraire qui se produirait : ils chercheraient à protéger les animaux de la catastrophe qui s'annonce.

En ce sens, les abandons massifs d'animaux de l'été 2022 représentent la plus grande défaite politique prolétarienne de 2022. C'est le témoignage d'un échec complet. C'est une expression de l'incapacité à combattre la tendance dominante au nihilisme.

C'est tellement vrai qu'il est impossible de cerner de manière réelle l'ampleur du phénomène. Du côté français si on se tourne vers la SPA, on apprend la chose suivante :

« Les équipes de la SPA ont à nouveau dû faire face cet été à une arrivée massive d'abandons avec 16.457 animaux recueillis, dont 11.268 chats, 4.302 chiens, 851 NACS (Nouveaux animaux de compagnie) et 36 équidés, au sein de leurs 63 refuges et Maisons SPA entre le 1er mai et le 31 août. Un nombre très élevé qui s'apparente malheureusement au triste record de l'année dernière même si l'association constate une légère baisse de 2,7 %. »

La SPA représente toutefois bien moins de la moitié des refuges en France. Défense de l'Animal – la Confédération s'appuie ainsi sur 270 refuges. Mais l'absence de coordination, tant au sein de cette confédération qu'avec les nombreux autres refuges indépendants, fait qu'il n'existe aucune statistique nationale réelle de la part de cette Confédération, ni de personne.



Cela signifie que quiconque regarde la presse durant l'état verra que dans chaque département, les refuges faisaient des appels à l'aide durant l'été, mais que passé l'été, il n'existe strictement aucun aperçu des événements. Les refuges devant oeuvrer au quotidien, ils n'ont pas le temps ni forcément l'envie de tracer un bilan, ni d'ailleurs les moyens tant concrets que conceptuels d'envisager les choses sur le plan national et même international, puisque le phénomène est commun à tous les pays capitalistes occidentaux.

Cela implique qu'à part du côté des communistes, les abandons de l'été 2022 n'auront été qu'un phénomène marginal, n'ayant pas de signification historique, voire même aucun sens aux yeux de la société. Cela sera considéré, en admettant même que ça le soit à l'avenir, comme un côté de la société à la fois dramatique et marginal, qui prête à des considérations diverses, mais sans aucune portée historique.

Là est le désastre de toute cette période où la société est désabusée. Par son absence d'empathie, elle n'est même pas capable de voir la détresse, d'éprouver de la compassion, d'agir dans les faits pour la protection des animaux. Et encore parle-t-on ici des animaux de compagnie, la situation des animaux sauvages étant bien entendu tout aussi catastrophique.

Il y a ici une frontière ultime dans la contradiction entre les villes et les campagnes ; le refus du matérialisme, exacerbé par la dimension désabusée de la société, a comme première victime les animaux.

Le développement d'une base productive conforme à la vision du monde bourgeoise

Comprendre la subsumption réelle du consommateur exige d'avoir en tête que lorsque Karl Marx parle de la subsumption réelle du travailleur, il parle du mode de production « spécifiquement capitaliste » ou aussi « sui generis », c'est-à-dire qui s'élance sur sa propre base spécifique.

Le capitalisme devient mode de production que lorsque le capital organise totalement selon ses propres besoins les forces productives, et donc s'en est approprié les éléments – technique, science, forces de travail, organisation sociale. Alors que pouvait être séparés le procès de travail et le procès d'exploitation dans la phase primitive de l'accumulation (XVe-XIXe), dans le capitalisme réalisé, les deux ont maintenant « fusionné ». Cela a pour conséquence de confondre le développement des choses et la réalisation aliénée de ce développement :

« Les esprits se sont faits à ce point à cette constante transposition des forces de la production sociale du travail en propriété matérielle du capital qu'ils s'imaginent que les avantages du machinisme, de l'application de la science, des inventions, etc. ont nécessairement une forme aliénée; bref, tout est conçu comme devenant propriété du capital. »



Il faut comprendre ainsi que lorsque le capital met en forme de bout en bout son propre développement, il se développe un mode de gestion spécifique des choses qui n'est en aucun « neutre ».

Ce mode de gestion, qui relève d'une superstructure, c'est celui de la gestion mécanique-statisticienne fondée sur l'interprétation mathématique du monde. Dès son élancement au sein du mode de production féodal, le capital contenait en soi ce mode de gestion.

La naissance et l'extension de l'industrie horlogère au milieu du XVI^e siècle devait s'accompagner d'une vision du monde précise : les mathématiques comme mode de gestion de la réalité. Nul hasard donc si l'expression de cette vision du monde ait été la philosophie de René Descartes développée dans la première moitié du XVII^e siècle.

Taylorisme et fordisme ont été des moments fondamentaux dans l'élargissement de ce mode de gestion à l'ensemble des branches d'industrie. On remarquera ici qu'il faut attendre les années 1960 pour que cette gestion soit généralisée à l'industrie agroalimentaire par exemple.

Le progrès des forces productives en les industries électroniques et numériques a permis d'élargir le mode de gestion mécanique-statisticien à la production sociale toute entière, avec comme cœur névralgique le transport et la logistique des flux de marchandises.

On ne peut avoir un mode d'accumulation capitaliste fondé sur la flexibilité et le flux-tendu, qui rappelons-le est un contre-coup à la baisse tendancielle du taux de profit, sans avoir une capacité de gestion mathématique de la circulation des marchandises.

Les centres de données numériques, surtout le Big Data, couplés aux outils algorithmiques sont en quelque sorte une consécration historique du développement du capitalisme.

il faut bien comprendre que l'algorithme est une méthode de gestion pour des branches de production diverses et variées, et non pas simplement le modèle de « recommandation » propre aux réseaux sociaux.



L'algorithme de recommandation, expression du dépouillement de la personnalité humaine

Dans les années 1990-2000, la généralisation d'Internet puis l'arrivée des réseaux sociaux ont été source de prolongement de l'utopie de la « mondialisation des flux ». C'était l'idée d'un monde pacifié, toujours plus interconnecté par-delà les nations et favorisant l'émancipation des personnalités.

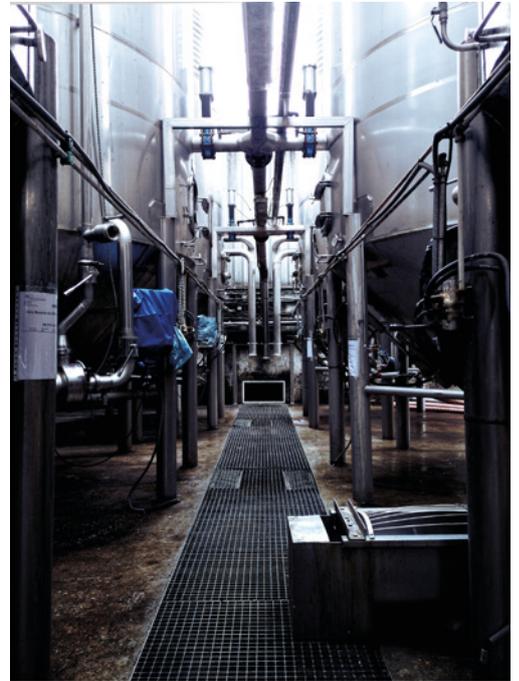
Mais en l'absence de luttes de classe pour mettre la classe ouvrière aux commandes et ainsi orienter les forces productives, Internet et les réseaux sociaux n'ont été qu'un nouveau terrain pour l'écoulement des marchandises – la base matérielle ayant été formée auparavant. Dialectiquement, la généralisation de leur usage est donc l'expression du triomphe du mode de capitaliste confronté pourtant à sa seconde crise générale, l'utopie « internet » n'étant plus que l'ombre d'elle-même.

Avec les réseaux sociaux, on assiste au modèle de fonctionnement dit de l'« économie de l'attention » où l'objectif est de maximiser le « temps de cerveau disponible » issu du modèle télévisuel. Cela a pris une nouvelle qualité grâce à l'algorithme de recommandation qui produit des « bulles de filtrage ».

Les bulles de filtrages reproduisent et approfondissent la tendance « naturelle » à se rapprocher des gens ou cercles qui pensent la même chose et de confirmer ainsi ses croyances ou opinions. C'est la confirmation des entre-soi sociaux qui se fondent sur l'existence de couches et classes sociales, en opposition à l'émancipation des personnalités.

À la base de la bulle de filtrage, il y a la collecte de votre activité : quel média vous consultez, articles, vidéos, images ou « memes », quels sujets reviennent grâce aux mots-clefs, à quelle « communauté » vous appartenez, grâce à l'analyse des profils de vos contacts. Les monopoles du numérique (GAFAM) utilisent toutes ces « données collectées » dans un algorithme qui est sensé proposer du contenu en organisant votre fil d'actualité en fonction de sa pertinence supposée. Ils vont pouvoir suggérer également de nouvelles personnes (ou pages) à suivre.

La réaction à cet agencement est appelé « feedback » ou retour par expérience et constitue également de nouvelles données collectées, pour approfondir la supposée pertinence dans le but de maintenir le plus longtemps possible les esprits sur la plateforme, et donc de maximiser le « temps de cerveau disponible » pour les enseignes publicitaires.



Pour la plupart des réseaux sociaux, le contenu est en plus classé par popularité et c'est seulement le temps passé à « scroller », soit à faire défiler le fil d'actualité, qui dévoilera les choses les moins populaires. Ainsi sur Instagram, ce sont les comptes les plus suivis et engendrant le plus de réactions qui apparaissent en premier sur le fil ; sur Facebook c'est la même chose, avec les pages en plus de cela.

À moins de ne suivre que ses amis, de scroller des heures durant ou d'avoir beaucoup d'amis avec exactement le même profil du point de vue des algorithmes (ce qui est hautement improbable), le réseau social n'est plus du tout un lieu de sociabilité et d'interconnexion profitant à l'enrichissement des personnalités, mais un espace de diffusion verticale d'informations des comptes sponsorisés et les plus médiatisés vers les contenus les moins suivis, et donc les moins médiatisés.

Ce fonctionnement est basé sur une confusion entre les désirs et les besoins humains. C'est l'exemple de l'accident de voiture : lorsqu'on passe devant un tel drame, le regard humain ne peut manquer de vouloir « regarder ». Si l'on appliquait cette expérience à un algorithme de recommandation, il serait proposé un contenu similaire en boucle. C'est l'enfermement dans une émotion superficielle, et la prime va forcément à ce qui est le plus choquant, le plus étonnant, alimentant à l'infini les algorithmes...

Certains réseaux sociaux semblent laisser plus de place à une soi-disant opinion éclairée comme Twitter qui est devenue la nouvelle plateformes de déclaration et positionnement politique, Facebook qui laisse la possibilité de s'exprimer plus longuement, ou Youtube avec des chaînes de tout et n'importe quoi y compris la dite vulgarisation ou de plus classiques documentaires.

Mais cela ne veut pas dire qu'ils sont moins superficiels on pensera évidemment au nombre limité des caractères sur Twitter qui vide la politique de son contenu, et met en avant les invectives individuelles, l'ère de l'affrontement grossier et de la polémique plutôt que de la position collective à la manière du communiqué synthétique d'une organisation représentant des idées élaborées.

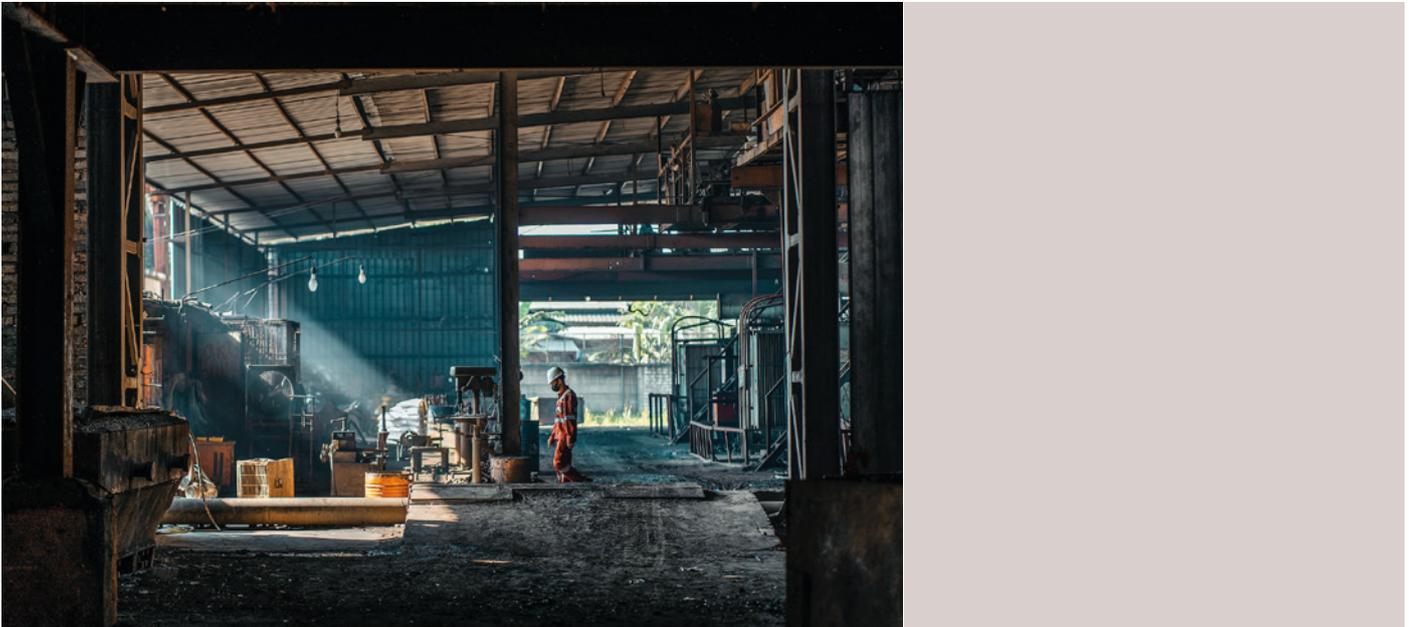
On y assiste tout autant à l'« accumulation d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale » des larges masses que décrit Marx comme étant le parallèle à l'accumulation capitaliste, expression de la subsumption réelle.

Mais dès que l'on touche à la complexité, les recommandations via les algorithmes sont incapables de proposer des choses correctes. Car dans la complexité du réel, c'est la dignité du réel qui est en jeu et par définition incapable d'être imitée même par une intelligence artificielle ultra-développée.

Ainsi, si on appartient à un mouvement culturel, tel par exemple le skateboard, la techno, le hip-hop, le gothique, le metal, etc., il y a beaucoup trop de nuances et de subtilités, des styles et d'évolutions que des suites de 0 et de 1 ne peuvent reproduire sur la base d'une automatisation quantitative.

Youtube ne comprend pas la différence entre de la House de Chicago et de l'Electronic Dance Music (EDM), et pour caricaturer, ni la différence entre Placebo et Joy Division ! À ce titre, on a peu de chance de découvrir un artiste hors circuit sur Youtube, ce qui est possible en allant à un concert, en fréquentant une scène, etc.

Il en va de même pour les mouvements politiques, les algorithmes ne sauront cerner que ce qui est caricatural et adapté à son modèle mathématique, avec un contenu façon grandes ONG comme Greenpeace.



L'algorithme de recommandation propre aux réseaux sociaux, c'est l'incarnation de la faillite de la vision bourgeoise du monde du fait même qu'il est impossible de « mathématiser » la subjectivité sans la dépouiller de ses attributs proprement humains que sont l'approfondissement de la connaissance dans le cadre de l'interconnexion sociale.

Par conséquent, lorsqu'on parle du dépouillement de la personnalité humaine par les mécanismes des réseaux sociaux, on veut exprimer le fait qu'il y a une négation de l'émancipation de l'être humain sur la base de ses besoins.

Du point de vue matérialiste dialectique, il va sans dire que l'activité cérébrale et sa capacité à se saisir correctement du monde par l'assimilation de la connaissance de l'Humanité à moment donné de son histoire est un besoin aussi fondamentale que celui de manger, boire, se loger, se chauffer, etc.

C'est même l'objectif ultime du communisme que d'unifier le besoin d'émancipation personnelle à tous les individus de la Planète en résolvant les deux grandes contradictions, intellectuel/manuel et ville/campagne.

Internet peut être un support matériel à cet objectif...mais sans activité consciente des masses en armes, c'est évidemment vain.

Il est pourtant avéré que la généralisation de l'usage des réseaux dans toutes les strates de la population a comme conséquence un recul de civilisation, qui se matérialise dans le syndrome de perte de la concentration. On a là le symbole même du triomphe de la vision bourgeoise du monde : les gens pensent plus vite, mais moins bien et sans s'appuyer sur une base culturelle et scientifique.

La capacité à assimiler sur la durée des concepts abstraits diminue, de la même manière que certains professeurs de collège et lycées remarquent que les élèves savent parfaitement utiliser un smartphone, mais sont parfois incapables d'appréhender les outils les plus basiques de l'informatique.

Entre 2000 et 2020, l'attention humaine serait passée en moyenne de 12 à 8 secondes par jour. Et il faudrait plus d'une minute pour reprendre le fil d'une pensée après qu'elle ait été interrompue par un message, une notification, etc.

Au seuil de sa seconde crise générale, il apparaît que le mode de production capitaliste produit des personnalités zombies éloignés du réel et façonnées entièrement pas les besoins de l'accumulation capitaliste.



L'assèchement de la critique sociale

Dans un tel contexte, il est totalement vain, comme le fait une partie de l'extrême-gauche, de s'imaginer pouvoir récupérer de telles malédictions en proposant un « autre » contenu. Alors que ces derniers ont tendance à récuser les élections comme un piège moderne, il est révélateur qu'ils ne voient pas l'hérésie de penser faire de la politique sur les réseaux sociaux et soient eux-même absorbés par cette vanité capitaliste.

Dans tout le reste de l'échiquier politique, on a une activité d'agitation qui assume de se tourner uniquement vers ces nouveaux moyens de communication et avec de plus en plus au sein des organisations, non plus des militants, mais des postes rémunérés de responsables de communication centré sur les réseaux sociaux.

Comme il est quasiment acté que le militantisme ne relève plus que de cela, l'objectif même de s'organiser pour mieux comprendre et transformer le monde est affaibli, puisqu'il suffit d'être trois personnes à l'ego bien gonflé pour produire, un compte, une identité visuelle et un contenu bien faible idéologiquement mais qui satisfera les instincts modelés par l'usage frénétique des réseaux sociaux.

S'intéresser à la politique ce ne serait plus alors que se faire le relais de telle ou telle voix, sur l'autoroute de l'opportunisme au milieu d'un désert idéologique. Pas étonnant donc que la pandémie de Covid-19, puis la guerre en Ukraine soient des thématiques d'autant plus insaisissables par l'humanité que les réseaux sociaux ont acquis une telle influence spirituelle et politique.

Toutefois, il ne faudrait pas croire que ce qui est dit ici relève d'un anticapitalisme romantique, du type de la critique idéaliste petite-bourgeoisie qui cible sa critique sur un « monde moderne » avec des « masses abruties » par une « techno-structure » qui « contrôlerait tout », etc.

Si une chose est certaine, c'est que l'algorithme des réseaux sociaux ne contrôle rien si ce n'est la capacité d'offrir du temps de cerveau disponible aux publicitaires. Ni plus, ni moins. Par conséquent, les réseaux sociaux et leur algorithme de recommandation ne sont qu'une superstructure qui reflète l'activité des monopoles du numérique, qui fondent leur accumulation du capital essentiellement dans la production industrielle des serveurs.

Il n'y a pas de monde dominé par l'algorithme, ou une soit-disant « algocratie », mais une société façonnée et orientée par des monopoles capitalistes qui s'appuient sur une vision du monde bourgeoise parvenue à maturité historique.



À l'approfondissement du capitalisme, l'approfondissement de la critique révolutionnaire

On peut donc affirmer la chose suivante : à la subsumption réelle du travailleur réalisée entre la fin du XIXe siècle est le milieu du XXe siècle s'en est suivi la subsumption réelle du consommateur dans le cadre d'un capitalisme qui a orienté en un sens particulier le progrès des industries numériques et électroniques.

Ou pour le dire plus simplement, la généralisation des réseaux sociaux, c'est la victoire du 24h/24 du capitalisme. C'est un aspect fondamental de la situation totalement désabusée des masses dans les pays capitalistes occidentaux à la fin 2022.

Dans ce cadre, il apparaît de manière évidente que la perspective révolutionnaire ne peut que se fonder sur les apports historiques du maoïsme.

On bascule forcément ou bien dans la critique de droite, ou bien dans la critique de gauche du phénomène.

Derrière le fonctionnement des réseaux sociaux, il faut bien avoir en tête qu'on a le développement d'une force productive qui est de bout en bout façonné par le développement du capitalisme et de sa vision du monde mécanique-statisticienne.

Il ne peut en être autrement à moins de penser qu'on puisse « moraliser », « réguler » le capitalisme lui-même dans sa version réformiste, ou « récupérer » l'« outil » en en changeant la substance dans sa version révisionniste.

Car on peut remarquer ici que capituler devant la vision du monde mécanique-statisticienne de la bourgeoisie a été précisément la source du révisionnisme en Union soviétique.

C'est l'irruption de la cybernétique, idée qui veut que la planification de la production sociale pourrait être organisée par une gestion informatique automatisée, donc par nature algorithmique.

Sans le concept clef de l'idéologie au poste de commande et la « remise sur ses pieds » du matérialisme dialectique lors de la Révolution culturelle en Chine populaire, on bascule forcément dans le révisionnisme dont l'idée même de « données » et de « quantités » sont la source.



C'est l'illusion de données neutres alors même que ces « données » sont elles-mêmes issues de la pratique humaine, donc des produits actifs des masses travailleuses et non des « données » qui seraient un « reflet » correcte du monde. Les mathématiques appliquées sur une base algorithmique ne peuvent être qu'un auxiliaire pour obtenir des statistiques mais en aucun un support direct à la planification des activités humaines. Ce support ne pourra jamais être formel et mécanique, il sera toujours social et idéologique, impliquant l'activité consciente des larges masses populaires.

Difficile alors de concevoir une prise de conscience générale des enjeux contemporains tant l'usage du smartphone et des applications de réseaux sociaux ont pris tout l'espace du temps de cerveau disponible. Dans tous les cas, elle n'aura pas lieu sur les réseaux sociaux, ni dans des espaces dominés par le mode de gestion mécanique-statisticien du monde.

Aujourd'hui ce qui se remarque, ce qui est gage de sérieux est sobre mais pas simpliste, presque minimaliste, direct, et va au fond des choses. La personnalité révolutionnaire, c'est d'assumer et d'affirmer la dignité du réel, c'est-à-dire la subjectivité prolétarienne en antagonisme avec toute la machinerie capitaliste.

On notera ici d'ailleurs comment l'extrême gauche est tombée dans le panneau, alors même que la naissance de l'internet comme formidable espace de possibilités intellectuelles a été nié. A ce titre, le PCF(mlm) en France a correctement réalisé le virage en refusant strictement les réseaux sociaux au moment de sa généralisation. Mieux, le PCF (mlm) a eu le mérite de «tordre le bâton dans l'autre sens», selon cette juste expression de Lénine pour qualifier la nécessité de se redresser de l'opportunisme en allant à contre-courant. Vouloir la révolution et être sur les réseaux sociaux est impossible : la tâche de la révolution exige une rupture formelle sur le plan du contenu idéologique mais également au plan du style et de l'esthétique. Les réseaux sociaux en tant que base au nivellement vers le bas de la conscience est le prélude à un style de travail opportuniste, car privilégiant la mesquinerie, la mise en surface des choses, l'émotion spectaculaire, l'irrationnel, etc.

Il va s'en dire donc qu'à l'approfondissement de la subsumption réelle par le capitalisme, s'est approfondi nécessairement la critique révolutionnaire en l'idéologie du marxisme-léninisme-maoïsme qui place au centre de la pratique la double question idéologique et culturelle, qui synthétise la dimension rupturiste subjective d'avec la question de l'orientation correcte des forces productives.

« Épidémie de flemme » : l'exemple d'une France qui se ratatine

Le directeur du département Opinion de l'institut de sondage Ifop Jérôme Fourquet s'était fait remarqué en 2019 par son portrait grinçant de la société française, décrivant une archipellisation. C'était déjà un premier signe de décadence, avec une société française éclatant et s'éparpillant, perdant ses repères et ses fondements, son unité.

Dans une enquête récente, il évoque maintenant un autre phénomène, qu'il nomme avec d'autres, « épidémie de flemme ». Si le terme est quelque peu racoleur, le constat n'en reste pas moins pertinent. En effet, cette fois c'est le portrait d'une société française de moins et moins vigoureuse, avec comme phénomène majeur l'explosion de la consommation à domicile.

« Si cette baisse de motivation affecte avec la même intensité toutes les classes sociales, deux éléments semblent importants à mentionner. D'une part, les personnes résidant en région parisienne, pour qui les conditions matérielles du confinement ont été particulièrement pesantes et dont on sait qu'elles ont vécu plus que la moyenne des actifs français la vie en télétravail durant et après la pandémie, semblent plus touchées: 41 % des habitants de région parisienne disent être moins motivés qu'avant dans leur vie quotidienne, contre 29 % des personnes qui habitent dans les communes urbaines de province et 22 % des habitants de zone rurale (...).

Dans notre enquête, 45 % des Français disent être régulièrement touchés par une épidémie de les dissuadant de sortir de chez eux. Cette de sortir de chez soi touche particulièrement les tranches d'âges intermédiaires: 52 % parmi les 25-34 ans et 53 % auprès des 35-49 ans, contre seulement 33 % des 65 ans et plus. Géographiquement, cette de sortir affecte un peu moins les provinciaux (44 %), que les habitants de l'Île-de-France (50 %), région pourtant vantée pour sa «culture des terrasses» et la richesse de sa vie nocturne. »

C'est la société de consommation, le capitalisme, non plus seulement 24 heures sur 24h et 7 jours sur 7, mais également partout, jusque sur le canapé, particulièrement sur le canapé.

Évidemment, le nouveau business de la flemme est décrit comme phénomène prenant de l'ampleur, avec ces flottes de domestiques modernes ayant totalement investi les paysages urbains pour « livrer » tout et surtout n'importe quoi à des consommateurs trop contents de ne pas quitter leurs claquettes ou chaussons.

C'est que :

« La tendance à «chiller», comme l'épidémie de flemme, ont généré de nombreuses opportunités de marché bien comprises par les enseignes. »

Et de ce point de vue, les chiffres donnés sont ahurissants. Ce modèle est complètement entré dans les mœurs, et il en faudra des révolutions culturelles pour le terrasser...

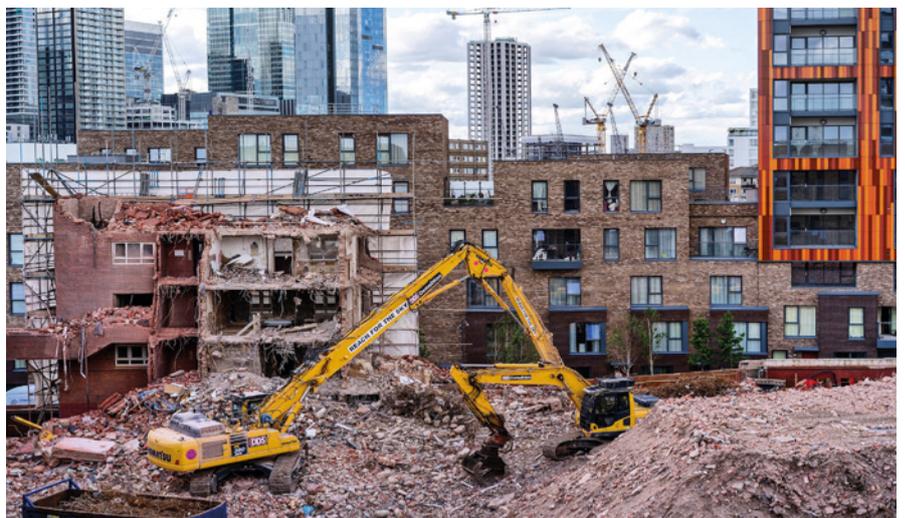
« Une enquête de l'Ifop de 2021 indiquait ainsi que 52 % des Français avaient eu recours à de la livraison de repas à domicile au moins une fois dans l'année, dont 23 % au moins une fois par mois. Signe que les habitudes sont en train de s'ancrer en la matière, si seulement 25 % des 65 ans et plus se font livrer au moins une fois par an un repas à domicile, cette proportion atteint 60 % parmi les 35-49 ans, et 78 % auprès des moins de 35 ans (dont près d'un sur deux commande un repas à domicile au moins une fois par mois). »

Ce n'est là qu'un aspect, on pensera également par exemple au développement des trottinettes électriques et des vélos à assistance électrique, pour des gens devenus incapables de simplement pédaler.

La crise sanitaire est identifié par les enquêteurs comme un point de bascule, avec un phénomène existant, puis s'amplifiant à partir de là. Ce ratatinement des esprits et des mentalités est en effet un aspect essentiel de la seconde grande crise du capitalisme commencé avec le covid-19.

Cela a des répercussions immenses sur les gens, tant leurs corps que leurs esprits. On notera que les jeunes d'aujourd'hui ont perdu, d'après les enquêteurs, « un quart de leur capacité pulmonaire en raison du développement de la sédentarité alimentée notamment par les écrans ». C'est gigantesque. Cela représente « 90 secondes de plus à courir 1600 mètres [par rapport à] il y a trente ans ».

Il en est de même bien sûr de la santé mentale, déjà catastrophique en France depuis la fin du 20e siècle. D'après Doctolib par exemple, le nombre de consultations de psychologues a augmenté de 102 % en 2021. C'est extrêmement significatif.





La non-production d'œuvres d'art à une époque cruciale

Il faut conclure ce grand panorama d'une société désabusée par un aspect essentiel sur le plan de la civilisation. Tant la pandémie que la guerre en Ukraine représentent des événements très importants de l'Histoire du monde. On chercherait pourtant en vain une expression artistique corrélée à ces événements. C'est inévitable, car les personnes de sensibilité artistiques sont pourries par l'individualisme et le subjectivisme ; ils sont incapables de dépasser leur petit moi, le nombrilisme les a mis sous tutelle.

L'incapacité à ce que se produisent des œuvres d'art comme des romans, des peintures, des films, des photographies, des sculptures, des pièces de théâtre... au sujet d'événements vécus par l'humanité toute entière est la preuve même de la faillite de toute une époque.

Les mini-films ou plutôt sketches de quelques secondes sur TikTok et Youtube s'accumulent de manière ininterrompue telles les marchandises dans le capitalisme, et d'ailleurs ce sont des marchandises, mais du côté de l'art réel – rien !

Il est évident ici que l'art réel, c'est la représentation synthétique de la réalité, c'est le réalisme codifié par le réalisme socialiste. Le reste correspond au subjectivisme, à un monde qui s'échoue mais qui n'a même pas la dignité d'assumer qu'il s'échoue. Des mouvements dissonants musicalement comme le punk britannique dans les années 1970 ou le grunge américain des années 1990 avaient au moins le mérite de se poser comme rupture émotionnelle et sociale, au nom du refus d'un rythme dominant de la vie quotidienne considérée comme insupportable.

En 2020-2022, le capitalisme n'est même pas capable de générer des bulles alternatives sous contrôle, tellement la pression consommatrice est gigantesque, tellement le capitalisme a mis le turbo, tellement la consommation est éphémère. Si l'on regarde les choses avec un regard historique, si on raisonne non pas en années ni en décennies, mais en siècles voire en millénaires, on ne peut qu'être frappé de comment une société humaine si riche matériellement est aussi vide intellectuellement, spirituellement, sur le plan de la sensibilité et du goût.

Cette période est une défaite, qui correspond à la nature d'une époque qui touche à sa fin. ■

UNE TRIBUNE DE LIBÉRAUX-ATLANTISTES DANS LE MONDE POUR SAUVER LA PUISSANCE FRANÇAISE AU SEIN DE L'OTAN

Publiée le 31 octobre 2022 dans le journal *Le Monde*,
la tribune « La France doit agir comme le meilleur allié de l'Ukraine »
est présentée comme rédigée et signée par un « collectif d'universitaire et de responsables de think tank ».

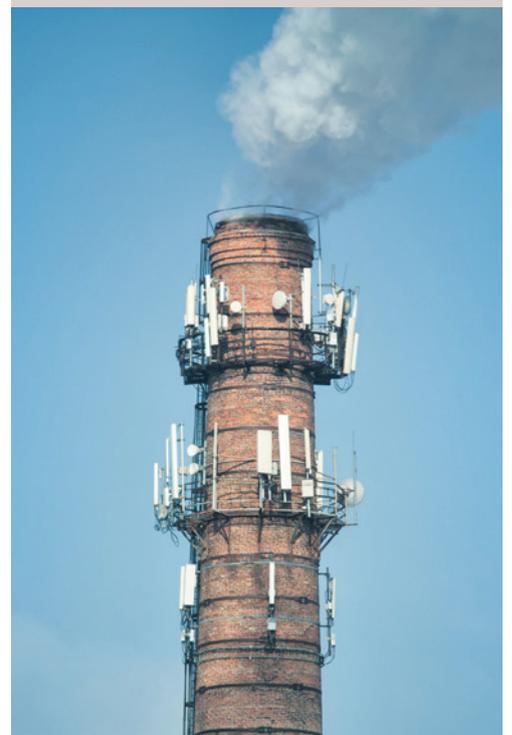


En réalité, on a là une offensive politique de six personnes qui forment une des strates intellectuelles les plus avancées de la fraction libérale-atlantiste de la bourgeoisie française. Des personnes qui développent un ton d'autant plus belliqueux qu'ils sont pour la plupart enracinés dans les pays d'Europe centrale et orientale. Et l'on sait combien la Pologne et les pays Baltes sont à l'avant-poste du bellicisme anti-russe.

On a donc Arnaud Castagnet qui est responsable des relations publiques du programme d'E-résidence en Estonie, programme qui permet à tout un chacun de « résider » en Estonie grâce à une identité numérique, et ainsi de pouvoir y fonder une entreprise... Cette personne est membre du réseau transatlantique des jeunes directeurs généré par le Fonds Marshall allemand des États-Unis (GMF) lui-même fondé en 1972 par le responsable de la RFA Willy Brandt pour se souvenir du Plan Marshall de 1947.

Arthur Konigsberg, ancien étudiant Erasmus à Varsovie et fondateur d'Euroactive, un think tank libéral qui vise à approfondir les relations entre la France et les pays d'Europe centrale et orientale, il est également collaborateur du député MODEM des français de l'étranger d'Allemagne et d'Europe centrale et orientale, Frédéric Petit. Ce député est un soutien acharné au mouvement « Bélarus » et de son drapeau blanc et rouge, emblème de la réaction anticommuniste de la République populaire Bélarusse de 1918, puis de 1991 à 1995.

Associé d'Arthur Konigsberg en tant que cofondateur d'Euroactive, on trouve aussi Romain le Quiniou. Établi en Slovaquie, il est également agent de programmation à l'International Republican Institut, une fondation politique plus ou moins proche des Républicains américains et spécialisée dans la formation de personnel politique étrangers dans le sens des intérêts de la superpuissance américaine.



Parmi les signataires, on retrouve également Thibault Muzergues, directeur des programmes pour l'Europe et euro-méditerranée pour ce même Institut...

Bref, on l'aura compris, on a affaire ici à un petit cénacle qui se connaît et se reconnaît dans sa défense de l'atlantisme et de la domination de la superpuissance américaine. On pourrait dire qu'ils sont, au sein de la bourgeoisie, à l'opposé de figures comme Thierry Mariani ou Marion Maréchal.

Leur ligne est simple : depuis le printemps 2022, la France n'a pas clairement assumé son soutien militaire au régime ukrainien et cela risque de la mettre de côté dans l'OTAN, donc dans le cadre du bloc soumis à la superpuissance américaine.

Du fait de leur ancrage en Europe centrale et orientale, ces gens ont acté que l'avenir se dessinerait dans le cadre d'un affrontement entre les superpuissances américaines et chinoises. Il s'agit donc d'aller au plus loin de ce que peut faire la France pour sauver ce qu'elle peut encore sauver.

Il faut abandonner le rêve néo-gaulliste de la « puissance d'équilibre » avec le rêve d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, et assumer clairement le passage dans le giron complet des États-Unis pour mieux espérer en tirer une contre-partie.

Dans leur argumentaire, il faut remarquer la dimension politique d'un élément militaire capital. Depuis quelques temps, il se pose de plus en plus la question de savoir si l'occident est prêt à livrer des armes « offensives » à l'Ukraine, avec comme grand symbole des chars d'assaut.

Plus qu'un symbole, envoyer des chars de 3e génération (l'Ukraine en a actuellement de 2e génération), avec une motorisation et un blindage plus performants et une capacité de tirs stabilisée par les avancées électroniques, est vue comme quelque chose de capital dans la bataille de chars et d'artillerie qui sévit actuellement.

L'Espagne s'était montrée ouverte à cette perspective, avec l'envoi de chars Léopard. Mais ces derniers sont fabriqués par l'Allemagne et elle demande son feu-vert pour leur envoi... et elle ne fera rien sans l'accord en aval des États-Unis.

Au-delà de l'appel à augmenter à 4 milliards d'euros l'aide militaire, la suggestion d'envoyer des chars d'assaut est un appel à la bourgeoisie française d'assumer une orientation ouvertement belliciste pour mieux se repositionner au sein du bloc occidental avec l'espoir à peine dissimulée de devenir le leader en Europe et le numéro 2 au sein de l'OTAN.



C'est l'idée de suivre la ligne politique des pays baltes, et peut être de s'aligner sur la Pologne, ce qui ne peut manquer de trouver un écho politique favorable avec les dissensions qui ne cessent de s'accumuler entre la France et l'Allemagne. Historiquement, cela signifierait que la tête de pont des États-Unis en Europe ne serait plus l'Allemagne, mais la France.

Finalement, cette tribune est une manière d'acter les faiblesses de l'impérialisme français et de son incapacité à peser seul dans le monde. Cela confirme tout à fait que le monde se partage entre les deux superpuissances, américaine et chinoise, les puissances impérialistes de second ordre étant dans l'obligation de se positionner sous tel ou tel giron.

Les éléments avancés de la fraction libérale-atlantiste l'ont compris et tentent d'inverser la vapeur afin d'éviter trop de casse pour l'impérialisme français. Il faudra surveiller de près l'évolution des consignes de cette tribune, car si celles-ci sont suivies concrètement, cela signera la mise de côté temporaire de la fraction néo-gaulliste déjà en perte de vue historiquement. ■

« La France doit agir comme le meilleur allié de l'Ukraine »

TRIBUNE

Pour retrouver son leadership en Europe, Paris doit opérer un tournant radical de sa politique étrangère, notamment en figurant parmi les principaux soutiens militaires de Kiev, estime, dans une tribune au « Monde », un collectif d'universitaires et de responsables de think tanks.

L'issue de la guerre en Ukraine reste incertaine. Mais les contours de « l'Europe d'après » se dessinent déjà, avec un centre de gravité qui, en toute hypothèse, se déplacera vers l'est du continent. Et où la France risque un sérieux déclassement.

Notre traditionnelle posture de « puissance d'équilibre » et de dialogue avec Moscou est en effet décrédibilisée au sein d'une OTAN ressoudée. Tout comme notre projet d'« autonomie stratégique » européenne, pertinente sur le fond, mais qui n'est actuellement plus audible et qui doit être repensé.

Erreurs et insuffisances.

Les États les plus actifs dans le soutien à l'Ukraine contestent le primat de Paris et de Berlin au sein de l'Union européenne (UE). Ne nous leurrions pas : par ses erreurs et ses insuffisances face à l'agression russe, la France a manqué une occasion historique d'y faire valoir sa place et sa force de proposition.

Mais, en s'adaptant maintenant à ces nouvelles réalités stratégiques, notre pays peut encore prétendre à un tel rôle. Derrière la lutte héroïque des Ukrainiens se joue en effet aussi une compétition entre les alliés soutenant Kiev, tels le Royaume-Uni qui cherche à retrouver une place en Europe, et la Pologne qui entend y affirmer la sienne. Dans cette compétition, nous devons donc gagner deux batailles-clés.

La première est celle du leadership européen. La France a notamment été à la traîne en matière d'aide militaire. Elle n'a débuté l'envoi de canons Caesar qu'en mai, alors que nos voisins avaient envoyé de grandes quantités d'artillerie et de chars dès les premières semaines du conflit.

L'aide militaire française restait, à la mi-octobre, inférieure à celle de l'Estonie et dix-sept fois inférieure à celle du Royaume-Uni. La France est en outre quasi absente dans l'entraînement des Ukrainiens. Si le matériel envoyé est de grande qualité et si l'aide au renseignement est essentielle, ce soutien reste globalement insuffisant.

Or, pour retrouver une capacité de leadership, la France doit figurer parmi les principaux soutiens militaires de l'Ukraine. Première puissance militaire d'Europe continentale, elle doit agir comme la meilleure alliée de celle-ci. Elle a pour l'heure laissé ce rôle aux Anglo-Saxons qu'elle critique si souvent, mais dont le soutien à Kiev est décisif. Elle a conforté ses alliés dans l'idée que seule l'Amérique pouvait vraiment les défendre face à la menace russe. Rien n'est cependant perdu.

Avant tout, nous devons oser l'envoi de nouveaux armements à l'Ukraine : de la défense antiaérienne et des lance-roquettes, comme l'a annoncé l'exécutif, mais aussi des chars, des hélicoptères et des avions. Certes, cela exigerait de former des équipages ukrainiens sur des mois. Pis, il faudrait prélever encore du matériel sur nos armées déjà à l'os. Mais, plutôt que de thésauriser nos arsenaux dans l'éventualité d'un affrontement majeur, il est dans notre intérêt évident d'en livrer une partie pour affaiblir un adversaire potentiel majeur.

Un tel geste renforcerait la protection des civils ukrainiens et contribuerait à changer la donne sur le champ de bataille. La France deviendrait le premier pays à livrer des chars et des aéronefs occidentaux : cela renforcerait durablement son image et son influence en Europe centrale, nordique et orientale, où elle sera bien plus audible.

Deuxième bataille à remporter : la bataille des récits. En doublant son soutien insuffisant d'une communication mal calibrée, la France a dégradé son image dans la majeure partie de l'Europe. Le président de la République a brouillé son message en exprimant, « en même temps » ou successivement, des positions fermes face à Moscou et une volonté de retenue, dans l'espoir d'une improbable médiation : on vient de le voir en matière nucléaire. Or, nous devons clarifier notre communication, notamment auprès des opinions publiques d'Europe centrale et orientale.

Au-delà, nous devons acter un tournant radical dans notre politique étrangère. Notre soutien (tardif) à la candidature de l'Ukraine à l'UE et notre durcissement face au Kremlin vont dans le bon sens. La France doit désormais abandonner son illusoire quête de « puissance d'équilibre » face à une Russie qui n'écoute ni ne respecte cette posture naïve et dépassée. Et se rapprocher des positions de nos alliés d'Europe centrale, nordique et orientale, qui se sont montrés plus lucides dans leur compréhension de la Russie.

Habitué à ce qu'ils considéraient comme une faiblesse (voire comme une complaisance) française envers Moscou, nos voisins de cette région plaçaient en la France des espoirs limités et qui ont été déçus. Mais notre pays peut encore surprendre. En s'illustrant enfin dans le soutien à l'Ukraine, la France sera bien plus crédible pour prétendre au leadership européen. Et pour faire progresser réellement l'Europe de la défense et l'autonomie stratégique du continent, dans le cadre indépassable d'une relation transatlantique rénovée.

Liste des signataires : Arnaud Castaignet, senior fellow à l'institut Open Diplomacy, vice-président d'une entreprise technologique européenne ; Aurélien Duchêne, membre de l'équipe de recherche de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) ; Arthur Kenigsberg, président fondateur d'Euro Créative, think tank français sur l'Europe centrale et orientale ; Romain Le Quiniou, cofondateur d'Euro Créative et analyste politique des pays d'Europe centrale et orientale ; Thibault Muzergues, directeur des programmes de l'International Republican Institute pour l'Europe et l'Euro-Med ; Christophe de Voogd, professeur affilié à Sciences Po.



COMMENT LA SUPERPUISSANCE AMÉRICAINE A RÉUSSI À TORPILLER L'ÉCONOMIE CAPITALISTE EUROPÉENNE : LA SITUATION DÉSASTREUSE DU CAPITALISME EN EUROPE À LA FIN 2022 ET L'AGGRAVATION PRÉVUE POUR 2023



Le conflit militaire en Ukraine qui désormais se prolonge au-delà de huit mois d'affrontements armés est caractéristique de comment une expression de la crise générale du capitalisme – la seconde crise générale, commencée en 2020 – est en même temps, dialectiquement, un procédé direct de repartage du monde.

Il n'y a en effet pas de cause et de conséquence dans le mouvement dialectique de l'Histoire, tout s'entremêle et le conflit en Ukraine est à la fois un but et un moyen : un moyen de sortir de la crise, un but en tant que réalisation du repartage du monde.

La guerre n'est certainement pas ici la continuation de la politique par d'autres moyens, car les capitalistes ne « pensent » pas. C'est la politique qui est la continuation, sous une forme ou une autre, de la guerre le repartage du monde.

Il ne s'agit pas donc ici de voir comment la superpuissance américaine cherche à affaiblir son challenger chinois en mettant hors d'état de nuire l'alliée principale de celle-ci, la Russie, par l'intermédiaire d'un « proxy », l'Ukraine. Cela reste l'aspect principal, bien entendu, car l'affrontement sino-américain est la contradiction principale, consistant en celle entre les grandes puissances principales.

La clef de la troisième guerre mondiale, qui a déjà commencé avec le conflit ukrainien en quelque sorte, c'est l'affrontement pour l'hégémonie mondiale entre la superpuissance américaine cherchant à préserver sa place et la superpuissance chinoise comptant devenir numéro un dans les 10, 20, 30 ans.

Cette vérité d'ordre général, pourtant, ne doit pas faire s'effacer les aspects secondaires, notamment celui ô combien vital de la situation européenne, dont la nature et le parcours font que cette zone peut devenir l'épicentre d'une vague révolutionnaire majeure.

L'économie européenne, pour la partie occidentale, est en effet, de par son marché, une composante fondamentale du capitalisme mondial, un îlot de stabilité depuis les années 1950, une base apparemment assurée pour la production et la consommation.

En même temps, c'est le lieu de naissance de la classe ouvrière et même si le réformisme et le révisionnisme ont presque tout balayé, il y a des restes épars de combativité relevant de la lutte des classes et des petits noyaux d'avant-garde qui peuvent profiter d'une ouverture historique.

Cela étant, l'Europe occidentale peut également, tout comme dans les années 1920 – 1930, basculer dans une forme de fascisme, de type consommateur – corporatiste dans une forme barbare propre au début du 21e siècle, de par le poids immense de la petite-bourgeoisie.

Tout va dépendre du tournant des événements et de la maturité historique des masses populaires, qui en dernier ressort repose sur la capacité des communistes à formuler de manière conséquente l'idéologie révolutionnaire de notre époque, le marxisme-léninisme-maoïsme. Et 2023 s'annonce à ce titre comme un tournant tant attendu du côté révolutionnaire avec l'ouverture de la crise générale au début de l'année 2020.

Pour les économistes bourgeois, 2023 se présente comme une période de « recul » faisant suite à une « résilience » provoquée par la pandémie et le conflit en Ukraine, la croissance devant suivre. C'est là une considération inévitable de la part de bourgeois incapable de dépasser l'horizon du capitalisme. En réalité, 2023 se pose tel un goulet d'étranglement de l'expansion capitaliste en Europe.

Cette prospective est à comparer avec celle pour les superpuissances américaine et chinoise. Elles connaîtront une croissance, revue à la baisse, mais tout de même significative de leur position de force à l'échelle mondiale.

Il s'agit pour cette raison d'aborder l'affaiblissement des principaux capitalistes européens, qui voient leur économie se faire lamener non pas tant par le conflit en Ukraine lui-même que par le dispositif américain développé à travers ce conflit. On parle ici bien sûr des sanctions américaines contre la Russie, devenues les sanctions de l'Union européenne contre la Russie.

Prévisions économiques : Europe

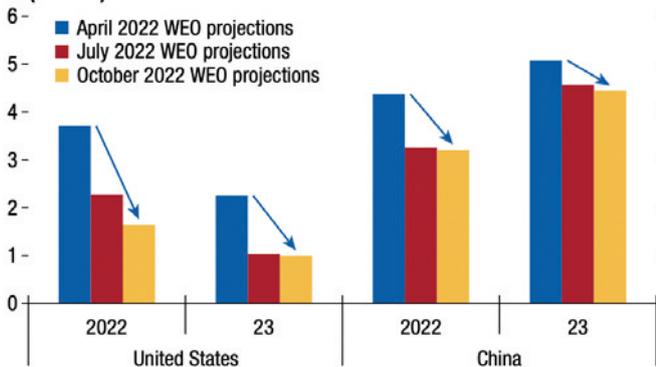
(croissance du PIB réel, en pourcentage)

	2021	PROJECTIONS	
		2022	2023
Europe	6,0	2,6	0,6
Pays européens avancés	5,6	3,2	0,6
Zone euro	5,2	3,1	0,5
France	6,8	2,5	0,7
Allemagne	2,6	1,5	-0,3
Italie	6,7	3,2	-0,2
Espagne	5,1	4,3	1,2
Royaume-Uni	7,4	3,6	0,3
Pays européens émergents	6,8	1,2	0,5
Russie	4,7	-3,4	-2,3
Ukraine	3,4	-35,0	.
Türkiye	11,4	5,0	3,0
Pays européens émergents hors pays en conflit et Türkiye	6,4	4,3	1,7

Sources : FMI, Perspectives de l'économie mondiale (PEM) ; calculs des services du FMI.

IMF

Projected GDP Growth: United States and China (Percent)



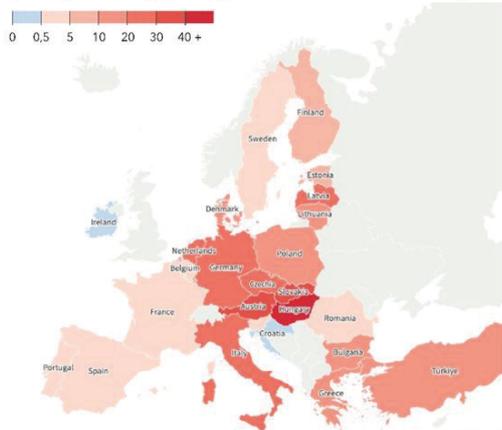
Ces sanctions, dans le domaine de l'énergie, tiennent aux points suivants :

- interdiction des importations de charbon en provenance de Russie ;
- interdiction des importations de pétrole en provenance de Russie, à quelques exceptions près ;
- plafonnement des prix en ce qui concerne le transport maritime de pétrole russe à destination de pays tiers ;
- interdiction des exportations vers la Russie de biens et technologies dans le secteur du raffinage de pétrole ;
- interdiction de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie russe.

Ces sanctions concernent le domaine de l'énergie, car il est considéré que c'est le moteur principal de l'économie russe. Or, cela pose un double problème aux économies concernées par les importations d'énergie de Russie : tout d'abord, elles se privent d'un approvisionnement... Ensuite, elles doivent remplacer celui-ci, ce qui est difficile, et qui plus est onéreux.

Dépendance au gaz russe

(Part du gaz russe en pourcentage de la consommation totale d'énergie, 2020)



Source : calculs des services du FMI.

IMF

Le pays le plus concerné est bien entendu l'Allemagne, qui avec le gazoduc Nord Stream 2 escomptait un renforcement de son approvisionnement en gaz russe.

Toute cette perspective est bloquée désormais, puisque le gazoduc n'est pas mis en service, et qu'il faut qui plus est remplacer la source russe dans son ensemble puisque Nord Stream 1 est censé ne plus servir à rien.

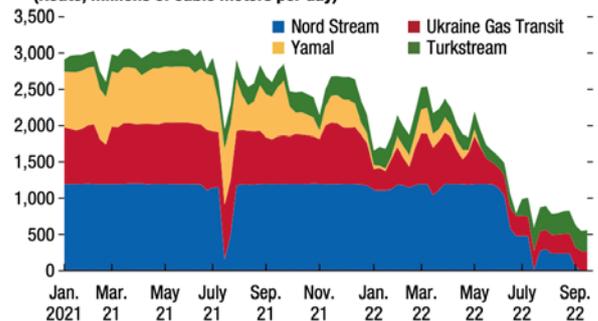
Dans un article du quotidien Libération du 20 octobre 2022, Klaus Krüger, directeur de l'aciérie bavaroise Lech-Stahlwerke qui consomme autant d'électricité qu'une ville de 300 000 habitants, remarque ainsi :

« En Turquie ou aux Etats-Unis, le coût de l'énergie est dix fois inférieur. Nos coûts énergétiques étaient de 50 millions en 2021. Ils seront bientôt de 400 millions d'euros. Ça fait beaucoup pour un chiffre d'affaires d'un milliard. Jusqu'à quand nos clients accepteront-ils les répercussions ? »

Ce sont toutefois les pays d'Europe centrale et orientale dans leur ensemble qui sont frappés, avec des risques pour l'hiver particulièrement marqués, puisqu'on parle de 15 à 40 % de la consommation annuelle qui ne va pas pouvoir être satisfaite.

La question du chauffage est ici essentielle pour bon nombre de pays, avec une hausse particulièrement marquée du coût de la vie en ce domaine.

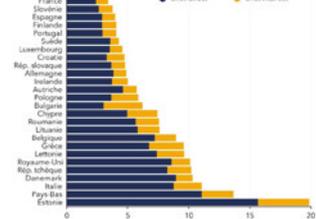
European Union: Russian Natural Gas Imports
(Route, millions of cubic meters per day)



Choc sur les factures de chauffage

En Europe, la hausse des prix énergétiques qui pèse sur les ménages varie selon les pays.

(Hausse du coût de la vie due à l'énergie en 2022, en pourcentage de la consommation moyenne des ménages)



Sources : Bloomberg Finance L.P., Eurostat ; base Analytica ; calculs des services du FMI.

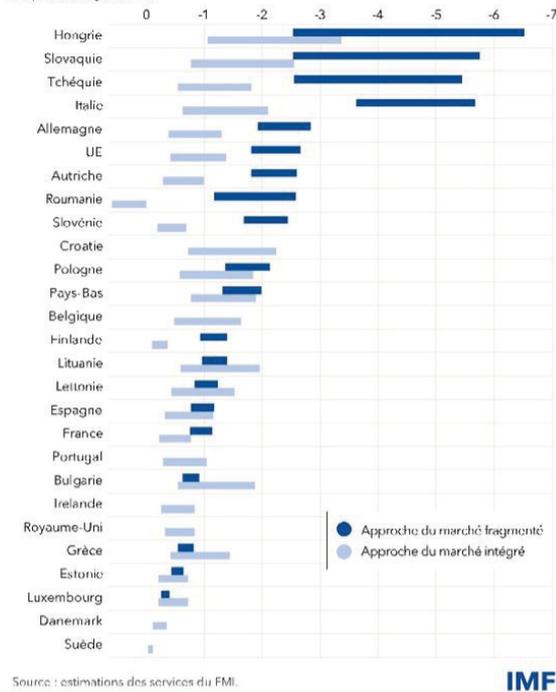
Notes : Ce graphique illustre la hausse du coût de la vie des ménages en 2022 principalement due à l'augmentation des prix énergétiques, avec une distinction entre l'effet direct de la hausse des prix (énergétiques) ou indirectement (effet indirect de la hausse des prix énergétiques due à l'augmentation des prix d'autres produits, non énergétiques).

IMF

Pertes de production

Un arrêt des livraisons de gaz russe aurait des conséquences divergentes en Europe.

(en pourcentage du PIB)



Et toutes les économies étant liées, tout cela se répercute, amenant une fragilisation de la capacité productive et des possibilités de consommation (tant de la part des entreprises que des particuliers), faisant donc reculer l'économie. Les perspectives sont à ce niveau désastreuses.

Naturellement, ce recul productif ne concerne pas réellement les Etats-Unis ! Bien entendu, le ralentissement européen nuirait à l'économie américaine. En même temps, cela la renforcerait à moyen terme, car de par ses propres capacités, elle serait en mesure de prendre le dessus. Ce à quoi on assiste, c'est à une sorte de réédition de la situation de la première et de la deuxième guerres mondiales, où les économies européennes se sont épuisées alors que les Etats-Unis, isolés sur le continent américain, peuvent librement se développer, en profitant au passage pour importer des ingénieurs et des savants, des entrepreneurs et de la main d'oeuvre qualifiée (ou pas), etc.

Cet aspect est à la fois relatif et absolu. Il est absolu, car la superpuissance américaine est consciente de la situation et y trouve son avantage, ce qui fait qu'elle pousse en ce sens. Il y a une vraie démarche de la superpuissance américaine pour affaiblir les économies européennes, afin d'un côté de satelliser celles-ci, de l'autre de les pousser par nécessité à l'affrontement avec la Russie.

Si les économies européennes se fragilisent trop, il n'y aura en effet plus le choix que l'accélération du militarisme. Les médias allemands et autrichiens ont d'ailleurs entièrement basculé en septembre - octobre 2022, passant dans la propagande anti-Russie sans aucune limite, ce qui contraste de manière nette avec les positions bien plus mesurées assumées jusque-là.

Il faut que la Russie perde le plus rapidement possible, afin que les importations de gaz reviennent, et au passage que le pays soit découpé en plusieurs petites républiques « locales » réduites à une forme semi-coloniale.

Tout cela est néanmoins également relatif, car la guerre continue et provoque une déchirure dans l'ensemble du mode de production capitaliste lui-même Le Fonds Monétaire International, à la mi-octobre 2022, propose ainsi un panorama désastreux pour l'année 2023.

Ce qu'on lit correspond pratiquement à ce qu'on lit dans Crise sur un capitalisme se ratatinant et sombrant dans les contradictions antagoniques !

« La croissance dans les trois plus grandes puissances économiques, les États-Unis, la Chine et la zone euro, restera au point mort. De façon générale, les chocs de cette année vont rouvrir les blessures dont souffrait l'économie, qui ne s'étaient que partiellement cicatrisées après la pandémie. En somme, le pire reste à venir et pour beaucoup, 2023 aura l'effet d'une récession.

La croissance dans les trois plus grandes puissances économiques, les États-Unis, la Chine et la zone euro, restera au point mort. De façon générale, les chocs de cette année vont rouvrir les blessures dont souffrait l'économie, qui ne s'étaient que partiellement cicatrisées après la pandémie. En somme, le pire reste à venir et pour beaucoup, 2023 aura l'effet d'une récession. » (Alors que l'horizon s'assombrit, les décideurs doivent garder le cap)»

Et même :

« La crise énergétique, en particulier en Europe, n'est pas un choc transitoire. Le réajustement géopolitique de l'approvisionnement énergétique à la suite de la guerre est à la fois vaste et permanent. L'hiver 2022 sera difficile, mais il y a lieu de s'attendre à ce que l'hiver 2023 soit pire. Les signaux donnés par les prix sont essentiels pour réduire la demande d'énergie et stimuler l'offre. » (Alors que l'horizon s'assombrit, les décideurs doivent garder le cap). »

On comprend l'ampleur du désastre lorsqu'on voit qu'un autre article du FMI, « Inflation élevée et croissance en berne : un cocktail délétère et un défi à relever pour l'Europe » du 21 octobre 2022, a comme sous-titre :

« Les autorités doivent resserrer leur politique macroéconomique pour faire reculer l'inflation tout en aidant les ménages vulnérables et les entreprises viables à faire face à la crise énergétique »

Le mot-clef est ici « viable », car on a bien remarqué que durant la pandémie les aides étatiques aux entreprises se déroulaient en Europe sans sélection aucune. Désormais, la manne financière étatique se veut circonscrite et il ne s'agit plus de maintenir, mais bien seulement de tenir.

Comment faut-il comprendre cela ? En fait, ce qu'il faut avoir à l'esprit c'est que le capitalisme implique une accumulation de capital. Or, il ne s'agit pas simplement d'accumuler du capital, il faut également que l'accumulation existe comme base solide au processus.

Cela peut sembler étrange de séparer le fait d'accumuler du capital de l'accumulation, on pourrait penser à une séparation du fond et de la forme, ou bien encore à une lecture « structuraliste » de l'accumulation. Cependant, en citant l'article mentionné, on comprendra aisément de quoi il en retourne :

« L'année prochaine, la production et les revenus en Europe seront inférieurs de près de 500 milliards d'euros par rapport aux prévisions que le FMI faisait avant la guerre — signe manifeste des graves pertes économiques que la guerre inflige au continent. »

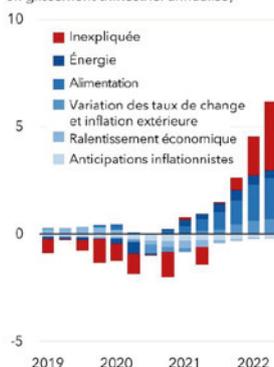
Il y a bien du capital accumulé... mais l'accumulation n'est pas au niveau de ce qu'elle devrait être, et c'est un problème insoluble dans un mode de production exigeant une expansion permanente et multi-sectorielle sur ce plan.

C'est ce qui nourrit notamment l'inflation, que le FMI voit comme... inexpliquée dans une partie significative, sans parler que ce qui est expliqué... n'est pas expliqué, mais simplement constaté.

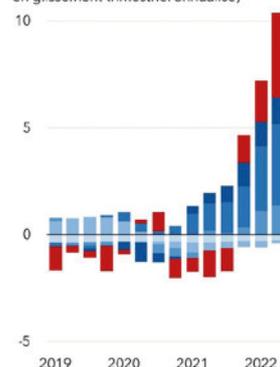
Inflation inexpliquée

Près de la moitié de la flambée récente de l'inflation sous-jacente en Europe ne s'explique pas par les facteurs habituels.

Inflation sous-jacente dans les pays avancés d'Europe
(en points de pourcentage, en glissement trimestriel annualisé)



Inflation sous-jacente dans les pays émergents d'Europe
(en points de pourcentage, en glissement trimestriel annualisé)

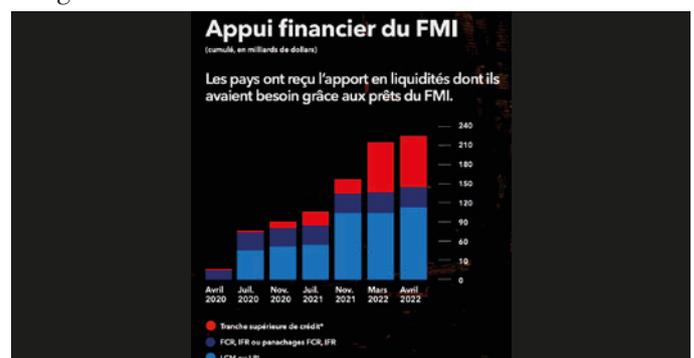


Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; FMI, base de données des PEM ; calculs des services du FMI.

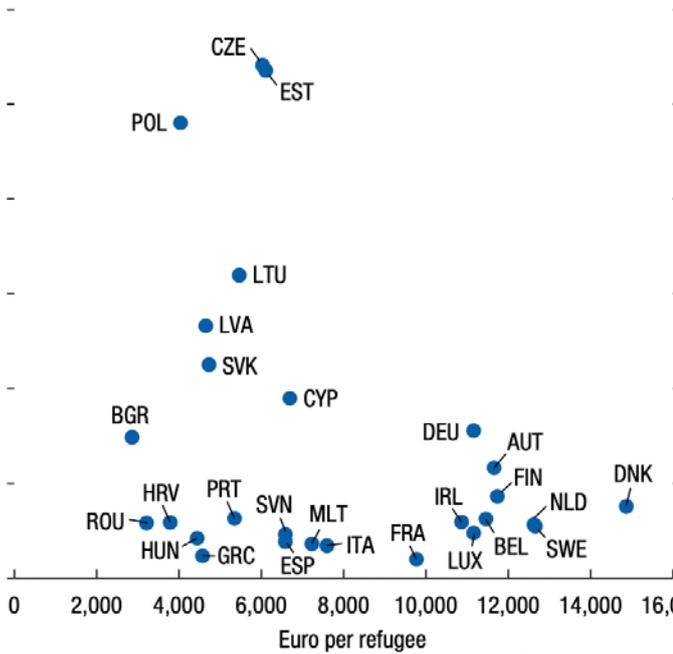
Notes : Ces graphiques présentent des estimations empiriques du rôle des moteurs de l'inflation traditionnels indiqués dans l'inflation observée (sous-jacente). On entend par inflation inexpliquée l'inflation réelle qui est supérieure aux prédictions des modèles (ou inférieure lorsque la partie inexpliquée est négative).

IMF

Il faut bien entendu ajouter au panorama la question de la dette. Si l'on prend par exemple ne serait-ce que le FMI avec ses prêts, on voit qu'on va dans le mur, car il était escompté que le capitalisme relancé épongerait la dette générée avec la pandémie... Ce qui ne sera pas le cas et provoque une incertitude tangible.



Europe: Estimated Fiscal Cost of Ukrainian Refugees
(Euros and percent of GDP)



On notera par ailleurs que l'émigration ukrainienne, de 4,2 millions de personnes, a également son prix. Ce dernier est énorme pour quelques pays en particulier ; on parle là d'un PIB littéralement touché autour d'un point pour la République tchèque, l'Estonie et la Pologne, ainsi qu'à hauteur d'un demi-point pour la Lituanie, la Lettonie, la Slovaquie. Ces pays sont culturellement proches de l'Ukraine ou bien on peut y parler russe, mais surtout leurs régimes comptent profiter de cette immigration pour renforcer la dynamique militariste, littéralement fanatique, visant la Russie.

Mais tout cela est académique. Ce qui compte, c'est le ralentissement, car en dernier ressort, c'est cela qui est décisif dans un mode de production comme le capitalisme. Dès que le processus d'accumulation de capital s'enraye, la reproduction du mode de vie de l'humanité est troublée, les contradictions fondamentales s'expriment, l'Histoire s'affirme. ■

DOCUMENT

Les sanctions de l'UE contre la Russie : la présentation officielle

Depuis mars 2014, l'UE a progressivement imposé des mesures restrictives à la Russie en réponse à :

- l'annexion illégale de la Crimée, en 2014
- la décision de reconnaître comme des entités indépendantes les zones des oblasts de Donetsk et de Louhansk non contrôlées par le gouvernement, en 2022
- l'agression militaire non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine, en 2022

Ces mesures visent à :

- affaiblir la capacité du Kremlin à financer la guerre
- imposer des coûts économiques et politiques évidents à l'élite politique de la Russie qui est responsable de l'invasion

L'UE a également adopté des sanctions à l'encontre de la Biélorussie en réaction à son implication dans l'invasion de l'Ukraine.

Pour en savoir plus :

- Réponse de l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie (informations générales)
- Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie (informations générales)

Mesures restrictives individuelles

Gels des avoirs et restrictions à l'entrée sur le territoire de l'UE

1236 personnes et 115 entités font l'objet d'un gel des avoirs et d'une interdiction d'entrer sur le territoire de l'UE car leurs actions ont compromis l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine. La liste des personnes et entités visées par des sanctions fait l'objet d'un suivi constant et de renouvellements périodiques par le Conseil.

Parmi les personnes sanctionnées figurent :

- Vladimir Poutine
- Sergueï Lavrov
- Viktor et Oleksandre Ianoukovitch
- des députés de la Douma d'État russe
- des membres du Conseil national de sécurité
- des militaires et des hauts fonctionnaires

- des hommes d'affaires et des oligarques, notamment Roman Abramovitch
 - des personnes responsables des atrocités commises à Boutcha et à Marioupol
 - des responsables politiques locaux tels que le maire de Moscou
 - des propagandistes pro-Kremlin et anti-ukrainiens
 - des personnes impliquées dans le recrutement de mercenaires syriens pour combattre en Ukraine
- Ces mesures ont été instaurées pour la première fois en mars 2014. Elles ont été prorogées en dernier lieu jusqu'au 15 mars 2023.

·Liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives de l'UE liées aux actions menées contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine (Journal officiel de l'UE)

Détournement de fonds appartenant à l'État ukrainien

En mars 2014, le Conseil a décidé de geler les avoirs de certaines personnes responsables du détournement de fonds appartenant à l'État ukrainien. Ces mesures ont été prorogées en dernier lieu en mars 2020, jusqu'au 6 mars 2023.

Sanctions économiques

En juillet et en septembre 2014, l'UE a imposé des sanctions économiques ciblant les échanges avec la Russie dans des secteurs économiques spécifiques.

En mars 2015, les dirigeants de l'UE ont décidé d'aligner le régime de sanctions en vigueur sur la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk, qui était prévue pour la fin décembre 2015. Étant donné que cela ne s'est pas produit, le Conseil a prorogé les sanctions économiques jusqu'au 31 juillet 2016.

Les sanctions économiques ont été successivement prorogées de six mois depuis juillet 2016. La décision de les proroger a été prise chaque fois à la suite d'une évaluation de la mise en œuvre des accords de Minsk. Pour l'heure, les sanctions économiques ont été prorogées jusqu'au 31 janvier 2023.

Ces sanctions visent les secteurs financier, commercial, de l'énergie, des transports, de la technologie et de la défense.

Secteur financier:

- une limitation de l'accès aux marchés primaire et secondaire des capitaux de l'UE pour certaines banques et entreprises russes
- l'interdiction d'effectuer des transactions avec la Banque centrale russe et la Banque centrale de Biélorussie
- l'exclusion de certaines banques russes et biélorusses du système SWIFT
- l'interdiction de fournir des billets de banque libellés en euros à la Russie et à la Biélorussie
- l'interdiction de tout financement public ou investissement en Russie
- l'interdiction d'investir dans des projets cofinancés par le Russian Direct Investment Fund et d'y contribuer

Énergie:

- l'interdiction des importations de charbon en provenance de Russie
- l'interdiction des importations de pétrole en provenance de Russie, à quelques exceptions près
- le plafonnement des prix en ce qui concerne le transport maritime de pétrole russe à destination de pays tiers
- l'interdiction des exportations vers la Russie de biens et technologies dans le secteur du raffinage de pétrole
- l'interdiction de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie russe

Transports:

- la fermeture de l'espace aérien de l'UE à tous les aéronefs de propriété russe et immatriculés en Russie
- la fermeture des ports de l'UE aux navires russes
- l'interdiction pour les transporteurs routiers russes et biélorusses d'entrer sur le territoire de l'UE.
- l'interdiction des exportations vers la Russie de biens et technologies (aviation, maritime et spatial).

Défense:

- l'interdiction des exportations vers la Russie de biens à double usage et de produits technologiques qui pourraient contribuer aux capacités de défense et de sécurité de la Russie
- l'interdiction du commerce des armes et des armes à feu à usage civil
- l'interdiction du commerce de munitions, de véhicules militaires et d'équipements paramilitaires

Matières premières et autres biens:

- l'interdiction des importations de fer, d'acier, de bois, de ciment et de matières plastiques en provenance de Russie
- l'interdiction des importations d'or en provenance de Russie
- l'interdiction des importations de produits de la mer, ainsi que de spiritueux, de liqueurs, de cigarettes, de bijoux et de produits cosmétiques en provenance de Russie

Services à destination de la Russie ou de personnes russes:

- l'interdiction des services de portefeuille, de compte ou de conservation de crypto-actifs
 - l'interdiction de fournir des services d'architecture et d'ingénierie
 - l'interdiction de fournir des services de conseil informatique et de conseil juridique
- Mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (Journal officiel de l'UE).

Restrictions imposées aux médias :

En 2022, l'UE a suspendu les activités de diffusion de cinq médias publics russes:

- Sputnik
- Russia Today
- Rossiya RTR / RTR Planeta
- Rossiya 24 / Russia 24
- TV Centre International.

Ces médias ont été utilisés par le gouvernement russe pour manipuler l'information et promouvoir la désinformation sur l'invasion de l'Ukraine, y compris la propagande, dans le but de déstabiliser les pays voisins de la Russie, ainsi que l'UE et ses États membres.

Mesures diplomatiques :

En 2014, le sommet UE-Russie a été annulé et les États membres de l'UE ont décidé de ne pas tenir de sommets bilatéraux périodiques avec la Russie. Les discussions bilatérales avec la Russie sur les questions relatives aux visas ont été suspendues.

En lieu et place du sommet du G8 à Sotchi, un sommet du G7 s'est tenu, sans la Russie, à Bruxelles les 4 et 5 juin 2014. Depuis lors, les réunions se poursuivent au format G7.

Les pays de l'UE ont également soutenu la suspension des négociations relatives à l'adhésion de la Russie à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et à l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Mesures en matière de visas :

En février 2022, l'UE a décidé que les diplomates, les autres fonctionnaires et les hommes et femmes d'affaires russes ne peuvent plus bénéficier des dispositions visant à faciliter la délivrance des visas, qui donnent un accès privilégié à l'UE. Cette décision n'affecte pas les citoyens russes ordinaires.

En septembre 2022, le Conseil a adopté une décision qui suspend totalement l'accord visant à faciliter la délivrance de visas entre l'UE et la Russie. Les règles générales du code des visas s'appliqueront par conséquent aux citoyens russes.

Restrictions applicables aux relations économiques :

Crimée et Sébastopol :

Le Conseil a adopté des mesures restrictives en réaction à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol par la Fédération de Russie. Les mesures s'appliquent aux ressortissants de l'UE et aux entreprises établies dans l'UE. Leur portée est limitée au territoire de la Crimée et de Sébastopol.

Parmi ces mesures figurent:

- une interdiction des importations de marchandises
- des restrictions sur le commerce et les investissements liés à certains secteurs économiques et projets d'infrastructure
- une interdiction frappant la prestation de services touristiques
- une interdiction d'exportation pour certains biens et technologies.

Le 20 juin 2022, le Conseil a prorogé ces mesures jusqu'au 23 juin 2023.

Zones de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson non contrôlées par le gouvernement :

Le Conseil a adopté des mesures restrictives en réaction à la décision de la Fédération de Russie de reconnaître comme des entités indépendantes les zones des oblasts ukrainiens de Donetsk et de Louhansk non contrôlées par le gouvernement, ainsi qu'à la décision qui s'en est suivie d'y envoyer des troupes russes.

La portée des mesures est limitée aux territoires non contrôlés par le gouvernement des oblasts de Donetsk et de Louhansk. Parmi ces mesures figurent:

- une interdiction des importations de marchandises
- des restrictions sur le commerce et les investissements liés à certains secteurs économiques
- une interdiction frappant la prestation de services touristiques
- une interdiction d'exportation pour certains biens et technologies.

Ces mesures sont en vigueur jusqu'au 24 février 2023. Le 6 octobre 2022, ces restrictions ont été étendues aux zones non contrôlées de Zaporijjia et de Kherson.

Mesures concernant la coopération économique :

Des restrictions en matière de coopération économique ont été instaurées par les dirigeants de l'UE en juillet 2014:

- la Banque européenne d'investissement (BEI) a été invitée à suspendre la signature de nouvelles opérations de financement dans la Fédération de Russie
- les États membres de l'UE ont décidé de coordonner leurs positions au sein du conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en vue de suspendre aussi le financement de nouvelles opérations
- la mise en œuvre des programmes de coopération bilatérale et régionale de l'UE avec la Russie a été réexaminée et certains programmes ont été suspendus



REVUE NATIONALE STRATÉGIQUE 2022 : L'ÉTAT FRANÇAIS SE PRÉPARE À LA GUERRE MONDIALE POUR LE REPARTAGE DU MONDE DANS LE CADRE DE L'OTAN

La Revue nationale stratégique est un document important pour l'État français, car c'est elle qui prépare directement les travaux d'une nouvelle loi de programmation militaire. Ce document avait été mis à jour en 2017, puis actualisé en 2021. En voici déjà une nouvelle version, présentée par Emmanuel Macron le 9 novembre 2022 depuis Toulon, à bord du porte-hélicoptères amphibie Dixmude.

Cette accumulation de mises à jour en dit long de la tendance à la guerre qui est la grande actualité mondiale. Bien entendu, c'est le conflit armé en Ukraine entre l'Otan et la Fédération de Russie qui justifie cette nouvelle Revue nationale stratégique.

Ce qui y est dit est très clair : la grande bataille pour le repartage du monde est enclenchée et la France doit se préparer à la guerre conventionnelle d'ici à 2030. Voici comment cela est formulé, en assumant la possibilité d'un passage rapide à une économie de guerre :



« En renforçant sa résilience, en se donnant les moyens d'un passage à une économie de guerre, en adaptant ses points de présence en fonction de ses intérêts stratégiques et en réalisant un pivotement vers les nouveaux espaces de conflictualité et la haute intensité, la France décline une approche globale pour jouer pleinement son rôle de puissance d'équilibres et promouvoir un ordre international stable, fondé sur le respect du droit et le multilatéralisme. Elle entend aussi oeuvrer à l'appui du renforcement de la souveraineté de ses partenaires pour consolider la stabilité et la sécurité des régions concernées. »

Pour ce faire, la France propose une analyse de la situation mondiale, en décrivant de manière très claire la formation d'un bloc amené à s'affronter aux États-Unis et le bloc qu'il forme, dont la France fait partie :

« Nous passons ainsi d'une compétition latente à une confrontation ouverte, de la part de la Russie et, de plus en plus, à une compétition exacerbée avec la République populaire de Chine (RPC). »

Il faut donc un récit pour désigner l'ennemi et mobiliser contre lui. Voici les deux passages probablement les plus importants historiquement de cette Revue nationale stratégique, car ils constituent la trame de la narration justifiant la guerre contre la Fédération de Russie puis la République populaire de Chine.

Le premier passage parle de la Russie et consiste en le fait de miser sur son effondrement ; autrement dit, il est question de faire la guerre à la Russie de manière préventive, pour affaiblir le bloc chinois.

« L'avenir de la puissance militaire russe à l'issue de cette épreuve [la guerre en Ukraine, NDLR] sera pour l'alliance Atlantique et l'Europe un enjeu dimensionnant pour les prochaines décennies, comme le soulignent avec force le concept stratégique adopté au sommet de Madrid et la boussole stratégique adoptée sous présidence française du Conseil de l'UE (PFUE).

Quelle que soit l'issue de la guerre, celle-ci aura causé une attrition importante du potentiel humain et matériel des forces russes. Le besoin de régénération de ce potentiel se heurtera aux effets des sanctions sur l'économie et la base industrielle et technologique de défense (BITD) russes, mais devrait rester largement financé. L'affaiblissement durable de ses forces conventionnelles pourrait amener Moscou à donner davantage de place à des modes de confrontation plus indirects tout en rehaussant le rôle de ses armes non-conventionnelles dans sa stratégie.

La rupture introduite par la guerre et l'irréversibilité des choix stratégiques russes imposent d'anticiper une confrontation avec Moscou, dans un triptyque compétition-contestation-affrontement, se déclinant dans le temps long, dans des régions et des espaces multiples. Cette évolution vers une confrontation se concrétise déjà en Afrique, par des manoeuvres diplomatiques offensives associées à des attaques informationnelles anti-occidentales et à un recours au mercenariat. Moscou voit dans cette guerre hybride mondialisée des leviers substantiels sur des théâtres extérieurs et dans des milieux où se déportent désormais des formes d'action nouvelles. Ainsi, la Méditerranée, la mer Noire, l'aire baltique, les Balkans, l'Atlantique nord mais aussi l'Afrique et le Moyen-Orient offrent des perspectives de confrontation prolongée doublées de risques d'incidents potentiellement escalatoires. »

Le second passage parle de la Chine, qui est le véritable ennemi désigné, avec la Russie en second plan.

« Au-delà de sa pérennisation au pouvoir, l'objectif du parti communiste chinois (PCC) et de l'armée populaire de libération (APL) reste de supplanter les États-Unis comme première puissance mondiale. Considérant la puissance américaine et le modèle occidental en déclin, le régime chinois estime que le leadership occidental sur l'ordre international est fragilisé et qu'il peut l'affaiblir encore davantage en mettant à profit son influence nouvelle. À ce titre, le PCC mise sur la passivité d'une majorité de pays non occidentaux à propos de la guerre en Ukraine pour nourrir un discours faisant apparaître une opposition de l'« Ouest contre le reste ». Mais au-delà de l'idéologie et de la guerre en Ukraine, cette remise en cause irrigue les domaines politique (propagande sur le déclin de l'Occident), économique et technologique (prédation, guerre commerciale), militaire (croissance de l'arsenal nucléaire, modernisation de l'APL, points d'appui à l'étranger), et diplomatique (attitude plus assertive dans les enceintes internationales, recours au rapport de force bilatéral ou à des formats multilatéraux alternatifs, comme le 14+1 ou le forum sur la coopération sino-africaine).

La modernisation de l'appareil militaire chinois se poursuit et permet à l'APL d'appuyer une stratégie de plus en plus affirmée, y compris sur le plan militaire, que ce soit dans la région Indopacifique, en particulier s'agissant du statu quo dans le détroit de Taïwan, mais aussi dans les autres régions du monde où sa diplomatie lui crée des clientèles, notamment en Afrique. La nature politique de l'APL et l'intégration civilo-militaire déployée dans les champs technologique, économique mais aussi informationnel autorisent un périmètre d'actions hybrides inédit. Celui-ci n'est contraint en pratique, et à ce stade, que par le choix de la RPC de contester l'architecture de sécurité internationale de l'intérieur.

La convergence stratégique croissante entre la RPC et la Russie, ouvre la perspective d'une plus grande contestation des instances internationales, orientée contre l'expression des objectifs occidentaux et offrant des opportunités d'alignement politique face à l'Occident et aux États-Unis en particulier. La volonté commune d'écarter ou de taire les différends pour contester l'influence occidentale, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine, suscite des formes de coopération ponctuelles. Cette situation est visible en premier lieu sur le plan diplomatique et au niveau de la guerre de l'information. Au point de vue structurel, le déséquilibre de la relation sino-russe au profit de Pékin est appelé à s'approfondir avec la crise ukrainienne. Les implications politiques, stratégiques et technologiques sont potentiellement majeures pour la gouvernance mondiale.

L'examen, dans la durée, de la cohésion occidentale et des impacts des sanctions et des embargos sur la Russie donnera aussi à la RPC des indications précieuses sur la portée des outils de coercition économique qui pourraient lui être opposés en cas de crise majeure. »

La France parle beaucoup dans sa Revue nationale stratégique d'indépendance et d'autonomie. C'est de la communication sans valeur. En réalité, la France est totalement inféodée aux États-Unis, via l'Otan, et à aucun moment il n'est question d'une quelconque indépendance par rapport à l'Otan.

De toutes manières, la France n'a pas le choix, car elle existe de fait comme composante d'un bloc occidental ayant bénéficié historiquement le premier du développement du mode de production capitaliste dans le monde, et elle est perçue comme tel par les capitalismes concurrents se développant à notre époque. Ce dont elle a très bien conscience.

« Dans un contexte de compétition et de confrontation stratégiques de plus en plus intenses, la position des démocraties libérales est fragilisée parce qu'elles défendent un ordre international dont les fondements (droit international, multilatéralisme, valeurs, etc.) sont ouvertement remis en cause par plusieurs États. Cette dynamique est entretenue par l'existence de ressentiments à l'égard des héritages politiques, parfois coloniaux, de perceptions d'iniquité de développement, qui entrent en résonance avec la consolidation des autoritarismes et des régimes illibéraux à travers le monde. Ces dynamiques contribuent à rendre plus difficile la compréhension des évolutions de l'environnement de nos opérations et l'anticipation des crises. »

Alors l'Otan est le fondement et le cadre essentiel du développement militaire français.

« Aussi la revue nationale stratégique 2022 s'inscrit-elle dans la continuité et en complément de la boussole stratégique de l'Union européenne (UE) et du concept stratégique de l'OTAN, adoptés cette année. Elle vise à décliner ces stratégies en intégrant nos spécificités nationales. »

Et dans ce cadre, la France ne peut qu'exister comme supplétif de la superpuissance américaine s'affrontant à la superpuissance chinoise, car c'est cet affrontement qui détermine les modalités de la guerre mondiale pour le repartage du monde. La France n'a ici comme ambition que de se placer, habilement s'imagine-t-elle, en tirant son épingle du jeu.

« La France, puissance d'équilibres, refuse de s'enfermer dans une logique de blocs. Il importe de maintenir ce positionnement ancien et original dans la recherche d'une relation équilibrée avec nos alliés. La France a une longue histoire d'établissement de partenariats stratégiques dans ses zones d'intérêt, dans lesquels nos partenaires doivent trouver sécurité, stabilité et développement. »

Cette prétention à exister en dehors des blocs est absurde et fausse. Elle contre-dit de toutes manières toutes les analyses et directions proposées par cette Revue nationale stratégique qui fait, à juste titre, de l'affrontement sino-américain l'aspect principal de toutes les considérations. La France ne faisant que s'y insérer en suivant la superpuissance américaine.



« Le recentrage américain sur la compétition stratégique avec la RPC s'accompagne d'une recomposition des rapports de force entre puissances régionales. Au Proche et au Moyen-Orient, l'enhardissement diplomatique et militaire de certaines puissances régionales est concomitant à la déstabilisation de pays déjà fragiles. La persistance des crises de prolifération (Iran, Corée du Nord, Syrie pour les armes chimiques) contribue à attiser ces foyers de déstabilisation régionale. Ces dynamiques affectent nos intérêts stratégiques parce qu'elles s'accompagnent d'un réagencement des ententes ou alliances et des rapports de force intra-régionaux. La défiance à l'égard des Occidentaux et des normes qu'ils promeuvent fait le lit des politiques d'influence de la Russie et de la RPC, en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient. Dans le périmètre même de l'Europe, les Balkans occidentaux constitueront probablement à court terme une zone de fragilité que ces pays pourront chercher à exploiter pour diviser et fragiliser l'Europe. »

Le document propose une « Ambition générale pour 2030 », qui consiste en les éléments suivants.

« En 2030, la France :

- est capable de défendre son territoire métropolitain et ultramarin, et de protéger et impliquer ses citoyens. Cette ambition permanente s'appuie sur une dissuasion nucléaire indépendante, crédible et cohérente, clé de voute de notre politique de défense, épaulée par des forces armées conventionnelles robustes.

Des postures permanentes de sûreté adaptées aux menaces impliquant les forces de sécurité intérieure et une stratégie nationale de résilience dynamique y concourent également ; contribue à la défense de l'Europe et à la stabilité aux abords de la Méditerranée, en disposant des capacités de s'engager dans un conflit de haute intensité. Elle peut assumer le rôle de nation-cadre au sein d'une coalition de l'OTAN, de l'UE ou de circonstance ;

- agit dans le cadre de partenariats équilibrés, pourvoyeurs de sécurité, dans une zone allant de l'Afrique subsaharienne au golfe arabo-persique, en passant par la corne de l'Afrique. Avec ses alliés, elle offre aux armées partenaires un éventail diversifié et instrumenté de formations et d'entraînements. À partir d'un réseau de points d'appui adaptés, elle conserve une capacité d'intervention ou de soutien en coalition ;
- contribue par son influence et avec ses partenaires à la stabilité de la zone indopacifique. Elle y défend sa souveraineté et le respect du droit international ; assure sa liberté d'action dans les espaces communs (cyber, spatial, fonds marins et espace aéromaritime) et la sûreté de ses voies d'approvisionnement, avec ses partenaires. »

Pour ce faire, la Revue nationale stratégique a déterminé 10 orientations stratégiques (OS) que voici présentées :

« En premier lieu, les fondamentaux demeurent : la France est et restera une puissance dotée d'une dissuasion nucléaire robuste et crédible [OS n° 1], atout structurant de dialogue stratégique et de protection de nos intérêts vitaux.

À l'autre extrémité du spectre, ce qui soutient notre modèle et le crédibilise, c'est notre force morale : celle des Français, c'est-à-dire celle d'une France unie et résiliente [OS n° 2], celle d'une économie capable de se transformer en une économie de guerre [OS n° 3], celle d'une résilience cyber de premier rang [OS n° 4], conditions de la souveraineté nationale.

Mais notre capacité à peser dans le monde ne peut reposer sur le seul principe de souveraineté. Le principe de la solidarité s'impose, d'autant plus dans un contexte dégradé. La France se veut un allié exemplaire et exigeant au sein de l'espace euro-atlantique [OS n° 5] en même temps qu'un des moteurs de l'autonomie stratégique européenne [OS n° 6] et un partenaire fiable dans ses relations diplomatiques de défense, pourvoyeur d'une sécurité crédible [OS n° 7].

L'influence est érigée en fonction stratégique. Volet aujourd'hui essentiel à l'expression de puissance, cette nouvelle fonction constitue un élément clé de notre capacité à promouvoir les intérêts de la France et à contrer les actions de nos compétiteurs sur tout le spectre de l'hybridité.

Épaulant la dissuasion et adossées à la force morale, en appui de nos alliances et de nos partenariats, nos capacités militaires nous permettent de produire des effets opérationnels au profit de notre défense. Elles reposent sur des capacités souveraines, une autonomie d'appréciation, de compréhension – étape essentielle qui donne du sens aux faits et aux intentions –, d'anticipation et de décision [OS n° 8], une volonté et une capacité d'agir dans les champs hybrides face aux stratégies de plus en plus agressives et aux volontés de contournement de nos compétiteurs [OS n° 9] ainsi que sur une capacité éprouvée à conduire des opérations militaires de haute intensité dans des champs de conflictualité étendus [OS n° 10]. »

On notera pour conclure que ce document est d'une grande faiblesse stragégico-militaires, et qu'il n'a aucune ambition politique, ni culturelle. La France va à la guerre, mais on ne saura pas comment, ni pourquoi. C'est que la France ne peut qu'être passive, étant à la remorque de la superpuissance américaine et de son affrontement avec la superpuissance chinoise challenger.

C'est précisément ce que dit et définit cette nouvelle Revue nationale stratégique. La leçon à en tirer pour les communistes est donc très simple: il faut mener directement campagne contre l'Otan, pour dénoncer la guerre mondiale qui se prépare activement. ■



苦练杀敌本领 时刻准备打仗

«L'ARMÉNIE» DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE EST UN PIÈGE POUR LES ARMÉNIENS



Nous disions déjà en mars 2021 que l'État français, et plus largement la bourgeoisie de France, n'était pas l'allié des Arméniens. Quand il est parlé au sein de la bourgeoisie de France des Arméniens et de l'Arménie, ou bien c'est dans le cadre d'un orientalisme habillant les intérêts commerciaux et diplomatiques de la France en tant que puissance capitaliste en déclin, ou bien simplement pour flatter les préjugés romantiques sur la puissance française et sa supposée sphère d'influence en Orient.

S'il est vrai de dire que le peuple français respecte et admire même par certains aspects les Arméniens en tant que nation, notamment en tant que composante nationale minoritaire de la France, rien n'est donc plus faux que de s'imaginer que l'État français soit d'une façon ou d'une autre un allié pour les Arméniens du Caucase.

Cela vaut notamment et surtout même pour les Arméniens du Karabagh. Ainsi, le président Emmanuel Macron a abordé la question de l'Arménie selon la perspective de l'État bourgeois français et de ses prétentions impérialistes en Orient lors d'une émission programmée sur la chaîne de télévision publique France 2 en affirmant clairement la chose suivante :

« L'Arménie est un pays avec lequel nous avons un lien unique, parce que l'Arménie s'est toujours battue pour une forme d'universel dans cette région, de tolérance, d'esprit de paix (...).

Dans ce conflit [l'invasion et la conquête d'une large partie du Karabagh arménien sécessionniste en octobre-novembre 2020, et les pressions régulières depuis sur les frontières de l'État arménien en lui-même] il y a un conflit sous-jacent. Nous avons décidé que les deux parties s'engageaient à reconnaître les frontières de 1991, qu'ils acceptaient le principe d'une mission européenne qui va aller sur le terrain constater les infractions pour permettre ensuite à la communauté internationale de se prononcer et de restaurer l'ordre et le respect des frontières. (...)

La Russie a utilisé ce conflit qui datait depuis plusieurs décennies et elle s'est immiscée dans ce conflit, elle a manifestement joué le jeu de l'Azerbaïdjan, avec une complicité turque, et elle est revenue là pour affaiblir l'Arménie qui pourtant naguère était un pays dont elle était proche. »

Emmanuel Macron a beau jeu de flatter le prétendu «esprit universel» de l'Arménie dans le Caucase, il affirme ici ni plus ni moins que le Karabagh arménien doit être liquidé pour restaurer un ordre international acceptable.

Quand il parle de «reconnaître les frontières de 1991», il dit sur le fond exactement ce que dit la propagande du régime d'Aliiev en Azerbaïdjan: le Karabagh fait parti du territoire national de l'Azerbaïdjan. Or, depuis 20 ans, le régime raciste d'Azerbaïdjan ne cesse d'effacer et de nier toute trace de son passé arménien avec une obstination de fou furieux. Tout est fait depuis des années et des années pour chauffer à blanc les esprits avec une propagande chauvine visant en permanence les Arméniens et l'Arménie comme des ennemis. Cela en va au point que même une chose comme le christianisme arménien n'aurait jamais existé à en croire le régime de Bakou. Toutes les églises, toutes les réalisations culturelles chrétiennes jusque-là arméniennes sont considérées aujourd'hui comme relevant d'un peuple caucasien appelé les Aghuans ou Albanais du Caucase, s'étant fondu en partie dans le peuple arménien, en partie dans les masses turco-persanes, avec une minorité s'étant maintenue comme peuple aujourd'hui identifié comme «Outi».

La volonté officielle des autorités de Bakou est de chasser les Arméniens du Karabagh et de rattacher les éléments et les traces patrimoniales qu'ils laisseront derrière eux à ces Aghuans/Outi, en repeuplant la région de centaines de milliers de colons turcs, à l'en croire.

Il ne s'agit là de rien de moins qu'un plan d'épuration ethnique génocidaire ouvertement affirmé, et qui a de fait l'aval de la diplomatie française, pour laquelle l'Arménie se borne à ces fameuses «frontières de 1991». Il faut donc bien comprendre que quelle que soit les intentions impérialistes de la France dans le secteur, Emmanuel Macron a ici clairement pris position pour laisser Bakou étrangler la population arménienne du Karabagh.

Au mieux, cet étranglement se fera comme une évacuation surveillée par les experts de la mission européenne dont parle Emmanuel Macron, mais pour lui, la nation arménienne d'Azerbaïdjan est déjà liquidée de fait. On peut ici noter à quel point le vote réalisé au Sénat français en novembre 2020 pour reconnaître l'indépendance totalement fictive d'une «République d'Artsakh» (nom donné par les nationalistes arméniens au Karabagh) a été une vanité confinant au ridicule.

Une vanité honteuse pour les forces de la gauche parlementaire qui prétendent jouer le jeu des institutions bourgeoises pour les faire progresser vers la démocratie et défendre en l'espèce la paix internationale. Que reste-t-il maintenant de cette prétention ?

Il avait été expliqué par les parlementaires dit de gauche, et notamment par ceux du P«C»F que cette motion, élaborée par des figures de la Droite parlementaire, était le seul moyen de prendre la défense de ce qui restait du Karabagh arménien. Cette résolution soulignait surtout que c'était là une manière de faire face plus particulièrement à la menace que constituait l'expansionnisme du régime d'Erdogan en Turquie, très explicitement visé dans cette résolution.

Cette résolution avait été rejetée par le parti présidentiel et malgré son vote, Emmanuel Macron n'y a pas fait la moindre allusion dans son intervention. La prétendue gauche qui s'était ralliée à cette résolution devrait maintenant se terrer dans la honte, déjà pour avoir capitulé sur une décision toute entière portée par la Droite et son orientalisme délirant sur l'Arménie, et en plus pour tout prix de sa lâcheté obséquieuse, pour voir aujourd'hui que l'exécutif de l'État français acte ni plus ni moins que la mort du Karabagh arménien, République d'Artsakh imaginativement reconnu par le Sénat français ou non.

En revanche, une chose qu'a reprise clairement à son compte Emmanuel Macron, c'est de prendre prétexte de l'Arménie pour disposer un moyen de pression sur la Turquie en terme de confrontation, assumant une ligne cherchant ouvertement le casus belli sur les menaces frontalières que fait peser l'Azerbaïdjan sur l'Arménie.

Ainsi, c'est sur l'intangibilité des frontières de l'État arménien, selon ce qu'il appelle les «frontières de 1991» qu'il prend plus fermement position. Mais là encore, il ne s'agit pas tellement de défendre l'Arménie, et encore moins d'ailleurs les Arméniens, il s'agit de cibler la Turquie au-delà même de l'Azerbaïdjan, et d'accuser frontalement la Russie.

En cela, la France s'aligne donc entièrement sur la ligne belliciste de l'OTAN, en cherchant pour son compte à en isoler la Turquie, voire de la pousser plus clairement vers la Russie, ou du moins de prendre prétexte de son propre expansionnisme «panturcique» actuel pour mieux la cibler, tout en déstabilisant la sphère d'influence de l'expansionnisme russe. Pour ce faire, encore une fois, c'est une tribune d'une figure de la Droite, cette fois le journaliste Sylvain Tesson, qui a servi la soupe d'une Arménie «avant-poste de l'Occident» et «terre chrétienne» pour tenter de donner une sorte de profondeur romantique à ce souffle sur les plaies des Arméniens mais surtout encore une fois, afin d'enflammer toujours plus le chauvinisme national de ce peuple.

Le sang des Arméniens n'a jamais assez coulé pour les faucons de l'État français et plus particulièrement la fraction de la bourgeoisie tentant d'imposer une ligne nationale-catholique qui voit dans la réactivation réactionnaire du discours de la Croisade et du bras de fer avec l'islam un espace de mobilisation ou au moins de sidération des masses pour justifier et appuyer la tendance à la guerre en engageant toujours plus la France dans la lutte pour le repartage du monde.

Il faut ici souligner que nous avons été les seuls parmi les révolutionnaires en France à documenter ce conflit de manière prolongée et à dénoncer dès le début l'intrusion impérialiste, ou du moins les prétentions impérialistes de la France en Arménie et dans le Caucase, annonçant depuis 2020 que la France laisserait de toute façon le Karabagh se faire étrangler par le régime d'Aliev.

Alors que valent les reproches qu'Emmanuel Macron adresse à la Russie ? Rien pour les Arméniens.

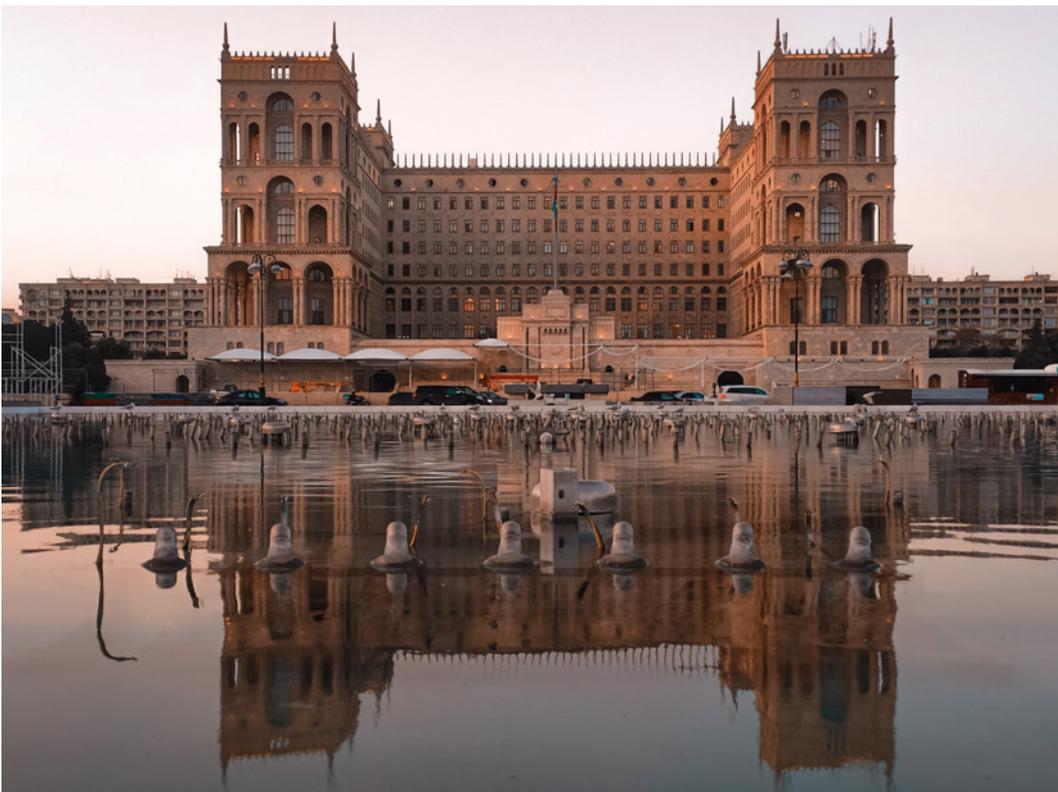
Le régime arménien en lui-même n'a de toute façon strictement aucune marge de manoeuvre, il est complètement dépassé par la situation et littéralement dans les mains de la Russie. La situation est donc objectivement désespérée pour l'Arménie, qui risque bien comme l'Ukraine de payer le prix fort de la guerre que se livrent les puissances capitalistes pour le repartage du monde en cours.

Emporté dans le jeu mortifère du capitalisme décadent, le chauvinisme arménien est l'allié objectif du dépeçage de l'Arménie qui s'annonce. Nous le martelons depuis le début, et nous continuerons d'enfoncer impitoyablement ce fait face à toutes les manoeuvres de la bourgeoisie française sur ce sujet.

La partie la plus importante du discours d'Emmanuel Macron finalement, c'est lorsqu'il présente l'Arménie comme une sorte de havre de l'universalisme et de paix au sein de l'Orient. Cette flatterie permet de valider l'Orientalisme de la Droite, plus volontiers religieux et «civilisationnel», c'est-à-dire ethno-différencialiste, en l'habillant avec un lexique ici conforme à la modernité bourgeoise dont Emmanuel Macron se veut la tête de file.

Mais tous ces efforts rhétoriques sont le signal d'une jonction entre la ligne nationale-catholique et celle de la bourgeoisie libérale pro-Union Européenne et OTAN. La seconde dominant la première, qui a façon totalement capitulé toute opposition à l'OTAN dès le début du conflit en Ukraine. En quelque sorte, l'Arménie est ici le prétexte à rallier les deux factions, sous le drapeau de l'Union européenne et de l'OTAN, en ciblant à la fois la Russie, et la Turquie.

L'Azerbaïdjan fait d'ailleurs l'objet de peu de reproches en lui-même dans la présentation d'Emmanuel Macron, d'autant plus qu'il lui est explicitement envoyé le signal que la France ne bougera pas pour les Arméniens du Karabagh, si la reconquête territoriale évite frontalement de s'en prendre aux civils. Exactement ce que fait Bakou depuis le début de ce conflit en 2020.





L'Arménie telle que la présente Emmanuel Macron c'est donc une Arménie ethnique, réduite à la République d'Arménie, qui éventuellement peut se rapprocher de la Turquie sous l'égide de l'Union européenne, et qui doit faire le deuil du Karabagh. Ce dernier étant sous occupation russe, il est clairement indiqué que la priorité pour Paris c'est l'effacement de toute présence russe dans le Caucase, et un alignement de Bakou, Yerevan et peut-être Ankara à l'Union européenne, et donc à l'OTAN, sachant que dans le même temps, l'expansionnisme turc est désigné comme un adversaire.

Là où la Russie propose à l'Arménie une soumission sous son contrôle dans le but de faire pression sur l'Azerbaïdjan, la France propose à l'Arménie d'abandonner les Arméniens du Karabagh pour servir de tampon à l'expansionnisme turc. Que restera-t-il de l'Arménie dans un tel état ?

Malgré l'amitié du peuple français à l'égard des Arméniens, malgré le fait que la France compte des centaines de milliers d'Arméniens et de Turcs dans sa population, les masses restent sidérées sur cette question. Mais cela parce que les masses de France paient le prix de leur soumission à la bourgeoisie et aux fausses promesses du capitalisme auxquelles elles ont voulu croire ces dernières décennies. Les forces progressistes en France paient aussi le prix de leur capitulation. On voit sur cette question à quel point elles sont lamentablement à la peine, les mains vides de leur capacité à construire une alternative, parce que la tête vide de toute boussole, de toute ligne idéologique ferme et solide. Quelle pitié de voir la Gauche française se faire ramasser par la Droite pour parler d'une chose comme l'Arménie et les Arméniens. Même les Arméniens de France ratent le train de l'histoire, et se heurtent, perdus dans leurs préjugés, à l'implacable dictature des faits qui emporte toujours plus l'Arménie et les Arméniens du Caucase dans le gouffre.

La Gauche n'en sait tellement rien qu'elle est condamnée à ramper derrière le bellicisme de la Droite et à s'aligner avec la tendance à la guerre à laquelle se rallient toutes les forces politiques de la bourgeoisie.

Seule une Gauche arborant les conquêtes révolutionnaires de l'époque bolchévique, assumant l'esprit prolétarien de l'internationalisme pour faire taire les secteurs bellicistes de la bourgeoisie et leur ignoble propagande chauvine orientalisante, une Gauche visant la Démocratie Populaire pour briser l'implacable entraînement du capitalisme vers la guerre est en mesure de porter une alternative sérieuse.

C'est-à-dire une alternative conforme à l'harmonie fraternelle entre les peuples et à la paix, pour construire dans le Caucase une nouvelle citoyenneté.

C'est pourquoi la revue Crise a immédiatement ouvert un espace pour arborer la TransCaucasie soviétique comme référence inspirante et alternative pour notre époque, pour la vie civile des Arméniens, des Turcs et de tous les autres peuples caucasiens dans le cadre d'une République allant au Socialisme.

Les Arméniens de France doivent être les premiers à arborer fièrement la RSS d'Arménie, ses réalisations grâce à la mobilisation de sa classe ouvrière, sa modernisation fulgurante, ses figures comme celles d'Alexandre Tamanian, bâtisseur de Yerevan, Avedik Issahakian le poète qui a su si bien transcrire son esprit national, l'héroïsme de sa jeunesse qui s'est jetée toute entière dans la Grande Guerre Patriotique contre le nazisme. Et bien sûr, assumer pleinement ce que doit la conduite de l'édification révolutionnaire d'une Arménie socialiste à Joseph Staline et à l'URSS de cette époque.

Voilà le modèle d'une nation arménienne dirigée par la classe ouvrière et son avant-garde, à condition de ne plus rater l'entrée dans le Socialisme, comme malheureusement l'on fait les Arméniens, comme les autres peuples soviétiques, et plus encore même d'une certaine manière, à partir de l'effondrement de la ligne révolutionnaire dont Staline était l'agent et le dirigeant. La RSS d'Arménie offre à la fois un modèle alternatif et une source de méditation pour comprendre la tragique trajectoire des Arméniens depuis un siècle. C'est pourquoi justement, au-delà de la RSS d'Arménie, nous portons la référence de la TransCaucasie soviétique, impliquant la reconnaissance de la vie nationale des Arméniens en Azerbaïdjan et en Géorgie, comme la vie nationale des autres composantes du Caucase en Arménie et partout ailleurs.

Porter cette référence révolutionnaire implique de se confronter à la bourgeoisie française, à l'OTAN et à la puissance militaire des États-Unis, implique d'assumer un héritage que tait ou condamne la bourgeoisie, puisqu'il la confronte de manière implacable, ne lui laissant aucun espace ni pour diriger par ses solutions, ni pour exprimer son inévitable fuite en avant dans la guerre.

Sauver l'Arménie implique nécessairement d'écraser la tendance à la guerre, et pour l'avant-garde révolutionnaire française, l'État bourgeois français est l'ennemi des Arméniens au bout du compte, car il est l'ennemi de la paix entre les peuples, et toutes ses manoeuvres ne feront qu'entraîner davantage l'Arménie et les Arméniens dans le massacre général de la guerre impérialiste. Sans lever le drapeau rouge, en France et partout, il n'y aura pas d'aube pour les Arméniens. ■



Liste des articles parus dans Crise

L'irruption de la seconde crise générale

La seconde crise générale du capitalisme [1 - mai 2020]

10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste [4 - juillet 2020]

La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique » [4 - juillet 2020]

La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation [5 - août 2020]

La forme de la seconde crise générale du capitalisme [6 - septembre 2020]

Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement [7 - octobre 2020]

Seconde crise générale du capitalisme : 2021-2022 en perspective [9 - février 2021]

Un an de pandémie, un an de crise générale du capitalisme [10 - mars 2021]

Le 13e numéro de « Crise » [13 - juin 2021]

De la première à la seconde crise générale du capitalisme [14 - août 2021]

La contradiction villes / campagnes

Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit [1 - mai 2020]

Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie [2 - juin 2020]

La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère [6 - septembre 2020]

L'industrie de la reproduction humaine illustre une énième facette de la seconde crise générale du capitalisme [8 - janvier 2021]

Un aperçu de l'état et du rôle des zones humides dans le monde grâce à la Convention de Ramsar [9 - février 2021]

Crise sanitaire : une chronologie [10 - mars 2021]

Mars 2020 - PCF(mlm) : La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), un produit du mode de production capitaliste [10 - mars 2021]

Vers la restructuration : l'élargissement du capitalisme aux fonds marins [20 - avril 2022]

Économie

Quelques données éparées sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 [1 - mai 2020]

La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France [2 - juin 2020]

Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction [2 - juin 2020]

Comment interpréter l'effondrement du PIB français ? [4 - juillet 2020]

La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française [4 - juillet 2020]

Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? [5 - août 2020]

La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital [5 - août 2020]

Le processus des faillites d'entreprises avec la crise [5 - août 2020]

Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français [5 - août 2020]

La crise et la généralisation du capitalisme à crédit [6 - septembre 2020]

La crise et les deux restructurations du capitalisme [6 - septembre 2020]

Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste [8 - janvier 2021]

Le capital e-commercial dans la seconde crise générale du capitalisme [8 - janvier 2021]
La fermeture des remontées mécaniques des stations des ski en France, un marqueur de la seconde crise générale du capitalisme [9 - février 2021]
La dette publique comme talon d'Achille de l'impérialisme français [9 - février 2021]
Un an après, le capitalisme n'est pas relancé et la crise économique s'installe en profondeur [11 - avril 2021]
Les semi-conducteurs au cœur de la seconde crise générale [11 - avril 2021]
La superpuissance américaine assume une hausse des taux d'intérêt pour se relancer, asphyxiant au passage l'économie mondiale [12 - avril 2021]
La pénurie, expression de l'anarchie de la production dans le cadre de la crise générale [13 - juin 2021]
Aperçu de la situation de la seconde crise générale du capitalisme en juin 2021 [13 - juin 2021]
Streaming, Netflix : le capitalisme audiovisuel dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme [13 - juin 2021]
5 points pour comprendre et critiquer le Bitcoin [13 - juin 2021]
L'inflation en 2021, l'immense menace dans la crise générale [15 - septembre 2021]
De nouvelles pénuries apparaissent avec le variant Delta [15 - septembre 2021]
Evergrande en Chine, première grande manifestation de la crise mondiale de la dette [16 - octobre 2021]
La Belgique et la France n'ont toujours pas récupéré leur niveau économique d'avant-crise [16 - octobre 2021]
La rétivité de la force de travail, autre marqueur de la crise générale [17 - décembre 2021]
Inflation : la facture de l'argent « magique » [17 - décembre 2021]
Quelques notes économiques bourgeoises de janvier 2022 [18 - février 2022]
La grande récession du capitalisme en cours : un panorama [21 - juillet 2022]
L'affaiblissement de la France et de la Belgique par le relèvement des taux directeurs de la Banque centrale européenne [21 - juillet 2022]
Vers l'économie de guerre [21 - juillet 2022]
Vers le capitalisme monopoliste d'État [21 - juillet 2022]

Mentalités, vie de la Société

Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? [2 - juin 2020]
La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 [2 - juin 2020]
L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme [2 - juin 2020]
La violence armée à Dijon de juin 2020, déchéance de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle [3 - juin 2020]
Les événements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social [4 - juillet 2020]
Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016 [4 - juillet 2020]
France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote » [7 - octobre 2020]
À propos des classes sociales en France [7 - octobre 2020]
La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France [8 - janvier 2021]
La vie dans la métropole impérialiste mise à nue par la pandémie [9 - février 2021]
Le parlement flamand salue d'anciens nazis : un exemple de l'expression de la crise générale belge [9 - février 2021]
À tous ceux qui ont compris durant le confinement que le monde ne tournait pas rond [10 - mars 2021]
Un exemple de réponse à la crise traversée par la lutte des classes : la stratégie « zéro covid » [11 - avril 2021] Documents : l'appel #ZéroCovid - la Great Barrington Declaration - l'appel « Regagnons nos libertés par la stratégie Zéro Covid solidaire » [11 - avril 2021]
La décantation de la seconde crise générale en France proviendra-t-elle des contradictions politiques ?
Le renforcement de l'extrême droite française se fait sur une base franquiste [13 - juin 2021]

Comment le capitalisme est parti à l'assaut du sommeil [13 - juin 2021]
Les manifestations anti-pass sanitaire en France d'août 2021 : un irrationalisme en provenance du centre de la société et directement expression de la seconde crise générale [15 - septembre 2021]
La question du « complotisme » [15 - septembre 2021]
Un exemple de la poussée de la fraction agressive de la bourgeoisie en France : le groupe de presse Valmonde [16 - octobre 2021]
L'irruption politique d'Eric Zemmour en France : un exemple d'activation mécanique par la contre-révolution [16 - octobre 2021]
Un exemple français de positionnement pro-Moscou : Eric Zemmour [18 - février 2022]
La recomposition de classe qui découle dans la métropole impérialiste de la guerre en Ukraine [19 - mars 2022]
Les élections législatives 2022 : un nouveau seuil passé vers le renforcement du fascisme en France [21 - juillet 2022]

Économie politique

La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation [1 - mai 2020]
Karl Marx et la crise de surproduction [1 - mai 2020]
À propos de la crise capitaliste en cours [1 - mai 2020]
Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises [1 - mai 2020]
L'erreur d'Eugen Varga [1 - mai 2020]
L'erreur de Paul Boccara [1 - mai 2020]
Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste [2 - juin 2020]
La crise générale du capitalisme n'a ni « avant » ni « après », ni « cause » ni « conséquence » [3 - juin 2020]
Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? (Le concept de crise, La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste, La conception erronée d'un capitalisme organisé, L'approfondissement du capitalisme au-delà de la première crise, La découverte de la modernisation du capitalisme, La seconde crise générale du capitalisme, La révolution mondiale comme réponse) [3 - juin 2020]
Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ? [7 - octobre 2020]
Les éléments de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx [8 - janvier 2021]
Le Pôle de Renaissance Communiste en France, une structure nationaliste tentant de fausser le concept de crise générale du capitalisme [9 - février 2021]
L'État Islamique comme expression de la crise générale en tant que retour à l'esclavagisme [9 - février 2021]
La crise générale, c'est la question de la mise à jour des forces productives [11 - avril 2021]
La seconde crise générale du capitalisme est d'une substance différente de celle de la crise financière de 2008 [13 - juin 2021]
Les enseignements concernant la crise générale fournis par le Parti-guérilla du Proletariat Métropolitain [15 - septembre 2021]
« La clef, c'est la guerre » [19 - mars 2022]
La question de la révolution démocratique dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux [19 - mars 2022]
L'invasion en Ukraine et ses enseignements concernant la guerre civile révolutionnaire [20 - avril 2022]
Sur la déclaration révisionniste « Non à la guerre mondiale ! Non à la guerre nucléaire ! » [21 - juillet 2022]

Militarisme, impérialisme, guerre

L'affrontement Chine - États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde [2 - juin 2020]
Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2030 [3 - juin 2020]
La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan [7 - octobre 2020]
La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants [7 - octobre 2020]
Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21e siècle [8 - janvier 2021]

La Nouvelle- Calédonie, un pays semi-féodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme [8 - janvier 2021]

La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ? [9 - février 2021]

Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN [11 - avril 2021]

L'origine du conflit Russie-Ukraine : la compétition entre l'expansionnisme russe et la superpuissance américaine [11 - avril 2021]

L'expansionnisme russe anti-ukrainien et sa base idéologique « eurasienne » [12 - avril 2021]

L'arrière-plan caucasien dans les visées impérialistes sur l'Ukraine [12 - avril 2021]

Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie [12 - avril 2021]

La crise générale pose le rapport stratégique entre la tendance à la guerre et la résistance offensive démocratique-populaire [12 - avril 2021]

1914, le modèle du déclenchement de la guerre impérialiste ? Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports interimpérialistes [12 - avril 2021]

L'apologie romantique de Stepan Bandera comme expression d'un nationalisme romancé [12 - avril 2021]

« La Chine sur le sentier d'une guerre mondiale » [13 - juin 2021]

Printemps 2021. L'Arménie et le Caucase au bord du gouffre [13 - juin 2021]

Crise colombienne, guerre Israël-Hamas, guerre Kirghizstan-Tadjikistan, crise biélorusse : la seconde crise générale prend le dessus [13 - juin 2021]

L'orientalisme de la bourgeoisie française prend prétexte de l'Arménie pour justifier la guerre [13 - juin 2021]

La victoire des Talibans en Afghanistan dans le contexte de la bataille pour le repartage du monde [15 - septembre 2021]

L'important concept de guerre hybride comme masque de la systématisation du militarisme impérialiste [16 - octobre 2021]

Crise ouverte dans les inter-relations Maroc-Algérie-Tunisie-Libye-France-Grèce-Turquie-Russie-Mali [16 - octobre 2021]

L'alliance AUSUK dans la zone indo-pacifique [16 - octobre 2021]

Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque ! [16 - octobre 2021]

L'escalade militaire et nationaliste déchirant l'Orient se poursuit [16 - octobre 2021]

Les enseignements historiques des six mois d'escalade militaire impérialiste aux frontières ukrainiennes et la guerre impérialiste comme expression du développement inégal de la crise générale du capitalisme [17 - décembre 2021]

Le Caucase retient son souffle face au développement toujours plus menaçant de la guerre impérialiste [17 - décembre 2021]

Les stratégies impérialistes de contournement de l'équilibre de la terreur à l'époque de la seconde crise générale du capitalisme : l'asphyxie comme approche de la superpuissance américaine, le délitement comme approche sino-russe [18 - février 2022]

L'Orient et le Caucase dans l'œil du cyclone en janvier 2022 - le chauvinisme orientalisant de la Droite en France [18 - février 2022]

La nature bureaucratique des régimes russe et ukrainien et leur signification pour l'émergence de la guerre [19 - mars 2022]

La crise ukrainienne relève de la guerre impérialiste - rejoignez la bannière du marxisme-léninisme-maoïsme ! [19 - mars 2022]

La guerre en Ukraine ouvre la boîte de Pandore des conflits militaires impérialistes directs - la guerre populaire mondiale est la réponse historique [19 - mars 2022]

Entre chronologie réelle et narration impérialiste : le processus de déclenchement de la guerre en Ukraine [19 - mars 2022]

La guerre en Ukraine et son arrière-plan en Transcaucasie [19 - mars 2022]

Le sens du ralliement de l'Église russe à la guerre menée en Ukraine par le régime de Vladimir Poutine [20 - avril 2022]

Les sanctions contre la Russie et les contre-sanctions russes renforcent la constitution de deux blocs impérialistes hostiles, et produisent de nouvelles contradictions [20 - avril 2022]

« Boussole stratégique » de l'Union européenne en mars 2022 : transformation en base de l'OTAN avec la Russie directement en ligne de mire et la Chine comme ennemi stratégique [20 - avril 2022]

L'imminence du conflit Grèce/Turquie [21 - juillet 2022]

La signification stratégique du sommet de Madrid de l'OTAN fin juin 2022 [21 - juillet 2022]

L'OTAN met en place une force de réaction à l'échelle d'une armée conventionnelle en Europe - c'est l'annonce d'une guerre impérialiste ! [21 - juillet 2022]

Durcir l'armée de terre » française » [21 - juillet 2022]

Documents historiques d'économie politique

Sur la crise générale du capitalisme [1995] [2 - juin 2020]

Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934 [4 - juillet 2020]

Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé » [4 - juillet 2020]

Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936] [5 - août 2020]

La crise générale du capitalisme (1950) [6 - septembre 2020]

Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980) [7 - octobre 2020]

Colonne Walter Alasia (1983) : Crise du mode de production capitaliste, centralité ouvrière [8 - janvier 2021]

Staline sur l'utilisation des processus économiques, des lois économiques [8 - janvier 2021]

La maladie incurable du capitalisme - La crise économique (1975) [9 - février 2021]

Guerre et restructuration : l'OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital - 1984 [11 - avril 2021]

1935 - Les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes [12 - avril 2021]

1914 - Lénine : De la fierté nationale des Grands-Russes [12 - avril 2021]

Tarass Chevtchenko - L'Hérétique (Jean Hus) [12 - avril 2021]

La zone géopolitique Europe - Méditerranée - Moyen-Orient [13 - juin 2021]

La seconde crise générale du capitalisme et les thèses de fondation du Parti guérilla Colonne napolitaine des Brigades Rouges : Thèses de fondation du Parti guérilla - 1981 [15 - septembre 2021]

Gonzalo et le PCP sur la guerre mondiale [16 - octobre 2021]

La crise de 1929 analysée par l'Internationale Communiste [16 - octobre 2021]

Sur le capitalisme d'État - 1932 [17 - décembre 2021]

L'origine et les causes de la guerre impérialiste [de 1914-1918] - 1938 [17 - décembre 2021]

Rosa Luxembourg : Le militarisme, champ d'action du capital [17 - décembre 2021]

Le culte de l'arme nucléaire et le chantage nucléaire - fondement théorique et orientation politique du révisionnisme moderne (1963) [18 - février 2022]

La dialectique révolutionnaire et la connaissance de l'impérialisme (1963) [18 - février 2022]

Le Parti Communiste Français contre la guerre impérialiste (1934) [21 - juillet 2022]

